

TIERS MONDE TIERS ETAT DU MONDE



1789
SANS-CULOTTES
1989
SANS FRONTIERES

SOMMAIRE

- 4 Editorial
- 6 Les deux crises de la dette, *par Jacques Cherbourg*
- 17 Dettes et politiques d'ajustement en Amérique latine, *par Pierre Salama*
- 22 Les tourmentes du tiers monde, *par Daniel Bensaïd et Sergio Rodriguez*
- 31 Internationalisme, nationalisme et anti-impérialisme, *par Michael Löwy*
- 43 Le tiers monde et ses crises, *par Michel Dupont*
- 51 Le Brésil à la dérive, les derniers mois du mandat Sarney, *par Michel Dupont*
- 57 Les difficultés de la transition au Nicaragua, *par Sophie Joanny*
- 65 Démocratie et socialisme aux Amériques, *par Enzo Traverso*
- 68 Chine — dix ans de réforme : bouleversements et incertitudes, *par Roland Lew*



Editorial

A PRES le Canada et la RFA, la France, par la voix de son président, vient d'annoncer qu'elle renonçait à seize milliards de créances publiques pesant sur trente-cinq Etats africains. Peu de choses en vérité au regard du poids total de la dette qui écrase le tiers monde (moins de trois milliards de dollars par rapport à mille trois cents milliards de dollars), ce geste témoigne pourtant d'une évidence : le caractère irrépressible de l'exigence de l'annulation de la dette.

Les limites du supportable ont, en effet, et de longue date, été franchies. Comme en témoigne une explosivité sociale croissante dans nombre de pays. En Algérie, au Venezuela, en Argentine, les foules tenaillées par la faim ont dû recourir à l'émeute pour se faire entendre. Cette fin de xx^e siècle voit donc réapparaître le spectre de la disette qui, il y a deux cents ans, faisait entrer en ébullition la France de l'Ancien régime. Aujourd'hui comme hier, les hommes ne se révoltent pas contre des calamités naturelles mais contre la brutalité d'un ordre social injuste. Le FMI incarne les privilèges de l'époque lorsque, pour prix de rééchelonnements du paiement des dettes contractées par les bourgeoisies, il impose aux peuples une austérité qui les saigne.

Le désespoir croissant auquel ces peuples ont été conduits est une menace suffisante pour que les puissances impérialistes s'alarment.

Les plans concoctés par les organismes capitalistes internationaux, qui se traduisent aujourd'hui par des décisions politiques d'annulation d'une petite partie de la dette, ne sont en rien l'expression d'un quelconque élan de générosité. Ils baignent dans les eaux glacées du calcul égoïste : s'il veut continuer à exploiter le tiers monde, l'impérialisme doit desserrer l'étreinte de la dette sous peine de tuer sa victime. La « responsabilité » dont, à contre-cœur, il fait montre n'est que lucidité quant aux conditions minima auxquelles il pourra préserver ses intérêts, ses marchés et sa main-mise sur le monde.

La France ne fait pas exception à la règle.

Ce n'est pas hasard si les premières mesures décidées par elle ont été annoncées lors du som-

met francophone de Dakar et concement des pays africains. L'Afrique est en voie de sombrer. C'est là où l'on trouve les pays les plus pauvres, les plus privés d'espoir de redressement, dont en tout état de cause on ne peut envisager qu'ils aient un jour les moyens de recouvrer un minimum de solvabilité. La CEE, avec la France à sa tête, porte des responsabilités énormes au regard de ce continent qu'elle exploite depuis des décennies et dont elle a fait sa chasse gardée.

Claude Cheysson, alors membre de la commission de la CEE et un des pères de la Convention de Lomé, expliquait : *« Il faut reconnaître, si choquant que cela puisse paraître à beaucoup, que les possibilités d'un pays industrialisé à contribuer au développement ne sont pas les mêmes vis-à-vis de tous les pays du tiers monde. Il y a des pays qui parlent notre langue, dont les élites sont passées par nos universités, qui connaissent nos structures commerciales, nos structures économiques, qui ont des points communs avec notre culture. Il ne fait pas de doute que, vis-à-vis d'eux, nous avons des possibilités incomparables avec celles que nous aurions dans des pays de culture totalement différente. ¹ »*

C'est pour la sauvegarde même de ses intérêts que l'ancienne métropole coloniale, et toujours bien actuelle puissance dominante, est contrainte de prendre des mesures : *« Les objectifs de la Convention de Lomé, comme ceux de toutes les relations entre l'Europe et ces pays, sont de tenir à bout de bras des économies chancelantes et des Etats chétifs. ² »*

La bonne conscience occidentale souffre du spectacle de la misère du monde, de ces enfants qui meurent par milliers chaque jour, de ces foules dont on apaise la faim par des balles. A constater les limites étroites à l'échelle de la planète de son modèle de civilisation, combinant développement économique et démocratie politique, elle est encline à y voir la confirmation que ses sociétés sont un miracle, sinon la preuve de la supériorité de la race blanche... Oubliant que l'éclosion de ce « miracle » a été permise par le pillage des colonies, l'esclavage, l'exploitation des classes ouvrières

toutes races et ethnies mêlées... Et que cela continue !

Si la France et la CEE « s'intéressent » à l'Afrique, ce n'est pas seulement parce que ces braves autochtones ont le mérite de parler nos idiomes, c'est aussi, plus prosaïquement, parce que l'Afrique (moins l'Afrique du Sud) fournit 20 % de l'ensemble des importations de matières premières non énergétiques de l'Europe communautaire.

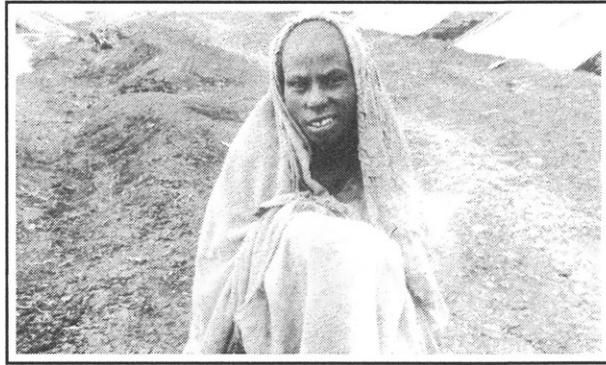
Toutes choses qui tendent à prouver une évidence : la raison, même étroitement bourgeoise, impose que d'urgence soit annulée une dette qui ne pourra être remboursée et qui, étouffant des capacités économiques, stérilise des profits potentiels. Que cela ne se fasse pas témoigne simplement des limites de ce mode de production : l'incapacité de surmonter la concurrence des intérêts particuliers, quelque fort soit l'intérêt général. Même lorsque celui-ci est strictement celui des capitalistes ! Des capitalistes qui, depuis plus d'une décennie, sont en overdose de néo-libéralisme. On a donc « laissé faire », pour que les meilleurs gagnent. A tire-larigot, les banques ont prêté et les gouvernants du tiers monde ont emprunté, et l'on se trouve aujourd'hui confronté à d'incontrôlables mécanismes infernaux dont une bonne partie de l'humanité risque de crever.

C'est bien parce que telle est la réalité, que ne saurait être sous-estimé rien qui va dans le sens d'alléger la charge qui écrase les peuples du tiers monde.

Les pays concernés par la « générosité » française sont parmi les plus pauvres du monde, ceux qui sont les moins alphabétisés, où l'espérance de vie est la moins grande, où la corruption est la plus poussée... Ce qui veut dire que la parole qui annule une créance, dérisoire eu égard à la richesse de celui qui la prononce, ne saurait être inutile, compte tenu du degré de misère où sont parvenus ces peuples. Ce qui, en même temps, signifie que s'en contenter — pour s'en glorifier ! — serait une insulte, compte tenu du degré d'injustice dont cette misère est le produit. Car la pauvreté est le prix de la richesse de l'impérialisme, et la croissance de l'une et de l'autre vont de pair !

Comment l'Occident, qui se targue de ses idéaux de progrès et de démocratie, peut-il sans broncher constater que les flux financiers se sont inversés et qu'il sort davantage de capitaux du tiers monde qu'il en entre ? Le monde de la faim voit sa facture céréalière s'alourdir de cinq milliards de dollars par rapport à 1988, parce que les pays riches, pour écouler leurs surplus, ont modifié les habitudes alimentaires du tiers monde et coulé ses productions locales. Les matières premières (y compris le pétrole) voient leur cours baisser implacablement ruinant les pays que le colonialisme et le capitalisme ont condamnés à produire celles-ci comme seules sources de revenus ; aggravant sans fin le déséquilibre entre un « Nord » chaque jour plus puissant, plus « autosuffisant » si l'on ose dire, et un « Sud » toujours davantage mis à l'écart... Jusqu'à ce que, *via* l'environnement, la solidarité de l'humanité reprenne ses droits lorsqu'il apparaît que l'exploitation follement rapace des ressources du tiers monde menace la planète de catastrophe.

José Esquinas-Alcazar, secrétaire technique de la commission des ressources phytogénétiques de



la FAO (organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), écrit : « Si la dégradation des terres et le déboisement se poursuivent au rythme actuel, dans moins de vingt ans, l'homme aura détruit le tiers des terres arables du globe et la moitié des forêts exploitables, avec tout le patrimoine qu'elles renferment. Dans le même temps, la population mondiale devrait croître de 40 %, passant de 4,7 à 6,6 milliards d'habitants. ³ »

Écoutons donc ces extraordinaires indiens, survivants de plusieurs génocides, qui, défendant le peu qui leur reste de droits ancestraux, avertissent l'humanité des risques que lui font courir les sauvages qui massacrent la forêt amazonienne ! Autre ruse de l'histoire sans doute, et nouvelle indication de ce que la civilisation humaine a perdu de se priver de l'apport des cultures indiennes ⁴...

S'il n'est plus possible de réparer les dégâts d'une histoire amputée, reste à sauver ce qui doit l'être : peut-être l'humanité même. Ce qui suppose de briser la totalité des mécanismes d'exploitation et d'oppression qui, écrasant les peuples du tiers monde, étouffent le monde dans son ensemble. La question de la dette, de toute la dette, est immédiate, urgente, car ne pas y répondre positivement relève de la non-assistance à peuples en danger. Mais ce n'est que l'alarme qui doit éveiller une prise de conscience plus profonde : donner un avenir à l'humanité suppose une réorganisation générale de la société humaine, afin de débarrasser celle-ci de ces tumeurs que sont la faim, l'injustice, le chômage, la misère, l'exploitation, l'oppression, le racisme...

Combat de longue haleine pour l'avenir qui s'ouvre. Deux cents ans après la Révolution française, aujourd'hui relayée en Chine par une Commune de Pékin martyre, il s'agit, ce 8 juillet 1989, de s'engager en faveur de quelques exigences immédiates et dire :

la dette, les colonies, l'apartheid, ÇA SUFFAT COMME ÇI !

1. Cité par Claude Gabriel, « CEE-ACP, la convention de Lomé, un mécanisme du pillage impérialiste », in *Inprecor*, 7 mars 1984.

2. Claude Gabriel, *ibid.*

3. Cité par Eric Fottorino, « La sécurité alimentaire dans le monde, la faim sans fin », in *le Monde*, dimanche 30 avril, mardi 2 mai 1989.

4. Cf. « Qu'aurait-il été, notre monde, s'il n'y avait eu cette destruction, ce silence des peuples indiens ? Si la violence du monde moderne n'avait pas aboli cette magie, cette lumière ? », J.M.G. Le Clézio, *le Rêve mexicain*, cité par Didier Hanne, « Eloge d'un monde perdu », *Critique communiste* n° 85, mai 1989.

Les deux crises de la dette

Jacques CHERBOURG

APPARUE brutalement au cours de l'été 1982, à l'occasion de la crise bancaire mexicaine, le « problème de la dette des pays en développement » n'a guère quitté la une des journaux, notamment avec de gros titres sur les émeutes de la faim en Egypte, au Maroc ou en février dernier au Venezuela.

Les données du problème sont les suivantes : à la fin 1988, le montant de la dette est d'environ 1 300 milliards de \$ (md\$) et la charge de cette dette de 160 md\$ (80 d'intérêts et 80 de remboursements). L'accroissement annuel de la dette s'est ralenti et correspond à peu près aujourd'hui au montant des intérêts, c'est-à-dire que les banques prêtent uniquement de quoi être payées : le système semble bloqué.

Mais il convient peut-être de se demander tout d'abord s'il y a bien un seul problème qui nécessiterait les efforts conjoints des prêteurs et des emprunteurs pour aboutir à la solution. N'y a-t-il pas plutôt deux crises de la dette : celle des banquiers qui craignent de ne pas être remboursés, et celle des peuples, exsangues, qui ne supportent plus de voir mourir leurs enfants ?

UNE ANCIENNE BONNE AFFAIRE POUR LES BANQUES

Après les deux chocs pétroliers de 1973 et 1980, les banques occidentales ont recyclé les « pétro-dollars », c'est-à-dire les importants capitaux placés chez elles par les pays exportateurs de pétrole, principalement du Moyen-Orient, en accordant de nombreux prêts, notamment aux pays d'Amérique latine ou d'Asie qui paraissaient offrir d'intéressantes perspectives de développement.

Mais ceci a été effectué dans un contexte de surenchère totalement incontrôlée : en plus des grandes banques internationales, chaque petite banque ou caisse d'épargne, du Middle West par exemple, a voulu avoir « son » prêt sur l'Amérique latine. Les études économiques, en principe préalables à tout accord de crédit, ont été négligées au profit des pots-de-vin offerts aux responsables des

pays du tiers monde, pour qu'ils acceptent de s'endetter. Il y a ainsi maintenant plus de cinq cents banques créancières du Mexique et plus de huit cents du Brésil (lequel d'ailleurs prête à la Pologne...). Le dernier livre de Susan George sur la dette, intitulé *Jusqu'au cou*, cite de nombreux exemples de ces pratiques, à partir de témoignages de banquiers « repentis » et du ministre mexicain des Finances de l'époque.

L'encours d'endettement a crû en fait beaucoup plus vite que la production (PIB) et le rapport dette/PIB est passé, pour l'ensemble des pays emprunteurs, de 25 % en 1977 à 50 % en 1988 (voir tableaux 1 et 2). La charge de cette dette (on dit le service de la dette) se compose de remboursements et d'intérêts. Ces derniers ont littéralement explosé car ils étaient « à taux variable », petit détail sur lequel les banquiers n'avaient pas jugé utile d'insister. Ainsi des prêts obtenus en 1976 à 6,1 % ont, en fait, supporté un taux de 16,7 % en 1981 ! (voir graphique 1).

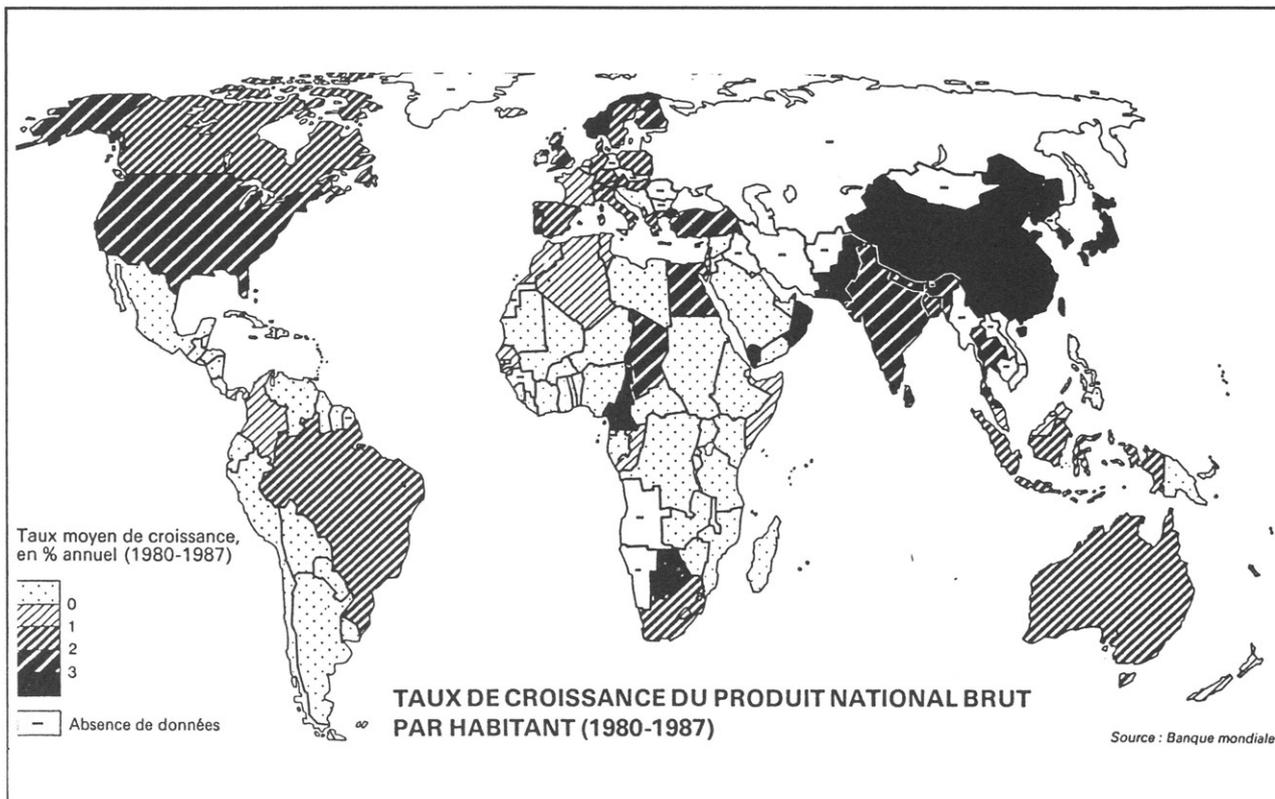
Au total, un endettement excessif et des taux usuraires : bonne affaire pour les banquiers !

Août 1982 : la crise mexicaine

En août 1982, le Mexique se retrouve brusquement en situation de quasi-banqueroute. Les grandes banques, le FMI et les gouvernements occidentaux se mobilisent rapidement et fournissent les capitaux nécessaires pour éviter un effondrement qui aurait eu de graves répercussions internationales. En quinze jours les fonds sont trouvés : les banques privées ne fournissent d'ailleurs que 60 % du montant du sauvetage, alors que la dette mexicaine est privée à plus de 80 %.

C'est la naissance dans les journaux de « la crise de la dette », mais uniquement de la crise des pays qui ne peuvent pas payer. Pas un mot sur les pratiques des banques. Mais celles-ci ont très bien compris l'alerte. La vogue des prêts au tiers monde disparaît aussi vite qu'elle était apparue.

Devant la dégradation de la situation, les bourgeoisies, notamment en Amérique latine, provoquent d'importantes fuites de capitaux vers les



paradis fiscaux et les banques occidentales. Elles sont, par définition, impossibles à mesurer directement, mais on a pu les estimer à 25 md\$ par an au début des années quatre-vingts, c'est-à-dire environ la moitié de l'accroissement de la dette de ces pays sur la même période. Nouvelle bonne affaire pour les banquiers qui voient revenir immédiatement, en fraude, une bonne partie des milliards qu'ils ont prêtés, alors que ceux-ci vont continuer à leur rapporter des intérêts, puisqu'ils leur seront remboursés !

Octobre 1985 : le plan Baker

En octobre 1985, le secrétaire américain au Trésor, James Baker, propose un « plan » pour quinze pays parmi les plus endettés (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Côte-d'Ivoire, Equateur, Maroc, Mexique, Nigéria, Pérou, Philippines, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie) qui représentent près de la moitié de la dette totale. L'idée est de relancer la croissance des pays endettés en maintenant un flux important de capitaux extérieurs, principalement de source bancaire privée. A la fin de 1985, la dette des quinze pays est de 450 md\$, le service de cette dette de 60 md\$ et le plan Baker estime à 10 md\$ par an environ le flux de capitaux frais nécessaires.

De nombreuses « solutions » qui restent très partielles

En fait, les banques n'ont pas suivi ces propositions. Au contraire, elles ont fortement freiné les prêts au tiers monde (en particulier les crédits à l'exportation) et les organismes multinationaux (FMI, Banque mondiale) n'ont pas pu ou pas voulu prendre le relais. En conséquence, selon la Banque

mondiale, et si l'on se restreint aux seuls flux à long terme, on constate que le tiers monde subit depuis 1984 un transfert au profit des pays riches, qui dépasse les 30 md\$ en 1987 et 1988 (voir tableau 2).

Diverses tentatives de réduction de la dette ont été effectuées. La prise en compte de la dévalorisation des créances bancaires sur le tiers monde qui apparaît sur le « marché secondaire de la dette » a permis à certains pays de racheter une partie de leur dette. Pour l'ensemble des quinze pays, la valeur marchande de la dette ne serait plus en 1988 qu'environ la moitié de la valeur de départ. (Elle en représentait encore 70 % en 1985). La Bolivie a même pu descendre à 11 %. Mais, à part quelques exceptions, les banques sont défavorables à cette procédure et celle-ci n'a porté au total que sur moins de 1 % de l'encours total de la dette.

La conversion de la dette en actions consiste en un rachat à bas prix d'entreprises rentables des pays débiteurs, éventuellement après dénationalisation. Elle a surtout été pratiquée par l'Argentine, le Brésil, le Chili et le Mexique. Elle a permis une diminution de la dette de 13 md\$ de 1983 à 1988, soit seulement 5 % de la dette des pays concernés. Cette conversion se fait généralement en tenant compte en partie de la dévalorisation constatée sur le marché secondaire.

Une procédure de conversion de la dette en obligations a été proposée en 1987 par les experts de la banque Morgan afin de réduire la dette mexicaine. Les banques devaient échanger leurs créances, partiellement dévalorisées compte tenu du marché secondaire, contre des obligations du trésor mexicain, dont le remboursement était garanti par des obligations du Trésor américain achetées par le Mexique. L'opération, prévue dans un premier temps pour un montant de 10 md\$, n'a recueilli en fait que 3,7 md\$, car les banques n'ont accepté qu'une faible décote de leurs créances

TABLEAU 1
LES 20 DETTES LES PLUS IMPORTANTES

Brésil	123,5	Israël	34,1
Mexique	120,7	Turquie	33,6
Argentine	58,2	Grèce	32,0
Indonésie	53,0	Nigéria	31,9
Inde	50,4	Philippines	30,3
Corée du Sud	48,8	Vénézuéla	29,0
Egypte	43,1	Algérie	26,7
Chine	37,4	Thaïlande	23,9
Pologne	37,0	Yougoslavie	23,8
URSS	36,7	Malaisie	22,8

TABLEAU 2
DONNEES SUR LA DETTE

	ENCOURS (a)	DETTE % PIB	SERVICE DETTE Total	DETTE %X(b)	DETTE/hab (\$)	% DETTE PUBLIQUE	TRANSFERTS (c)
SUD	1238	44	147	26	320	54	- 30
Afr.Nord+Moyen Orient	247	42	32	26	870	66	0
Afrique Noire	160	78	14	29	330	81	0
Amérique Latine	466	60	44	46	1110	37	- 20
Asie+Pacifique	365	29	57	20	140	58	- 10
Chine	37	7	4	11	40	45	
Inde	50	22	4	48	60	78	
4 Dragons *	82	33	18	11	1170	30	
Autres	196	74	31	47	280	68	
EST	153	7	27	12	360	44	
Europe de l'Est	116	19	20	18	840	46	
URSS	37	3	7	6	130	38	

* Corée du Sud, Taiwan, Hong-Kong, Singapour

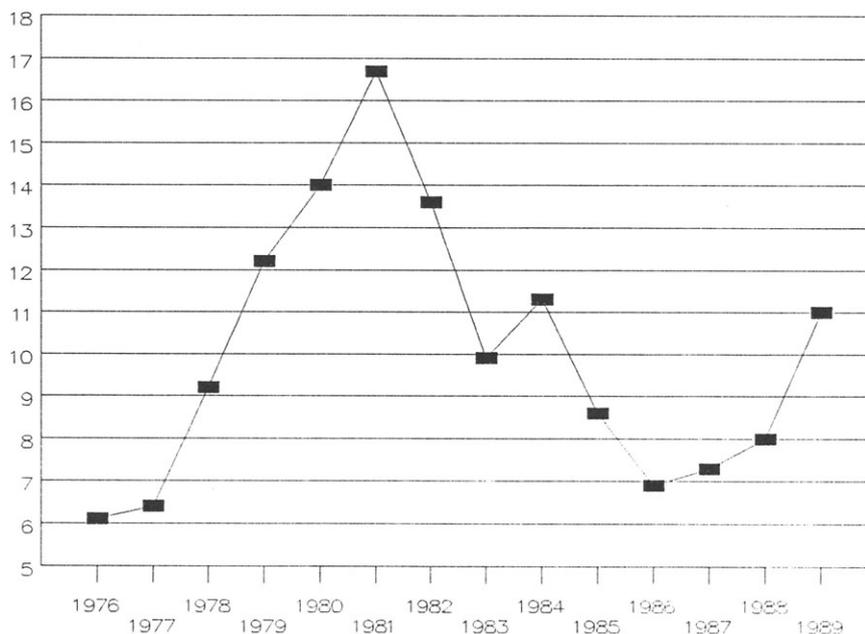
(a) Fin 1987, en milliards de \$

(b) Service de la dette (intérêts+remboursement) en % des exportations

(c) Transferts nets en crédits à long terme en 1987. Un signe négatif signifie une sortie de capitaux.

Sources : OCDE FMI

EVOLUTION DU LIBOR
(Taux d'intérêt de référence en %)



(moins de 30 %), critiquant par ailleurs le fait que seul était garanti le remboursement des obligations mexicaines, et non le paiement des intérêts.

Dans le même temps, on a cherché à réduire provisoirement la charge de la dette, en utilisant la procédure traditionnelle des « rééchelonnements », qui consiste à reporter dans le futur une partie des remboursements que tel pays ne semble pas pouvoir effectuer. Une « période de grâce » de quelques années sans remboursement est généralement prévue, ainsi qu'un abaissement du taux d'intérêt initial. Les intérêts non payés sont parfois capitalisés, c'est-à-dire ajoutés à l'encours dû, mais les banques préfèrent en général l'ouverture d'un nouveau prêt d'un montant équivalent qui permet de solder la situation antérieure.

Le plus récent accord de ce type est celui conclu en juin 1988 entre le Brésil et ses banques créancières, portant sur le rééchelonnement de 68 md\$ de dettes commerciales. Le Brésil avait repris le paiement des intérêts de sa dette en janvier 1988, après un moratoire de près d'un an, ce qui avait permis le redémarrage des négociations avec ses créanciers ainsi qu'avec le FMI. Comme d'habitude, celui-ci exigeait du gouvernement un plan de redressement économique préalable à tout accord. Début 1989, un « accord de conditionnalité » du même type fut signé avec le Venezuela, entraînant les conséquences que l'on sait.

Mai 1987 : J.R. entre en scène

En mai 1987, l'absence de solution globale est véritablement apparue lorsque John Reed, président de la banque Citicorp, première banque amé-

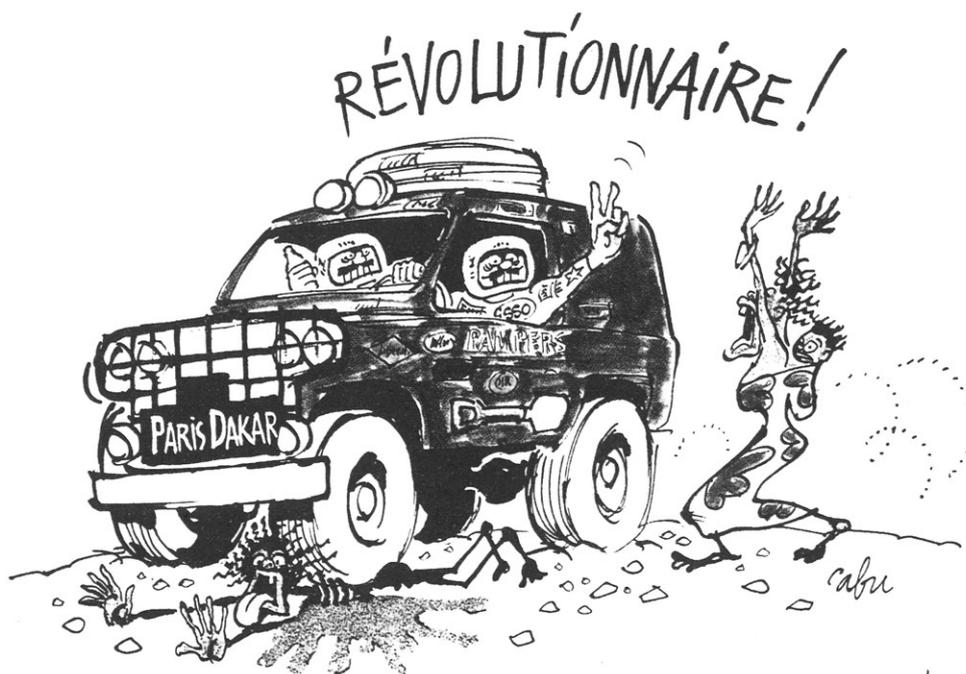
ricaine, a décidé de passer en « créances douteuses », c'est-à-dire selon le système fiscal américain en pertes en capital, environ 3 md\$ de créances sur le tiers monde. Il fut rapidement suivi par la plupart des grandes banques qui pouvaient supporter de telles pertes.

Cette décision a amené tous les grands pays créanciers, notamment en Grande-Bretagne et au Japon, à réexaminer pour les élargir leurs réglementations fiscales sur les provisions, celles-ci venant en déduction du bénéfice imposable des banques. On estime qu'actuellement environ 30 % (et même 50 % en France) de l'encours des créances sur le tiers monde est couvert par des provisions.

La question d'une annulation, au moins partielle, de la dette était donc posée, et par les banquiers eux-mêmes ! En tout cas par les plus importants d'entre eux : si cela provoque la ruine de petites banques concurrentes, c'est plutôt un avantage pour ces messieurs. En même temps, ils ne peuvent pas aller trop loin ni trop fort, pour ne pas déstabiliser complètement un système déjà malade, comme le montre la crise des caisses d'épargne aux USA.

A tout projet de solution, les gouvernements des pays impérialistes, et notamment celui des USA, imposaient deux contraintes :

- pas de solution globale et automatique, mais maintien d'un examen cas par cas de chaque pays ; et surtout, orthodoxie financière réagienne oblige,
- pas de désengagement du secteur bancaire privé sur le secteur public et multilatéral (FMI et Banque mondiale).



- Avec la dette qu'on t'efface, tu pourrais acheter une couronne !

Dans ce cadre, lors du sommet de Toronto des sept pays les plus riches, un plan d'allégement de la dette des pays les plus pauvres a été adopté sous la forme d'un « menu d'options » reprenant les diverses propositions formulées par la Grande-Bretagne, la France et le Japon. Ces trois options sont : annulation d'un tiers des créances publiques, réduction des taux d'intérêts et allongement des délais de remboursement, et elles peuvent être combinées. Pendant le premier trimestre 1989, huit pays d'Afrique noire en ont « bénéficié ». De plus, quelques mesures, plus spectaculaires qu'importantes, d'annulation totale et unilatérale ont été annoncées par la RFA vis-à-vis du Bangladesh, et par le Canada vis-à-vis de plusieurs pays d'Afrique.

Février 1989 : le plan Brady

Une étape supplémentaire est franchie, lorsque le nouveau secrétaire américain au Trésor, Nicholas Brady, accepte officiellement de lever la seconde contrainte, ce qui signifie que le FMI et la Banque mondiale vont venir au secours des banquiers privés : ces gens-là sont pour la privatisation du profit, mais pour la socialisation des pertes ! Cette évolution est due à James Baker, aujourd'hui secrétaire d'Etat, l'équivalent de ministre des Affaires étrangères, du nouveau président des Etats-Unis. Il a compris que « la dette » doit être traitée d'abord comme un problème politique et non pas comme un simple problème financier. Peut-être au vu des résultats des élections municipales au Brésil ?

On semble donc s'orienter aujourd'hui vers la procédure suivante : contre l'abandon d'une partie (20 à 30 %) de leurs créances, les banques consolideraient le reste en recevant la garantie d'un nouvel organisme multinational appuyé par le FMI et la Banque mondiale, tout ceci restant à négocier cas par cas pour la quarantaine de pays retenus, tous classés dans la catégorie des « pays à revenus intermédiaires ». Comme toutes ces créances sont aujourd'hui couvertes par des provisions, cet abandon ne serait pas une perte pour les banques, mais serait en fait mis indirectement à la charge des contribuables des pays riches.

En résumé, depuis 1982, les banquiers ont remarquablement maîtrisé une situation explosive qu'ils avaient eux-mêmes contribué à créer, et dont ils espèrent se tirer au moindre coût... pour eux.

LE BLOCAGE DU DEVELOPPEMENT

Du côté des pays endettés, hormis un petit nombre de pays d'Asie, la situation est catastrophique : malgré un endettement massif, la décennie quatre-vingt n'aura connu aucun développement notable et, bien au contraire, la charge de la dette constitue aujourd'hui un poids insupportable pour ces économies (voir tableau 2).

La croissance globale des pays du tiers monde s'est considérablement ralentie entre les périodes 1966-1976 et 1976-1986 : de 6,1 % à 3,3 %, alors que les pays industrialisés ont connu un ralentissement moindre : de 3,6 % à 2,6 %. Dans la dernière décennie, la croissance par tête a même régressé, principalement en Afrique et en Améri-

que latine. (voir tableaux 4, 5 et 6). L'avenir de ces pays est gravement hypothéqué par des baisses considérables de l'investissement et des dépenses sociales (éducation et santé). Ainsi, en Afrique noire la mortalité infantile (12 % contre 1 % en Europe de l'Ouest) serait en train d'augmenter, tandis que l'espérance de vie à la naissance n'atteint toujours pas cinquante ans, contre soixante-quinze en Europe de l'Ouest. En Amérique latine, le volume d'investissement a reculé de 5 % chaque année entre 1982 et 1988, soit une baisse cumulée impressionnante de 40 % ! Autre indice significatif : la dernière mise à jour par l'OCDE de son classement des pays par tranches de revenus moyens n'a donné lieu qu'à des rétrogradations.

Les théories libérales du FMI promettaient au contraire la mise en œuvre d'un cercle vertueux que l'on peut représenter à l'aide du schéma ci-dessous :



Pour les pays du tiers monde, le FMI explique que, dans la mesure où il s'agit d'emprunts extérieurs en devises, la réalisation de la production doit se faire par les exportations, le solde extérieur devant alors permettre les remboursements. Il faut donc limiter la demande intérieure et les importations : c'est ce que le FMI appelle une « politique d'ajustement ». La diminution de la demande interne se fait par la libération des prix des produits de consommation populaire, et par des coupes dans les dépenses budgétaires en matière sociale et d'équipements publics, enfin par la privatisation d'entreprises publiques. Le blocage des importations porte d'abord sur les biens de consommation indispensables à la population (alimentation, énergie) et sur les biens d'équipement qui sont pourtant rarement produits dans les pays du tiers monde. Il y a ainsi une première contradiction dans la « théorie du FMI » entre la baisse des importations et le développement de l'investissement.

Une seconde contradiction réside dans le fait d'appeler simultanément tous les pays du tiers monde à développer leurs exportations. Le résultat inévitable de cette concurrence accrue est la baisse des prix des exportations, la dégradation des termes de l'échange (voir graphique 2) et, par suite, du solde commercial.

Même la Côte-d'Ivoire, pourtant élève modèle du FMI, a dû provisoirement suspendre ses paiements en 1987 à cause de ce phénomène, ce qui montre, entre autres, que le système STABEX (stabilisation du prix des exportations), mis en place lors des conférences de Lomé entre la CEE et les pays d'Afrique noire, ne fonctionne pas vraiment.

La dégradation quasi générale de la situation du tiers monde a amené de temps en temps le FMI à daigner se préoccuper publiquement des « pauvres face à l'ajustement ». Au fond, son seul argument, après avoir dit que l'on ne peut rien affirmer puisqu'il ne faut juger qu'à long terme, c'est que, sans ajustement, la situation des pays et

LE MONDE EN 1987 : DEMOGRAPHIE

	Taux de NATALITE (%)	Taux de MORTALITE (%)	ACCROISSEM. NATUREL (%)	ESPERANCE DE VIE A LA NAISSANCE	STRUCTURE PAR AGE %		POPULATION TOTALE (millions)		Acc. (%)
					<15	>65	1987	2025	
NORD	1,3	0,9	0,4	75	20	13	770	900	+ 17
Amérique du Nord	1,5	0,9	0,6	75	22	12	270	350	+ 30
Europe de l'Ouest	1,2	1,1	0,1	75	19	14	360	390	+ 8
Japon+Austra+N.Zél.	1,2	0,6	0,6	77	22	10	140	160	+ 14
EST	1,8	1,1	0,7	70	25	10	420	500	+ 19
Europe de l'Est	1,6	1,2	0,4	71	24	11	140	130	- 8
URSS	1,9	1,1	0,8	69	26	9	280	370	+ 32
SUD	3,1	1,1	2,0	59	37	4	3830	6800	+ 78
Afr.Nord+Moyen Orient	3,8	1,1	2,7	60	42	4	280	570	+104
Afrique Noire	4,3	1,7	2,6	49	45	3	490	1350	+180
Amérique Latine	3,0	0,8	2,2	66	38	4	420	790	+ 88
Asie+Pacifique	2,8	1,0	1,8	60	35	4	2640	4090	+ 55
Chine	2,1	0,8	1,3	66	28	5	1060	1470	+ 39
Inde	3,3	1,2	2,1	55	38	4	800	1190	+ 49
4 Dragons *	1,9	0,6	1,3	69	30	5	70	80	+ 14
Autres	3,3	1,0	2,3	55	42	4	710	1350	+ 90
MONDE	2,8	1,0	1,8	63	33	6	5020	8200	+ 63

LE MONDE EN 1987 : ECONOMIE

	POP (a)	PIB (b)	PIB/hab. (\$)	POP (%)	PIB (%)	Commerce (c)	Com. (%)	Dépendance (d)
NORD	770	8120	10500	15,3	53,0	3470	70,1	21
Amérique du Nord	270	3650	13500	5,4	23,8	840	17,0	12
Europe de l'Ouest	360	3100	8600	7,1	20,2	2190	44,2	35
Japon+Austra+N.Zél.	140	1370	9800	2,8	9,0	440	8,9	16
EST	420	2140	5100	8,4	14,0	420	8,5	10
Europe de l'Est	140	660	4700	2,8	4,3	220	4,4	17
URSS	280	1480	5300	5,6	9,7	200	4,1	7
SUD	3830	5070	1300	76,3	33,0	1060	21,4	10
Afr.Nord+Moyen Orient	280	760	2700	5,6	4,9	240	4,9	16
Afrique Noire	490	340	700	9,8	2,2	90	1,8	13
Amérique Latine	420	1220	2900	8,4	8,0	170	3,4	7
Asie+Pacifique	2640	2750	1040	52,5	17,9	560	11,3	10
Chine	1060	1170	1100	21,1	7,6	80	1,6	3
Inde	800	520	650	15,9	3,4	30	0,6	3
4 Dragons *	70	350	5000	1,4	2,3	320	6,5	46
Autres	710	710	1000	14,1	4,6	130	2,6	9
MONDE	5020	15330	3050	100,0	100,0	4950	100,0	16

EVOLUTION SUR LONGUE PERIODE

Taux de croissance annuel moyen	PIB			Population			PIB par tête		
	56-66	66-76	76-86	56-66	66-76	76-86	56-66	66-76	76-86
NORD	4,7	3,6	2,6	1,2	0,9	0,6	3,5	2,6	2,0
Amérique du Nord	4,1	2,8	2,6	1,6	1,1	1,0	2,5	1,7	1,6
Europe de l'Ouest	3,5	3,3	2,1	0,9	0,5	0,2	2,6	2,8	1,9
Japon+Austra+N.Zél.	9,5	6,7	3,9	1,1	1,4	0,8	8,3	5,2	3,1
SUD	5,4	6,1	3,3	2,1	2,5	2,1	3,3	3,5	1,2
Afr.Nord+Moyen Orient	7,2	8,6	1,1	2,7	2,8	3,1	4,4	5,6	-2,0
Afrique Noire	4,2	4,7	0,1	2,5	2,7	3,1	1,7	2,0	-3,0
Amérique Latine	5,2	6,6	2,3	2,8	2,7	2,3	2,3	3,8	0,0
Asie+Pacifique	5,3	6,9	6,5	1,9	2,4	1,8	3,3	3,4	4,6
Chine	7,2	5,5	8,7	1,5	2,4	1,3	5,6	3,1	7,3
Inde	3,7	3,6	4,6	2,2	2,3	2,1	1,5	1,3	2,4
4 Dragons *	7,3	9,6	7,2	3,1	2,1	1,6	4,1	7,3	5,5
Autres	3,1	5,3	5,1	2,0	2,6	2,3	1,1	2,6	2,7

* Corée du Sud, Taïwan, Hong-Kong, Singapour

(a) POP Population en millions d'habitants

(b) PIB Produit Intérieur Brut en milliards de dollars (estimé en "parité de pouvoir d'achat")

(c) Importations + Exportations

(d) Demi-somme des Importations et des Exportations en % du PIB

Sources : OCDE, ONU, INED

des populations aurait été pire. Dans le plus récent rapport à ce sujet, en date de fin 1988, la Banque mondiale et le FMI reconnaissent enfin « la nécessité de mettre au point des solutions permettant de réduire la pauvreté, en dépit de perspectives de croissance limitées et de contraintes budgétaires », car des mesures comme « le plafonnement des taux de change et des importations ont tendance à renforcer les difficultés mêmes qu'elles ont pour objet d'atténuer ». Dans le même ordre d'idées, l'UNICEF a publié en 1988 un rapport intitulé « L'ajustement à visage humain » dans lequel le constat de la sévère dégradation de la situation des populations contraste avec la mollesse des conclusions, comme d'ailleurs le titre l'indique.

Le comble de l'hypocrisie a été atteint récemment quand le directeur (français) du FMI, Camdessus, « profondément ému », et le président du Venezuela, Pérez, « accablé d'angoisse », ont larmoyé de concert à propos des « douloureux événements qui... » sur toute une page du *Monde*, le 13 avril dernier, sous le titre « Le FMI appuie la politique économique du Venezuela ». Pourtant, plus que les CRS vénézuéliens, ce sont eux qui ont préconisé et appliqué les mesures d'austérité et qui sont les véritables assassins des six cents victimes des émeutes.

Un endettement mal utilisé

Plus que le principe même de l'endettement, c'est son utilisation qui doit être contestée. Après tout, dans une économie développée, les entreprises et les particuliers sont endettés. Les Etats eux-mêmes le sont, et ils émettent généralement des emprunts nouveaux pour rembourser les anciens. Dans les pays du tiers monde, le montant des fonds effectivement investis dans la production socialement utile est bien inférieur au total reçu, pour plusieurs raisons.

La fuite des capitaux organisée par les privilégiés atteint des montants considérables : de l'ordre d'un tiers de la dette en Amérique latine. Les présidents des régimes particulièrement corrompus se sont constitués des trésors, en Suisse souvent, (Somoza, Marcos, Duvalier et autres Bokassa).

Les dépenses militaires sont estimées à 20 % au moins de la dette. Bien que tous les pays minorent ce type de dépenses, on constate que le tiers monde a triplé sa part dans les dépenses militaires mondiales, passant d'environ 7 % en 1960 à 20 % en 1986 (voir graphique 3). Symétriquement, certains pays du tiers monde (Brésil, Afrique du Sud, Israël, Taïwan) sont en train de devenir des concurrents sérieux des pays industrialisés en ce qui concerne les ventes d'armes. La France reste malgré tout au 3^e rang mondial.

Il faut y ajouter les dépenses somptuaires : palais présidentiels, autoroutes, cathédrales et même télévision en couleurs au Burundi !

Même les fonds effectivement consacrés à l'investissement sont souvent affectés à des projets

inadaptés, démesurés, utilisant des technologies compliquées et chères, sans rapport avec les besoins et les capacités techniques et humaines du pays. Il arrive qu'ils ne soient jamais terminés, ou rapidement arrêtés après leur mise en service. Là encore le livre de Susan George fournit de nombreux exemples. Sans parler des projets dangereux pour l'environnement : barrages, déforestation, industries chimiques (Bhopal), stockage des déchets des métropoles... Face à ce gâchis des grands projets, les organisations non gouvernementales (ONG), d'orientation humanitaire ou religieuse, mettent en place de nombreux et utiles micro-projets de développement, sans que cela puisse remettre en cause les tendances lourdes du sous-développement.

La montée des taux d'intérêt a conduit rapidement à un processus d'autonomisation de la dette : celle-ci s'est mis à faire boule de neige, puisqu'il a bientôt fallu emprunter pour payer les intérêts. On n'insistera jamais assez sur l'importance de ce facteur qui, dans le cas mexicain par exemple, a contribué pour 40 % à l'accroissement de la dette entre 1976 et 1982. Il s'agit là d'un véritable hold-up réalisé sur le dos de débiteurs qui n'ont pas mesuré les implications des taux variables. Et, même si ce n'était pas son objectif premier, ce détournement de fonds est le résultat direct du reaganisme à l'échelle mondiale ; l'un de ses traits essentiels est en effet la montée des taux d'intérêts, qui permet aux USA de financer leur déficit et d'affirmer ainsi leur rôle de locomotive auprès d'une communauté de pays impérialistes englués dans leurs politiques d'austérité.

Plus fondamentalement, la leçon de la phase d'endettement doit être ainsi tirée : lorsqu'on injecte, dans les pays du tiers monde tels qu'ils sont, avec leurs structures sociales, cette injection à priori favorable ne se traduit pas par une amélioration des conditions moyennes d'existence, mais au contraire par toute une série d'effets pervers. Et le sens de classe de cette contre-performance est très précis : les bourgeoisies du tiers monde ne sont pas motivées par la développement du pouvoir d'achat des travailleurs. En d'autres termes, l'envol de la dette est un révélateur de la nature rétrograde et barbare des régimes d'accumulation de la périphérie.

Reste cette réalité cynique : les banques multinationales ont prêté, les entreprises multinationales ont obtenu des contrats, elles sont reparties, il ne reste plus au pays qu'à payer.

La mesquinerie des pays impérialistes est d'autant plus insupportable qu'une annulation de la dette, en favorisant la croissance du tiers monde, pourrait en outre être profitable aux pays industrialisés. Une étude de la CNUCED — l'organisme des Nations unies pour le commerce et le développement — montre en effet qu'une annulation de 30 % de la dette commerciale conduirait à une baisse du service de la dette équivalente à 7 % de PIB. Celle-ci devrait alors permettre, au bout de cinq ans, une augmentation de 34 % de l'investissement et de 24 % du revenu moyen par habitant. L'idée essentielle de l'étude est de montrer que,

LE COMMERCE INTERNATIONAL EN 1987

Exportations en milliards de dollars

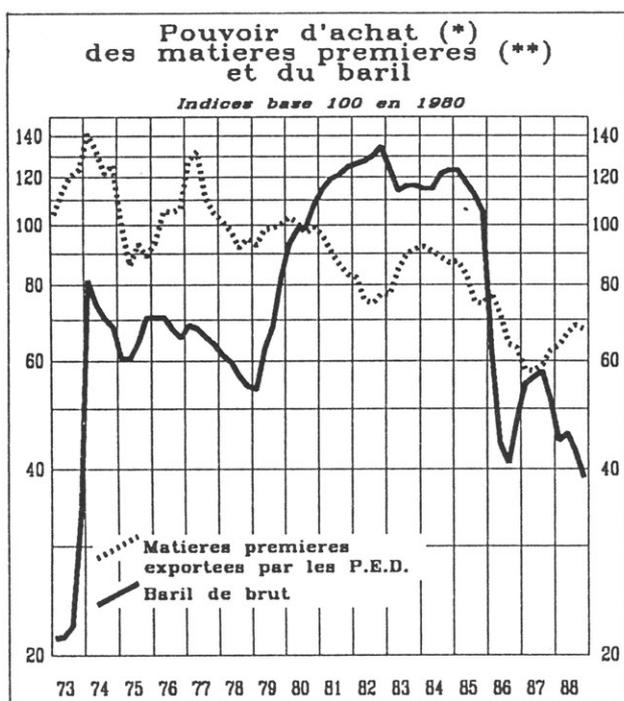
vers: de:	NORD	EST	SUD	MONDE
NORD	1330*	40	350	1720
EST	40	130	50	220
SUD	410	40	110	560
MONDE	1780	210	510	2500

Exportations en % du commerce mondial

vers: de:	NORD	EST	SUD	MONDE
NORD	53*	2	14	69
EST	2	5	2	9
SUD	17	2	4	22
MONDE	71	9	20	100

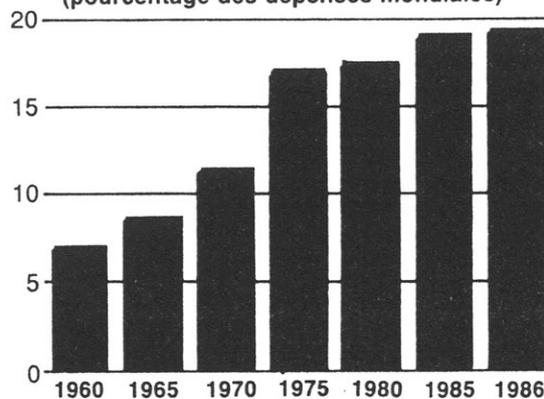
Source : OCDE

* dont 780 milliards (soit 31 % du commerce mondial) entre pays de l'Europe de l'Ouest et 130 milliards (soit 5 % du total mondial) entre USA et Canada.



* Déflaté par l'indice ONU des prix des produits manufacturés exportés par l'OCDE
** Indice CNUCED

**Dépenses militaires des pays
en développement**
(pourcentage des dépenses mondiales)



Sources : Sivard R., World Military and Social Expenditures, 1987-88 (Dépenses militaires et sociales dans le monde); Staff Papers, FMI



dans cet échange (dette contre croissance), les deux parties peuvent être gagnantes.

L'annulation de la dette : une exigence politique minimale

Tous les gouvernements du tiers monde dénoncent le fardeau de la dette, mais qui le supporte vraiment dans les pays concernés ? Il est bien connu que les inégalités sociales y sont plus marquées que dans les pays développés. La petite couche de privilégiés qui profite effectivement de la dette en fait porter le poids aux masses populaires. Ce sont elles en effet qui subissent le chômage, la malnutrition, les bidonvilles, la disparition des services publics de santé et d'éducation. « A mort le FMI ! », le mot d'ordre que l'on entend lors des émeutes de la faim en Afrique et en Amérique latine exprime un rejet global, celui du mode de développement capitaliste. Dans les pays du tiers monde, comme dans les métropoles impérialistes, le capitalisme se fonde sur, et renforce, les inégalités entre les classes, comme entre les pays. Cela fonde notre combat commun.

Compris ainsi, le mot d'ordre politique d'annulation totale de la dette s'oppose radicalement à celui d'annulation partielle et aux calculs sordides

de ceux qui sont prêts à perdre un peu (jusqu'à 30 % propose généreusement Mitterrand) pour garder l'essentiel, c'est-à-dire leur domination sur le tiers monde.

Dans ce combat, les peuples du tiers monde ne peuvent évidemment pas compter sur les bourgeoisies locales qui utilisent le prétexte de la dette pour pérenniser un ordre social profondément injuste et leur imposer de sauvages politiques d'austérité. Ces mêmes bourgeoisies qui, en Amérique latine, réclament un allègement de la dette au nom du soutien à apporter aux « jeunes démocraties » brésilienne, argentine ou péruvienne, oublient évidemment qu'elles avaient elles-mêmes mis en place les régimes militaires, et qu'elles sont d'ailleurs prêtes à recommencer en cas de montée des luttes sociales, comme en font foi les déclarations de l'écrivain Vargas Llosa, aujourd'hui candidat unique de la droite péruvienne aux élections présidentielles.

Ces bourgeoisies frileuses n'ont aucune envie de rompre avec l'impérialisme et de perdre son soutien face à leurs classes populaires ; elles sont incapables d'organiser un véritable front des pays endettés. Tout pays qui déclarerait un moratoire unilatéral s'exposerait en effet à un blocus économique total dont le Nicaragua montre malheureusement toute l'efficacité.

Annexe :

Les déterminants de la dette

QUATRE ORGANISMES fournissent des statistiques sur la dette : la Banque mondiale, le FMI (Fonds monétaire international), l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économique), la BRI (Banque des règlements internationaux). Cette dernière, située à Bâle, est un club très fermé constitué par les banques centrales des grands pays impérialistes ; beaucoup moins connue que les trois autres, sa discrétion est la condition de son efficacité.

Les sources statistiques

En gros, la Banque mondiale et le FMI collectent des données à partir des pays débiteurs, l'OCDE et la BRI à partir des créanciers ; ces chiffres sont ensuite réconciliés. La Banque mondiale publie chaque année, en décembre, des « tableaux de la dette mondiale » (*World Debt Tables*). L'OCDE publie en juin et décembre une étude intitulée *Financement et dette extérieure des pays en développement*. Cet ouvrage est le plus complet, à la fois par le nombre de pays pris en compte (URSS et Europe de l'Est sont inclus dans l'étude de décembre) et, surtout, en raison de la centralisation effectuée par la BRI depuis... 1982. Il permet de connaître les crédits à court terme qui sont la partie la plus fluctuante de la dette sur la période récente. La définition des « crédits publics ou à garantie publique » comprend uniquement, pour l'OCDE, les crédits garantis par les pays prêteurs, tandis que la Banque mondiale y rajoute ceux qui sont garantis par les gouvernements des pays emprunteurs. A cause de ces différences méthodologiques, il est difficile et imprudent de comparer entre eux les chiffres des diverses publications. L'imprécision relative de tous ces chiffres se révèle, par ailleurs, dans les révisions parfois sensibles entre deux éditions successives de la même publication.

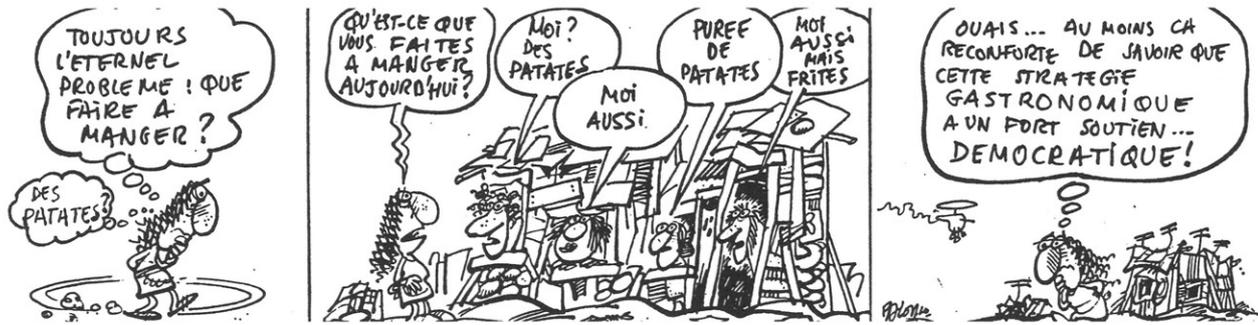
Le montant de la dette (voir tableaux 1 et 2), c'est celui de la dette brute, c'est-à-dire non diminuée des dépôts que les pays endettés ont effectué

dans les banques occidentales. Pour certains pays du tiers monde (pays pétroliers, Taïwan), ces dépôts sont en fait supérieurs à leur endettement brut, et pour cette raison la Banque mondiale les exclut de l'ensemble « pays en développement ». On ne déduit pas non plus les fuites de capitaux du tiers monde, notamment d'Amérique latine. Pourtant, les services de la banque Morgan estiment que, de 1977 à 1987, la fuite des capitaux dans les quinze pays du plan Baker aurait atteint 137 milliards de dollars [md\$] — soit près du tiers de la dette de l'Amérique latine —, dont : Mexique (45 md\$), Vénézuéla (28 md\$), Argentine (20 md\$) et Brésil (20 md\$).

La mesure de la dette

La dette est exprimée en une monnaie unique, le dollar US, afin de permettre la totalisation, bien qu'une partie des créances soit libellée aussi en yens, en marks ou en francs français. Mais les fortes fluctuations du cours du dollar dans les années quatre-vingt entraînent des mouvements arbitraires du montant total de la dette : un pays africain avec une dette constante de 1 000 F avait une dette de 240 \$ en 1980, et de 110 \$ en 1985. Si on utilise les ratios Dette / PIB ou service de la dette / exports, on échappe en partie à cet inconvénient en exprimant en dollars les deux termes de la comparaison.

En plus des résultats par pays, on examine des regroupements, par régions ou tranches de revenus. Il apparaît que les situations les plus dramatiques sont celles des pays très pauvres d'Afrique noire et d'Asie du Sud, pour lesquels les crédits sont en majorité des crédits publics, et l'Amérique latine, où les deux tiers des crédits sont de source privée. La distinction public / privé est importante : en principe, les taux d'intérêts sur les prêts publics sont nettement plus faibles. Les négociations de rééchelonnement entre prêteurs et emprunteurs sont appelées « du club de Paris » pour les crédits publics, et « du club de Londres » pour les crédits privés.



Les bandes dessinées sont de Palomo, extraits de *El cuarto reich*, Editorial Nueva Imagen, Mexico 1984.

Le montant de dette par habitant atteint son sommet en Amérique latine, avec plus de 1 100 \$ en 1987, tandis que l'ensemble du tiers monde se situe en moyenne à 320 \$ (voir tableau 2). Le détail par pays fait apparaître des montants très élevés pour les émirats pétroliers et pour les paradis fiscaux des Caraïbes. De ce point de vue, la dette la plus élevée d'Amérique latine est celle du Chili, avec 1 800 \$ par habitant. Le record absolu appartient à Israël, qui n'est pourtant pas le peuple le plus mal loti de la planète, avec 8 000 \$ de dette par habitant.

Les taux d'intérêt

En ce qui concerne les intérêts, le taux de référence internationale est le LIBOR (*London Interbank Offered Rate*) : c'est le taux de l'eurodollar à six mois à Londres. En plus de ce taux, les banques appliquent une « marge de risque » d'environ 1 à 2 % qui varie selon la situation économique et politique du pays. L'évolution récente du LIBOR est la suivante (voir graphique 1) :

1976	6,1 %	1981	16,7 %	1986	6,9 %
1977	6,4 %	1982	13,6 %	1987	7,3 %
1978	9,2 %	1983	9,9 %	1988	8,0 %
1979	12,2 %	1984	11,3 %	1989	11,0 %*
1980	14,0 %	1985	8,6 %		

* Avril

La remontée substantielle du LIBOR, depuis 1988, va entraîner un alourdissement sensible de la charge d'intérêt : on estime généralement qu'un accroissement d'un point du LIBOR alourdit de 6 md\$ la charge des intérêts.

Mais on apprécie mieux l'évolution du poids des intérêts si on rapporte ceux-ci aux ressources des pays, plus précisément au prix de leurs exportations. La Banque mondiale a ainsi calculé un taux « réel » défini en rapportant le LIBOR à l'évolution du prix des exportations des pays du tiers monde : ce taux est, en 1987, d'environ 14 %, à comparer au taux d'intérêt réel (après inflation) d'environ 5 % aux USA !

Cette même Banque mondiale calcule, pour les seuls crédits à long terme, le transfert net égal à la différence entre les prêts nouveaux et le service de

la dette (remboursements et intérêts). L'évolution de ces transferts est la suivante, pour l'ensemble du tiers monde :

1970	4,4 md\$	1983	4,6 md\$
1975	18,7 md\$	1984	- 7,3 md\$
1980	23,1 md\$	1985	- 18,2 md\$
1981	32,3 md\$	1986	- 22,2 md\$
1982	19,2 md\$	1987	- 27,8 md\$

Autrement dit, depuis 1984, les pays riches sont donc « aidés » par le tiers monde à cause de la raréfaction des nouveaux prêts et de la hausse des taux d'intérêt.

Une chasse gardée de l'impérialisme

Sur les 1 300 milliards de dollars d'endettement, 95 % proviennent des grands pays impérialistes et des institutions internationales à leur service. L'URSS prête seulement trente-trois milliards de dollars, dont six milliards pour chacun de ces trois pays : Viêt-nam, Cuba et Mongolie. Les pays riches de l'OPEP prêtent vingt-deux milliards seulement au tiers monde et différents autres pays, dont Taïwan, onze milliards.



On a pu se demander (pour le regretter) pourquoi les pays de l'OPEP n'ont pas prêté directement aux autres pays du tiers monde, entre « pays du Sud ». C'est oublier, d'une part, qu'il n'y a pas de solidarité naturelle entre gouvernements des pays dominés qui, chacun, cherche à se vendre au mieux à l'impérialisme, et, d'autre part, que les capitaux arabes, comme les autres, préfèrent les investissements « solides » aux USA et en Europe (Grande-Bretagne et Espagne notamment) et les placements « sérieux » dans les banques US ou suisses.

J. C.

Dettes et politiques d'ajustement en Amérique latine *

Pierre SALAMA

PENDANT la décennie qui a précédé la crise financière mexicaine d'août 1982, la situation économique de la plupart des pays latino-américains pouvait se caractériser de la manière suivante :

- forte croissance par tête ;
- nombreux et graves déséquilibres : déficits commercial et budgétaire, inflation de plus en plus importante.

De 1982 au début de 1989, malgré de multiples plans d'ajustement, la situation s'est profondément détériorée. Seuls trois pays (Brésil, Colombie, Panama) ont connu une croissance de leur produit par tête — et encore fut-elle extrêmement modeste et saccadée —, les autres ont sombré dans une dépression parfois très importante.

Le revenu par tête a très fortement baissé, le pouvoir d'achat des travailleurs a été le plus souvent divisé par deux, les dépenses sociales fortement comprimées. La violence individuelle, mais aussi collective, s'est développée : les émeutes ont éclaté à Saint-Domingue et tout dernièrement au Venezuela.

La politique économique suivie par les différents gouvernements visait trois objectifs : passer d'un déficit de la balance commerciale à un excédent confortable afin de pouvoir assurer le service de la dette extérieure ; réduire fortement le déficit budgétaire ; et, enfin, baisser sensiblement le taux de croissance des prix (le maintien d'une forte croissance industrielle ne figurait pas parmi les objectifs visés).

L'excédent de la balance commerciale a été le seul objectif qui a été réellement atteint, mais il s'est révélé insuffisant eu égard à l'ampleur du service de la dette, et surtout précaire. Mis à part le Brésil et le Chili, cet excédent a aujourd'hui tendance à se réduire fortement et des renégociations en vue d'un rééchelonnement de la dette sont à nouveau à l'ordre du jour, avec ce qui l'accompagne : de nouvelles politiques d'ajustement, dont l'inefficacité vient d'être vécue douloureusement par tous ceux qui ont vu leur revenu baisser fortement.

En revanche, les autres objectifs n'ont pas été atteints : au lieu d'une réduction du taux d'inflation

on a assisté à une forte élévation de la hausse des prix ; et au lieu d'une disparition du déficit budgétaire, les mesures économiques mises en place ont abouti à une augmentation sensible de ce déficit, malgré des réductions importantes de certaines dépenses publiques.

D'une façon générale, les politiques économiques, dites d'ajustement structurel, n'ont pas atteint tous les objectifs qui étaient fixés. En effet, des effets pervers, non prévus, se sont manifestés et ont provoqué une dégradation extrêmement profonde de la situation économique. L'objet de cet article est d'analyser les politiques pratiquées ainsi que leurs conséquences.

Les objectifs et les politiques associées

La balance commerciale

Pour transformer le déficit commercial en un excédent, le Fonds monétaire international proposait de mettre en place une politique de maxi-dévaluation. La monnaie locale devait être dévaluée d'un taux supérieur à celui qui aurait été nécessaire pour compenser le simple différentiel d'inflation constaté entre tel ou tel pays latino-américain et les Etats-Unis. Cet objectif a été globalement atteint et le service de la dette a pu être ainsi partiellement assuré. Cependant, les produits destinés à l'exportation, rendus plus compétitifs grâce aux maxi-dévaluations, ont souvent été dirigés — dans un premier temps — vers les marchés extérieurs au détriment du marché intérieur. En effet, l'élasticité de la production par rapport aux prix était assez souvent faible et l'augmentation de l'offre de produits pour l'exportation se réalisait, en partie, par une diminution de l'offre de biens destinés au marché intérieur. La hausse des prix des produits importés, suite aux dévaluations, provoqua une contraction de la demande de ces produits, sauf pour ceux qui ne trouvaient pas de substitut sur le marché local. Comme cette réduction n'a pas été suffisante, des mesures de contingentement par produits furent prises. Il faut donc souligner que l'essentiel de la réduction des

importations a été obtenue grâce à des mesures administratives, ce qui est en contradiction avec la philosophie libérale anti-interventionniste dont s'inspiraient ces politiques d'ajustement.

Quoiqu'il en soit, les exportations ont augmenté, massivement dans certains pays, et les importations ont été comprimées. Un service minimum de la dette a été ainsi assuré : les intérêts de celle-ci ont été plus ou moins versés, rarement le principal. Mais le terme « minimum » pourrait prêter à confusion. Les efforts réalisés furent considérables : ces pays ont versé au cours de ces six dernières années entre 2 % et 6 % de l'ensemble de leur richesse produite ; la ponction qu'ils ont subie dépasse et de loin celle à laquelle fut soumise l'Allemagne après la Première Guerre mondiale au titre des réparations de guerre.

L'inflation

Il était demandé de réduire l'inflation en contrôlant la masse monétaire, c'est-à-dire en limitant les crédits à l'économie, quitte à ce que les taux d'intérêt payés fussent plus élevés. Selon les économistes adeptes du courant dit des anticipations rationnelles, dont l'influence n'est pas négligeable au sein du Fonds monétaire international, la réduction drastique du taux de croissance de la masse monétaire devait avoir un effet positif sur le taux d'inflation et un effet quasiment nul sur le taux de croissance du revenu, contrairement à ce que pensaient les économistes marxistes et keynésiens, mais aussi les monétaristes. Ces derniers considéraient en effet qu'une récession aurait lieu mais qu'elle serait temporaire. Selon le courant des anticipations rationnelles, les agents, c'est-à-dire les entrepreneurs et les travailleurs, comprendraient immédiatement le sens économique des mesures prises et adapteraient leurs comportements conformément aux enseignements fournis par des modèles économiques qui montrent que l'inflation est le produit d'une augmentation de la masse monétaire et la déflation d'une réduction. Dès lors que l'on suppose cette rationalité innée des agents et la pertinence de ces modèles économiques, on peut considérer que la réduction du taux de croissance de la masse monétaire conduit à anticiper une augmentation plus faible des prix de telle sorte que les prix effectifs, résultant des prix anticipés, seront plus faibles que ceux qui résulteraient d'une simple extrapolation des prix passés. Ce changement — rationnel — de comportement ne devrait avoir aucune influence sur le niveau de la production, sauf si les agents étaient insuffisamment informés.

Ce détour rapide par les anticipations rationnelles est nécessaire : d'une part, leur influence est très importante, d'autre part, avec le développement de l'hyperinflation, les anticipations manifestement prédominantes, ce qui tend à justifier leur approche... et les mesures économiques qu'ils préconisent.

L'équilibre budgétaire

Les économistes du Fonds monétaire international considèrent que le déficit budgétaire doit être réduit pour deux raisons : il est source d'inflation, il traduit une intervention de l'Etat trop importante.

D'une manière générale, pour le FMI, l'intervention de l'Etat est néfaste. D'une part, elle draine des

ressources importantes et en conséquence détourne du marché des fonds. Les ressources affectées à l'épargne sont alors insuffisantes (effet « d'éviction »). D'autre part, l'efficacité de l'intervention de l'Etat est moins grande que celle résultant des décisions dictées par le marché. Pour ces deux raisons, le déficit budgétaire doit être réduit en comprimant les dépenses publiques et les recettes fiscales ne doivent surtout pas augmenter, leur réduction étant souhaitable.

Ces politiques économiques ont eu des effets pervers : tendance à l'hyperinflation, dépression profonde, crise fiscale dans de nombreux pays. Elles ont néanmoins conduit à dégager un solde commercial positif permettant ainsi d'assurer une grande partie du service de la dette externe. Ce sont ces effets pervers que nous allons à présent analyser en nous attachant plus particulièrement aux mesures concernant les taux de change et les dépenses publiques. Nous allons aussi montrer que ces effets se sont convertis en causes d'aggravation de la crise.

Les effets pervers

Un effet dépressif important

L'effet dépressif résulte de la combinaison de la réduction des dépenses publiques et des effets induits de l'augmentation considérable des charges de la dette interne.

L'intervention de l'Etat a pu permettre à certaines entreprises obsolètes de survivre, ce qui, en termes macro-économiques, a un certain coût. La réduction des dépenses publiques peut donc avoir certains effets positifs : les entreprises peu efficaces, du point de vue de la concurrence internationale, sont éliminées et les sommes ainsi économisées peuvent être consacrées à des investissements plus efficaces. Cette argumentation, chère aux libéraux, ne peut être acceptée telle quelle : d'une part les services publics n'ont pas à obéir à cette contrainte de coût de manière aveugle, d'autre part le maintien en survie temporaire d'activités devenues non rentables peut être justifié par le coût social qu'entraînerait leur élimination tant qu'une reconversion des travailleurs n'aura pas été réalisée. Enfin, dans certaines activités, des entreprises dont la rentabilité n'est pas assurée aujourd'hui peuvent devenir rentables demain à condition toutefois qu'une politique industrielle de développement ou/et de restructuration soit mise en œuvre.

Au-delà de ces effets positifs et des réserves que nous venons d'énoncer, une réduction drastique des dépenses publiques a des effets macro-économiques importants : les salaires versés par l'Etat sont réduits (l'emploi public est plus faible, les salaires réels baissent), et la demande se contracte. Les investisseurs du secteur privé anticipent dès lors une réduction de leurs profits et investissent moins, ce qui réduit l'emploi et les salaires. Le niveau de la production baisse. D'autre part, l'Etat réduit également ses commandes, notamment au secteur privé, ce qui provoque des effets dépressifs analogues. Enfin, la réduction de certaines dépenses, notamment celles concernant l'infrastructure, si elle permet de faire des économies dans l'immédiat, se paie très chère par la

suite : dégradation des routes, des conduites d'eau, des édifices publics, etc, ce qui accentue l'insalubrité des mégavilles. Un raisonnement semblable pourrait être fait pour les dépenses de santé, à ceci près que leur réduction drastique accentue encore plus les inégalités et constitue une menace pour la survie d'une grande partie de la population.

Ce processus est classique. D'autres mécanismes — pervers — viennent s'ajouter à ceux que nous venons brièvement de décrire. La réduction des dépenses publiques, combinée à une politique de maxi-dévaluation et/ou de taux d'intérêt élevés, ajoutent des problèmes supplémentaires. Les maxi-dévaluations devraient faciliter le service de la dette externe, mais elles alourdissent cependant le service de la dette interne, ce qui va nécessiter en conséquence une réduction plus importante des autres postes du budget. La dépression tend alors à s'aggraver et l'inflation à se développer. Ce sont ces effets pervers que nous allons présenter.

Pour éclairer notre propos, un peu d'histoire est nécessaire. Dans certains pays, la dette externe fut en partie le résultat direct ou indirect du déficit budgétaire. Lorsque le déficit était important, les gouvernements cherchaient parfois un financement externe et s'endettaient donc en dollars. Lorsqu'ils éprouvaient quelques difficultés à emprunter directement, tant pour leurs besoins internes qu'externes, ils se faisaient relayer par les grandes entreprises publiques pour emprunter sur les marchés financiers internationaux et les obligeaient à déposer auprès de la banque centrale le produit de ces emprunts, c'est-à-dire des dollars.

En échange, ils offraient aux entreprises une garantie sur le risque de change. De telles pratiques établissaient un lien entre les deux dettes, externe et interne, via le cours du dollar. Lorsque la monnaie nationale est fortement dévaluée, au-delà du différentiel des prix qui existe avec les Etats-Unis, c'est-à-dire lorsque le taux de change réel baisse, la partie de la dette interne exprimée en dollars voit son montant en monnaie nationale (peso, cruzeiro, etc.) s'élever au rythme des maxi-dévaluations. (Ce processus s'apparente à celui qui se mit en place avec l'emprunt Giscard indexé sur le cours de l'or). Le dollar s'appréciant par rapport aux monnaies locales, la partie de la dette indexée au cours du dollar se valorise d'autant.

Après 1982, les pays latino-américains n'eurent quasiment plus accès aux marchés financiers internationaux. Le service de leur dette externe devait donc être financé à partir d'excédents commerciaux obtenus en pratiquant des maxi-dévaluations. Ce serait cependant une erreur de penser que l'augmentation considérable des charges de la dette interne aurait pour unique origine la politique de maxi-dévaluation. On observe d'ailleurs dans la plupart des pays latino-américains depuis deux ans soit un ralentissement de la baisse du taux de change réel, soit une augmentation de ce taux. En effet, toute nouvelle appréciation du taux de change réel, même modeste, s'accompagne d'une forte élévation du taux d'intérêt, fondée en partie sur l'espoir — souvent illusoire — que les capitaux ne chercheront pas à se convertir en dollars et resteront dans le pays. Cette hausse du taux d'intérêt se répercutera sur le service de la dette :



tout nouvel emprunt pour financer le déficit budgétaire se fera à des conditions plus onéreuses.

Vers une économie spéculative et hyperinflationniste ?

L'augmentation du déficit budgétaire, la réduction des marges anticipées des entreprises et l'excédent commercial important alimentent le processus inflationniste. La crainte de voir la masse des profits baisser conduit les entreprises à augmenter leurs prix. Il y a donc une relation entre la contraction de la production, la menace sur les profits et la hausse des prix. Lorsque la situation devient plus incertaine, les entreprises adoptent un comportement spéculatif. Un exemple peut illustrer notre propos : en cas de prévision à la baisse des

quement. L'accroissement de la masse monétaire peut aussi bien être provoqué par la hausse des prix que réciproquement. Les corrélations élevées ne signifient pas qu'il existe une loi de causalité. Cette remarque est importante à rappeler car, avec le développement de l'inflation, il semble que seul un choc psychologique puisse le stopper en modifiant profondément les anticipations. Ce choc peut être produit par une modification substantielle de la politique du gouvernement. Celui-ci peut décider de cesser de financer le déficit budgétaire, peut considérer que la monnaie est surévaluée et prendre comme nouveau taux de change celui pratiqué sur le marché parallèle. Il peut également relever fortement les prix des services publics et refuser de satisfaire les revendications salariales. Ce type de conduite a été suivie par la Bolivie pour stopper son hyperinflation.



ventes, les entreprises augmentent leurs prix ; s'ils s'avèrent qu'elles se sont trompées sur le niveau des ventes, au lieu de satisfaire à la demande plus forte que prévue, en cas de saturation des capacités de production par des investissements supplémentaires, elles répondent par des accroissements de prix.

D'une manière générale, le contexte dépressif, la forte inflation et les anticipations pessimistes, détournent l'investissement du secteur productif et conduisent les entreprises à préférer les actifs financiers. La spéculation se développe, s'auto-entretient en s'accroissant, et l'appareil productif vieillit. L'exemple de l'Argentine traduit parfaitement cette évolution. Faute d'investissements suffisants dans le secteur industriel, les coûts sont devenus moins compétitifs. Lorsque de surcroît les droits de douane et les contingentements sont réduits, les importations se développent en conséquence, réduisant comme peau de chagrin le solde commercial positif et pouvant conduire à une dévaluation.

A partir d'un certain niveau de hausse de prix, n'importe quelle théorie peut être vérifiée statisti-

Selon les théoriciens du FMI, cette nouvelle politique économique, comprise comme étant résolument anti-inflationniste, doit conduire les agents à anticiper une hausse des prix plus faible et cette anticipation doit se réaliser. Ce type d'analyse présuppose que la hausse des prix vient d'une augmentation inconsidérée de la masse monétaire et qu'elle n'a par conséquent aucune origine structurelle, que le service de la dette n'influe pas sur son niveau. Elle semble cependant justifiée par le fait qu'en période d'hyperinflation les comportements priment et qu'un choc peut être salutaire. Mais l'efficacité n'est généralement que de courte durée et se limite à un freinage brutal de l'inflation ; la croissance industrielle n'est pas au rendez-vous et le niveau de vie, affecté par ces mesures, reste très déprimé...

L'inflation est un phénomène auto-entretenu et accentué par des comportements spéculatifs. Bien qu'il soit statistiquement difficile de départager les causes des effets, il n'en demeure pas moins que les origines profondes de l'inflation résident dans les grandes inégalités de revenu, les dévaluations, mais aussi dans le déficit budgétaire et dans le

comportement des couches les plus aisées donnant la préférence à la consommation ostentatoire plutôt qu'à l'épargne. Ces analyses sont aujourd'hui assez connues. Elles étaient largement partagées jusqu'au début des années quatre-vingt, puis furent rejetées avec le développement des thèses monétaristes et leur montée en puissance au niveau institutionnel. Ces analyses mettent en avant les aspects structurels de l'inflation latino-américaine. L'opposition des couches et des groupes sociaux sur le partage du revenu constitue également un facteur inflationniste si la croissance de la productivité du travail est insuffisante ou/et si le pays est soumis à d'importants transferts vers l'étranger. En Amérique latine, ces deux derniers facteurs ont joué, plus particulièrement le dernier. Pour éclairer notre propos, prenons un cas différent où un transfert vers l'étranger ne constitue pas en soi un facteur inflationniste : le Japon. Ses excédents commerciaux lui permettent des investissements à l'étranger, notamment aux Etats-Unis, sans qu'il y ait d'inflation. Les salaires augmentent (l'accroissement de la productivité est important), la consommation ne suit pas au même rythme et l'augmentation de l'épargne qui en résulte a un effet déflationniste. En Amérique latine, le service de la dette est financé par un excédent des exportations sur les importations. Pour produire ces exportations, il a fallu payer des salaires, des profits. A moins que l'épargne ne s'accroisse, la demande augmente, et si elle ne trouve satisfaction ni dans l'augmentation des importations ni dans l'augmentation de la production locale, faute d'un accroissement de la productivité suffisant, elle provoque une hausse des prix. C'est pourquoi on

peut assimiler les transferts au titre du service de la dette à une augmentation de l'épargne. Mais à la différence du cas japonais, il s'agit d'une épargne forcée, c'est-à-dire le produit de la hausse des prix.

Cependant, la hausse des prix peut s'accroître sans qu'il y ait augmentation des transferts au titre du service de la dette. La relation augmentation des transferts-accroissement du taux de l'inflation est une relation univoque. Il peut donc y avoir augmentation des prix sans accroissement des transferts. L'épargne forcée peut rester au même niveau et la hausse des prix s'accroître. Celle-ci résulte alors d'une lutte pour le partage des revenus plus intense.

Conclusion

Détérioration profonde de la situation économique — dépression souvent, hyperinflation fréquemment, baisse plus ou moins prononcée du pouvoir d'achat toujours —, tel fut et tel est encore le prix payé pour financer le service de la dette. Une telle situation s'auto-entretient. Les effets sont devenus des causes, et ni le moratoire, aussi justifié soit-il, ni le plan Brady d'allègement des dettes ne peuvent plus améliorer sensiblement la situation. Les politiques d'ajustement ont perverti les mécanismes économiques et dégradé la situation. Ces pays sont devenus, à des degrés divers, gangrenés, et seules des mesures économiques radicales pourraient modifier cette situation.

* Cet article reprend certains des thèmes développés dans le livre : *la Dollarisation*, paru aux éditions La Découverte.



Les tourmentes du tiers monde

Daniel BENSALD et Sergio RODRIGUEZ

DEPUIS 1982, les pays riches impérialistes semblent avoir conjuré la récession, et connaissent, malgré le krach de 1987, un dynamisme économique inespéré. Cette lune de miel a pourtant sa face cachée. Parallèlement, la détérioration de la situation économique est spectaculaire dans la plupart des pays pauvres. Pour la seule Amérique latine, les rapports de la CEPAL livrent, d'année en année, des indicateurs de plus en plus inquiétants : spirale cumulative de la dette, chute du produit intérieur brut, recul du salaire réel, expansion du chômage et du secteur informel, pendant que la production reste prioritairement orientée vers l'exportation afin d'honorer le service de la dette...

Tout comme au début des années trente, apparaissent les prémices d'une réorganisation d'ensemble du processus productif, de la division du travail, et des modes de régulation sociale. Pourtant, pour les pays dépendants, les marges semblent cette fois encore plus étroites. L'internationalisation accrue de la production, des services, et du capital ne laisse guère d'espace aux projets nationalistes de développement autocentré, et rien ne permet de prévoir une nouvelle vague d'industrialisation par substitution des importations comparable à celle qui a accompagné et suivi la Seconde Guerre mondiale.

Tout au contraire, la dette pèse de tout son poids sur les projets gouvernementaux. Même dans les pays qui ont bénéficié de nouveaux crédits et maintenu une balance commerciale bénéficiaire, malgré la détérioration, les devises sont canalisées vers le paiement de la dette. Depuis le début des années quatre-vingt, plusieurs pays dépendants sont devenus exportateurs nets de capitaux au profit des Etats-Unis. Réciproquement, le nœud coulant de la dette est utilisé par l'impérialisme pour discipliner les politiques économiques, autrement dit pour reporter le coût et les dégâts de la crise non résolue sur le dos des classes populaires des pays pauvres. Avec la baisse des revenus pétroliers et des matières premières, les termes de l'échange entre les centres



impérialistes et le tiers monde, n'ont cessé, par-delà les à-coups sporadiques, de se détériorer.

L'aggravation des conséquences sociales

Les conséquences sociales sont perceptibles à l'œil nu et s'aggravent d'année en année. Dans les pays où des régimes populistes avaient instauré des éléments d'Etat protecteur, l'offensive libérale et l'usure de leur base sociale traditionnelle se sont traduites par un renforcement de la bourgeoisie financière directement associée à l'impérialisme (au détriment de secteurs « nationaux » corrompus et affairistes opérant à l'ombre d'un Etat fort). Ainsi, dans la plupart des pays d'Amérique latine, la privatisation, la réduction des dépenses publi-

ques, et la pénurie d'investissements dans les services sociaux aboutit non seulement à la perpétuation du sous-développement dans l'éducation ou la santé, mais encore à des régressions spectaculaires, la déscolarisation, la remontée de l'analphabétisme ou de la mortalité, même dans des pays qui semblaient les mieux partis pour échapper au cercle vicieux de la dépendance (Argentine, Mexique).

Les vieux partis clientélistes subissent aussi le contre-coup de la libéralisation et de la privatisation de l'économie. Le cas le plus éclatant est celui du PRI mexicain, harcelé par le courant libéral et pro-américain du PAN dans les Etats du Nord, et surtout, lors des élections présidentielles de 1988, sérieusement défié par le courant néo-cardéniste qui renoue avec les origines populistes et anti-impérialistes du parti. En effet, les régimes populistes d'Argentine, du Brésil, du Mexique, plus irrégulièrement du Pérou, avaient pu tirer parti du contexte de la Seconde Guerre mondiale, pour développer une vague d'industrialisation propre, promouvoir la substitution de produits de consommation importés par une production nationale, en s'appuyant sur d'importantes nationalisations (du pétrole au Mexique, des mines en Bolivie, de la sidérurgie...). Inversement, on assiste aujourd'hui à un courant de reprivatisation et de pénétration, dans les secteurs traditionnellement protégés, d'investissements directs impérialistes (notamment japonais). En Bolivie, cas extrême, le plan de choc de Paz Estenssoro ferme les grandes mines d'étain (dont le cours s'est effondré), en vend certaines, soutient la petite mine privée, et démantèle au passage la Comibol et la force sociale des mineurs issue de la révolution de 1953.

Le culte de l'exportation, interminable course d'usure pour se libérer du fantôme tenace de la dette, implique une pression constante sur la consommation intérieure et les salaires, ainsi que des dévaluations permanentes censées soutenir la compétitivité exportatrice. Le marché intérieur se rétrécit donc, pendant que prolifère le secteur informel, souvent lié au narcotrafic ou à la contrebande, le Paraguay atteignant en la matière des sommets délirants. Même au Pérou, l'économie dite informelle tend à occuper une place supérieure à celle de l'économie dite plaisamment formelle. On peut imaginer ce que ces transformations signifient du point de vue de l'évolution de la structure urbaine et sociale : gonflement vertigineux de la marginalité, des bidonvilles, du sous-emploi...

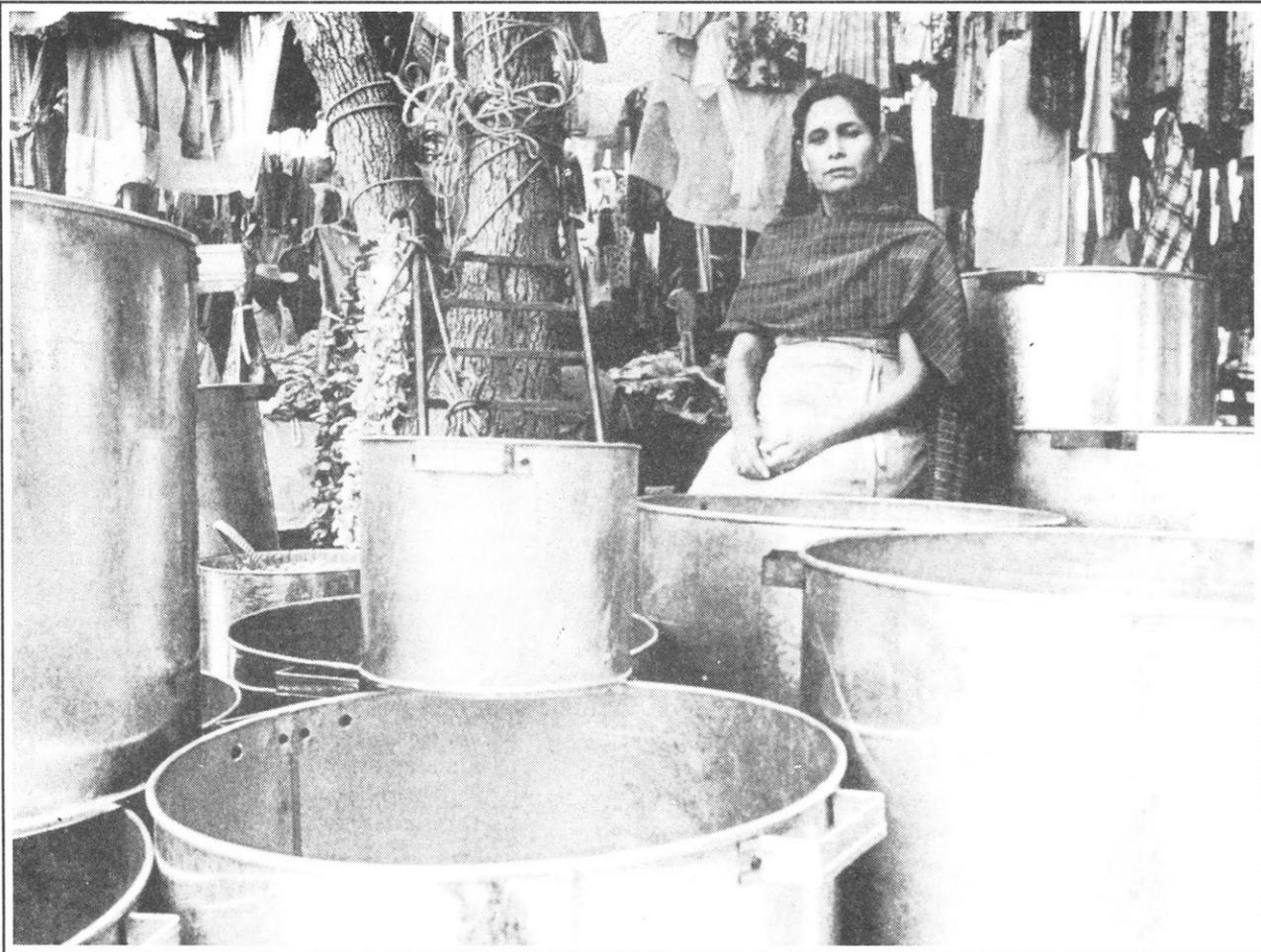
En même temps, par une sinistre ironie, les médias et la presse mènent une campagne idéologique active et entonnent des hymnes indécentes à la modernisation. Il ne s'agit pas d'une diversion ou d'une répétition hors de propos des thèmes à la mode dans les métropoles impérialistes : en même temps que s'amplifient les symptômes de rechute dans le sous-développement, il s'agit bel et bien de tirer parti du rapport de forces pour modifier l'organisation et les relations de travail dans les secteurs industrialisés, dans le sens d'une réduction des stocks et d'une gestion plus flexible des flux. La flexibilité a aussi sa variante tropicale, tandis que les nouvelles technologies dans le pétrole, les banques, les télécoms, la métallurgie, viennent se juxtaposer aux archaïsmes les plus baroques.

Mais, à la différence de ce qui peut arriver dans les pays impérialistes, les pertes massives d'emplois dues aux restructurations ne sont généralement pas compensées par des embauches dans la fabrication des nouvelles machines. L'expropriation du « savoir-ouvrier » par l'application de nouvelles technologies importées aboutit, plus clairement encore que dans les centres impérialistes, à une polarisation croissante entre la cristallisation d'un prolétariat qualifié minoritaire et l'expansion d'une main-d'œuvre déqualifiée, sous-employée, et marginalisée de l'autre.

Ces modifications structurelles ont pour effet voulu et induit d'attaquer le pouvoir de négociation des syndicats traditionnels. On peut en effet imaginer l'affaiblissement que représente pour eux l'essor du secteur informel (estimé à 25 % du PIB, même dans un pays comme le Mexique !) ou la multiplication de zones franches permettant à la jungle du marché de mieux dicter sa loi. La facilité relative avec laquelle le gouvernement, pourtant peu légitime, de Salinas de Gortari a pu frapper (au nom de la lutte contre la corruption) une bureaucratie pétrolière hier encore toute puissante fournit une autre preuve de l'affaiblissement des bureaucraties syndicales traditionnelles.

Pendant que se creuse à nouveau le tourbillon du sous-développement, le retard agraire se maintient et témoigne de l'échec en la matière des courants nationalistes (en Bolivie, au Pérou, au Mexique...). Même au Brésil, Sarney a dû renoncer, devant la levée de boucliers des fazendeiros à de timides projets de réforme agraire, visant à élargir le marché intérieur, à régulariser l'approvisionnement, à juguler la spéculation. Le tiers monde dans son ensemble est devenu, paradoxalement, le plus grand importateur de céréales et le Mexique en est réduit à importer... du maïs !





Le cas de l'Amérique latine est particulièrement probant, dans la mesure où il s'agit de pays qui ont acquis depuis près de deux siècles leur indépendance politique, qui ont connu pour certains d'entre eux un début significatif d'industrialisation, et dont quelques-uns ont semblé sur le point de trouver une issue au sous-développement en procédant à une deuxième vague de substitution, c'est-à-dire en devenant eux-mêmes producteurs de leurs propres biens de productions. Sauf dans le cas limite du Brésil (seul pays dépendant exportateur d'armes), cette affaire est aujourd'hui réglée.

On peut d'autant mieux imaginer le sort de pays comme ceux d'Afrique, où le décollage n'avait même pas commencé, et celui des pays arabes qui ont bénéficié pendant quelques décennies du revenu pétrolier pour procéder à un début d'industrialisation. Le régime populiste algérien semble ainsi connaître en accéléré le même sort et les mêmes problèmes que connaît le régime mexicain, lui aussi issu d'une révolution radicale interrompue.

Une démocratie sous surveillance

Pour procéder à ces ajustements et à cette prétendue « modernisation », les bourgeoisies locales associées à l'impérialisme avaient besoin de certains espaces démocratiques. La fin des années

soixante-dix avait été marquée par la crise et la chute des dictatures de Somoza au Nicaragua et du shah en Iran. Le début des années quatre-vingt a permis d'assister à l'usure et à la chute de la plupart des dictatures latino-américaines et caraïbes : au Brésil, en Argentine, en Bolivie, au Pérou, en Uruguay, en Haïti, et même, dans des conditions distinctes, au Paraguay. Exception notoire : le Chili. La dictature populiste du PRI mexicain est battue en brèche.

Aux Philippines, la dictature de Marcos a été renversée. Le régime bureaucratique du parti unique algérien a été fortement ébranlé par l'explosion sociale d'octobre 1988. Même le régime autoritaire de Corée du Sud est aujourd'hui en butte à une puissante contestation ouvrière et étudiante. Les bourgeoisies locales, menacées dans un premier temps par la montée en puissance des aspirations démocratiques et des mobilisations populaires, ont su, en plus d'un cas, utiliser cette pression contre la vieille idéologie populiste autoritaire et nationaliste, et contre les rigidités du pouvoir étatique qui allaient de pair. En Amérique latine, Tancredo, Alfonsín, Sanguinetti, Belaunde ont entonné à l'unisson que l'heure de la démocratie avait enfin sonné et que la nécessaire modernisation ne pouvait se concevoir sans mécanismes appropriés de concertation. Répondant au soulèvement d'octobre par un référendum et une réforme constitutionnelle remettant tendanciellement en cause le système du parti unique et la caporalisation des organisations de masse, Chadli utilise habilement la pression de la rue contre les résistances à la libéra-

lisation au sein même du FLN. Mais la réforme politique ouvrira la voie, comme ce fut le cas au Mexique, au démantèlement progressif du secteur public, à une ouverture accrue aux investissements étrangers, à une soumission renforcée aux effets de la concurrence...

Une certaine démocratisation contrôlée et surveillée (en Uruguay, au Brésil, et même en Argentine, les nouvelles autorités civiles ont su couvrir et protéger la retraite et l'intégrité des armées les plus compromises dans la dictature) constitue donc bien la condition de la libéralisation et de la modernisation économique, le meilleur moyen d'en faire accepter le prix et d'éviter qu'une austérité sauvage ajoutée à la brutalité policière ne provoque des explosions imprévisibles et incontrôlables.

Cette démarche de concertation se déploie aussi sur le terrain international, comme l'illustrent les initiatives de Contadora ou d'Esquipulas. Dirigeants et gouvernants ont en effet compris le parti qu'ils pouvaient tirer d'une position de pression relative (sur le plan politique à propos de l'Amérique centrale, ou sur celui de la dette) envers l'impérialisme. Alors qu'un alignement inconditionnel et grossier sur ses intérêts entamerait leur précaire légitimité démocratique, un certain consensus sur la politique extérieure leur permet de mieux faire passer les politiques d'austérité à domicile.

Pour s'engager dans cette voie étroite, il fallait répondre aux sentiments démocratiques des masses populaires, les canaliser vers une institutionnalisation pacifique, et sauver du même coup l'essentiel de l'appareil répressif resté intact. C'était le sens de la loi d'obéissance qui couvrait les militaires argentins pour les crimes commis pendant la dictature, ainsi que de la loi d'amnistie aux militaires, contre laquelle le peuple uruguayen a réussi, au prix d'une magnifique mobilisation, à imposer son droit au référendum, sans parvenir toutefois, devant les menaces et le chantage au chaos, à mettre l'armée en jugement. Il s'est donc agi, très consciemment, de restaurer une nouvelle légitimité bourgeoise, y compris en reléguant au placard (temporairement ou durablement) des vieux partis bourgeois populistes tels que le MNR en Bolivie, l'APRA au Pérou, le péronisme argentin, et d'éviter tout danger de « rupture démocratique » imposée par la rue.

En Amérique latine, l'opération a jusqu'à présent fonctionné, dans l'exacte mesure où le sentiment démocratique de masse est à double tranchant. Il constitue un irrésistible ressort de mobilisation dans un premier temps, mais il devient un facteur d'inhibition devant le chantage au chaos et la menace de nouveaux coups d'Etat : en Uruguay, si le plébiscite de 1980 avait amorcé la chute de la dictature, certains craignaient que le référendum de 1988 ne la ramène au cas où il se conclurait par une mise en jugement des militaires... De sorte que les transitions du début des années quatre-vingt sont restées pacifiques et relativement tranquilles.

Pourtant, la permanence de la crise et la détérioration sociale ne permettent pas pour autant de stabiliser un nouveau système de domination. Les

partis au pouvoir s'usent vite : portée par un mouvement social houleux, l'alternance s'accélère entre majorités éphémères au Pérou, en Equateur, en Argentine où le péronisme rénové revient au pouvoir après cinq ans de majorité radicale. Au Brésil, non seulement les partis de la dictature, mais aussi leur alternative démocratique (le PMDB) ont connu une usure rapide dans les municipalités et gouvernements d'Etats, sanctionnée lors des municipales de 1988 par la montée spectaculaire du PT et sa victoire électorale à São Paulo même... Inutile de rappeler qu'au Mexique, en 1988 encore, le candidat du PRI, malgré la mobilisation d'un appareil en place depuis plus d'un demi-siècle, n'a dû son salut qu'à une fraude indécente.

Les faiblesses du mouvement ouvrier

L'autre raison de la précarité des processus démocratiques tient au faible degré d'organisation de la société civile, et en premier lieu du mouvement ouvrier, à l'exception encore très fragile du Brésil. Il n'y a en effet aucune commune mesure entre la massivité et l'explosivité des mouvements sociaux d'une part, et la réalité des partis ouvriers indépendants de la bourgeoisie de l'autre. Ce hiatus est médié par la force propre d'un mouvement syndical, souvent très divisé et parfois coordonné. Ainsi, pendant des années, la COB bolivienne a été un protagoniste, non seulement social, mais aussi politique de premier plan, pendant que continuait à exister une mosaïque d'organisations politiques faibles. En Equateur, le FUT (Front syndical commun) est en mesure d'organiser des grèves générales significatives, alors que la gauche reste marginale et émietée en nombre de tout petits partis. En Argentine, il n'y a aucune comparaison entre la force classiste qui peut s'exprimer derrière la CGT et le poids du MAS et du PC face à l'hégémonie péroniste. Au Mexique, la montée en puissance du cardénisme accélère la crise du PRI mais peut aussi constituer un nouvel obstacle populiste à la constitution d'un pôle politique classiste indépendant. En Uruguay, le Frente Amplio a entamé sans encore le briser le bipartisme bourgeois entre colorados et blancos. A Saint-Domingue, la gauche révolutionnaire joue un rôle déterminant dans le mouvement syndical mais reste électoralement marginale et impuissante face à la social-démocratie et au populisme radical de Bosch.

Il n'y a guère qu'au Pérou que la gauche unie (IU) est en position de postuler au gouvernement, y compris par des voies électorales. Face à cette éventualité, l'enjeu se déplace au sein même de IU pour en fixer le centre de gravité en faveur de Barrantes et au détriment des courants révolutionnaires. Au Brésil, pour la première fois, un courant classiste indépendant a su conquérir la majorité du mouvement syndical à travers la création et la consolidation de la CUT comme première centrale du pays, tandis que le Parti des travailleurs s'affirme, socialement et électoralement, comme un parti de masse porteur d'une alternative aux formations bourgeoises issues du bipartisme instauré par la dictature.

L'écart entre l'explosivité sociale et la faible capacité d'encadrement des organisations combattives ou révolutionnaires s'exprime aussi bien par des émeutes soudaines et spontanées (Saint-Domingue en avril 1984, Venezuela au début 1989, Algérie en octobre 1988), que par des grèves générales répétées (au Pérou, en Argentine, en Equateur, et, dans une moindre mesure, au Brésil et en Colombie).

Le poids de la dette

A Saint-Domingue comme au Venezuela, les diktats du FMI ont joué le rôle de détonateur, dans des situations déjà tendues à l'extrême. Depuis 1982, en effet, les préoccupations sur le mécanisme et les conséquences de la dette vont croissant. Fidel Castro, à travers des initiatives spectaculaires, s'est présenté comme le champion du non-paiement d'une dette qualifiée d'économiquement et moralement impayable. Il disputait ainsi le drapeau de la mobilisation contre la dette à des leaders néopopulistes, comme Alan Garcia, qui décidait, lors de sa victoire, que le Pérou ne rembourserait plus sa dette qu'à concurrence de 10 % du produit de ses exportations. Les rencontres, journées d'action, conférences syndicales contre la dette se sont multipliées sur le continent latino-américain, sans que prenne forme pour autant le vaste front anti-impérialiste contre le paiement de la dette. Les décisions comme celle du Brésil, de moratoire unilatéral, sont apparues comme des moyens de pression en vue d'une renégociation plutôt que comme l'expression d'une réelle détermination prête à assumer l'épreuve de force.

Dans ces conditions, la mobilisation contre la dette doit permettre à la classe ouvrière et aux couches paupérisées de la population de prendre en charge un renouveau des aspirations populaires anti-impérialistes, contre une régression vers de nouvelles formes de dépendance, alors que les

bourgeoisies nationales, souvent étroitement associées aux intérêts des banques et des multinationales, si ce n'est empressées de mettre leurs propres capitaux en sûreté aux Etats-Unis ou en Suisse, semblent peu capables d'un sursaut populiste.

Dans une telle optique, la mobilisation contre la dette n'est pas un simple slogan anti-impérialiste, qui justifierait de se serrer les coudes avec les secteurs patriotiques de la bourgeoisie locale. En réalité, la lutte contre la dette commence au quotidien par le refus de ses effets les plus palpables : les politiques d'austérité salariale, qui exercent une pression terrible sur le pouvoir d'achat (avec des pertes de 30 % à 50 % du pouvoir d'achat réel dans des pays comme l'Argentine ou le Pérou en quelques années ; avec une régression de la part des salaires dans le PIB mexicain de 43 % en 1976 à 41 % en 1982... et 26 % en 1988 !); les coupes claires dans les budgets publics d'éducation et de santé ; les dégâts écologiques liés à la pénétration sauvage du capital (Amazonie), au déboisement à des fins d'exportation qui favorise l'avancée du désert, aux plans comme le plan « alcool » brésilien qui détruit l'équilibre des cultures alimentaires : « Pourquoi, demande le directeur du programme des Nations unies pour le développement, pourquoi les pays du tiers monde, possesseurs de ressources naturelles nécessaires à l'humanité seraient-ils les seuls à payer de la sorte pour leur conservation ? »

A l'exception du Brésil et des nouveaux pays industrialisés du Sud-est asiatique, les effets sociaux de la crise affaiblissent le poids relatif de la classe ouvrière et de ses formes de lutte traditionnelles face à la montée des secteurs paupérisés et marginalisés à la ville comme à la campagne. Cette situation explique que des secteurs radicalisés, voire des mouvements armés, puissent jouer un rôle durable croissant au Pérou ou en Colombie, sans se trouver pour autant à l'unisson des luttes revendicatives de la classe ouvrière plus traditionnelle, et sans pouvoir parfois jouer un rôle décisif



sur la scène politique centrale. Cet état de fait n'exclut pas des luttes politiques centrales, dont l'axe reste la plupart du temps démocratique : contre la fraude au Mexique (1988), sur la question des disparus en Argentine, pour l'élection directe au Brésil en 1984-85, pour le référendum contre les militaires en Uruguay, pour la vie en Colombie. La conquête des espaces démocratiques demeure en effet comme la condition élémentaire d'une meilleure défense du niveau de vie.

Une situation carrefour

A cette situation carrefour, les courants nationalistes-populistes (comme le PRI mexicain, le MNR de Bolivie, l'APRA du Pérou, le justicialisme argentin) se trouvent en situation de faiblesse objective et de déséquilibre face à l'internationali-

l'Amérique latine, et comme une troisième voie entre dictature et révolution. La marge de manœuvre reste pourtant étroite : que serait une social-démocratie latino américaine, sans base sociale stable dans la classe ouvrière et les secteurs populaires, sans possibilité de redistribuer des miettes substantielles ? Il est déjà significatif que les deux chefs d'Etat qui ont été confrontés aux explosions sociales anti-FMI de 1984 à Saint-Domingue et de 1989 au Venezuela, et qui ont assumé la responsabilité d'une répression sanglante, Jorge Blanco et Carlos Andres Pérez, soient membres de l'Internationale socialiste !

Les partis communistes représentent moins que jamais une alternative. Certains, dès les années soixante, ont subi le choc de la révolution cubaine. D'autres, ou parfois les mêmes, ont ensuite été dévastés par... « l'eurocommunisme » ! Ils y ont laissé une part de leur identité (en Argentine, au Brésil, au Mexique). Enfin, ils ont subi de plein



sation du capital et à l'offensive libérale. La bourgeoisie, en effet, agit de plus en plus comme classe, et non plus seulement comme Etat-parti. Cependant, la crise du populisme ne se traduit pas nécessairement par l'essor immédiat d'un pôle classiste, comme l'illustre la situation mexicaine. On assiste même en Argentine à une remontée du péronisme traditionnel avec la victoire électorale de Carlos Menem. Néanmoins, la tendance reste plutôt à l'érosion de ces courants, par-delà les hauts et les bas, liée à l'impuissance des systèmes de régulation autarcique et d'encadrement clientélaire du mouvement populaire sur lesquels ils reposaient.

En même temps, s'affirment des projets bourgeois modernistes plus ou moins liés à la II^e Internationale. L'affiliation à cette Internationale social-démocrate devient à la mode, même pour des formations bourgeoises. Elle apparaît à beaucoup comme un billet d'entrée dans le XXI^e siècle pour

fouet le développement de la révolution centro-américaine. Au Nicaragua, la seconde révolution victorieuse du continent après Cuba aboutit, non seulement sans la participation, mais encore contre la politique et la volonté du parti communiste local. Au Salvador, le Parti communiste ne rétablit sa position au sein du FMLN qu'au prix de la célèbre autocritique de son secrétaire général, Shafik Handal, qui revient sur la stratégie étagée des partis communistes à l'époque stalinienne. Cette autocritique connaît une audience ravageuse parmi certains cadres et jeunes de partis communistes au Chili, en Argentine, au Paraguay, en Bolivie...

Globalement, depuis les années soixante-dix, les rapports de forces entre courants réformistes et révolutionnaires évoluent favorablement, avec comme traits marquants la victoire de la révolution sandiniste et l'apparition d'un parti ouvrier de masse combatif au Brésil. Au Pérou, le Parti com-



muniste a perdu le contrôle absolu de la CGTP. Dans la CÚT colombienne, il doit admettre une relation pluraliste avec d'autres courants radicaux, notamment A Luchar. Au Brésil, il a été irrémédiablement marginalisé par le PT dans le mouvement syndical. En Uruguay même, où le Parti communiste a refait une partie du terrain perdu sous la dictature, il doit compter avec la présence du MLN et de courants syndicaux classistes indépendants.

Une nouvelle étape du débat stratégique

Les principaux débats qui traversent le mouvement ouvrier sont directement liés à ces changements de rapports de forces. La question centrale n'est plus entre révolution par étapes et révolution permanente (avec les tactiques d'alliance correspondantes), comme c'était encore le cas après la révolution cubaine. Après l'expérience cubaine, les thèses de l'OLAS, la victoire sandiniste, l'autocritique de Shafik Handal, l'idée qu'il n'y a pas deux révolutions séparées, une antiféodale et une anticapitaliste, mais une libération à la fois, d'un même mouvement, sociale et nationale, est largement acquise dans les secteurs révolutionnaires et combattifs. Dès lors, ce qui est au cœur des préoccupations, c'est plutôt l'assimila-

tion stratégique des expériences cubaine et nicaraguayenne : le comment de la lutte pour le pouvoir, du point de vue de la stratégie militaire, de la politique d'alliances sociales et politiques, de l'unité des forces révolutionnaires et de leur rapport avec un mouvement de masse pluraliste, de la dimension internationale de la lutte...

Car, de leur côté, les stratèges impérialistes ont tiré à leur manière les leçons du Viêt-nam et du Nicaragua. Hormis l'éventualité d'opérations d'intervention rapide (dont le raid à Grenade constitue une application), ils entendent éviter d'être acculés à une intervention militaire massive et durable. D'où le développement combiné de la guerre dite « de basse intensité » au Nicaragua, le développement des techniques de « contre-insurrection », l'encouragement des politiques de réforme et de dialogue menées par des alliés fidèles des Etats-Unis.

Du point de vue de cette politique, les dictatures fantoches et ouvertement répressives sont plutôt un fardeau et un obstacle. Elles ont joué leur rôle, à la fin des années soixante-dix, pour modifier le rapport de forces. Ensuite, elles sont devenues un élément de distorsion, non seulement social, mais aussi économique : ainsi la corruption et le détournement de fonds a atteint en Argentine des proportions vertigineuses. Pour conjurer les risques d'explosion sociale et promouvoir des politiques économiques fiables, l'impérialisme avait besoin d'interlocuteurs gouvernementaux plus respectables. Selon les pays, la démocratie-chrétienne, les radicaux (en Argentine), le MDB au Brésil ont été mis ou remis en selle. Il s'agissait de se décharger des responsabilités des dictatures, de rétablir des liens avec le mouvement social, et de couvrir le retour ordonné de l'armée aux casernes.

Il s'agissait aussi de saper les bases sociales des organisations de gauche, non par la seule répression et les défaites militaires. Cette dispute sur le terrain de l'influence de masse ne visait pas seulement les organisations armées comme le FMLN au Salvador, l'URNG du Guatemala, les FARC, le M19 ou l'ELN en Colombie, Sendero au Pérou, mais aussi une nouvelle gauche échappant de plus en plus massivement au contrôle traditionnel du populisme petit-bourgeois ou des partis communistes. Ainsi, face à la poussée de la gauche unie au Pérou, la bourgeoisie a préféré jouer la carte de l'APRA et de son jeune leader, Alan Garcia, susceptible d'incarner une option distincte de celle de Castro ou Ortega.

Autrement dit, devant l'affaiblissement de l'autorité de l'OEA (qui avait refusé de répondre à l'appel de Carter en avalisant une intervention au



Nicaragua en 1979), l'impérialisme s'écartait d'une conception simpliste de la lutte antiguérilla et renouait avec les idées de l'Alliance pour le progrès, autrement dit avec une politique contre-insurrectionnelle à la fois économique et politique, usant de l'arme de la dette pour discipliner les partenaires locaux.

C'est dans le cadre de cette réorientation que s'inscrivent les transitions des années quatre-vingt et le retour à des régimes constitutionnels, alors que les années soixante-dix avaient été celles des coups d'Etat militaires et de l'instauration des dictatures : Argentine, Pérou, Bolivie, Uruguay, Equateur, Brésil, Chili. La plupart de ces coups d'Etat étaient intervenus pour contenir un mouvement de masse en plein essor, bien que sous des formes différentes : au Brésil, en 1964, contre la radicalisation populiste du régime Goulart, en Bolivie, en 1971, face à la formation de l'Assemblée populaire, en Uruguay, en 1973, contre la rupture du bipartisme par la montée en puissance du Frente amplio, au Chili pour le renversement du gouvernement d'Unité populaire, en Argentine contre le développement de courants classistes indépendants et la propagation de la lutte armée.

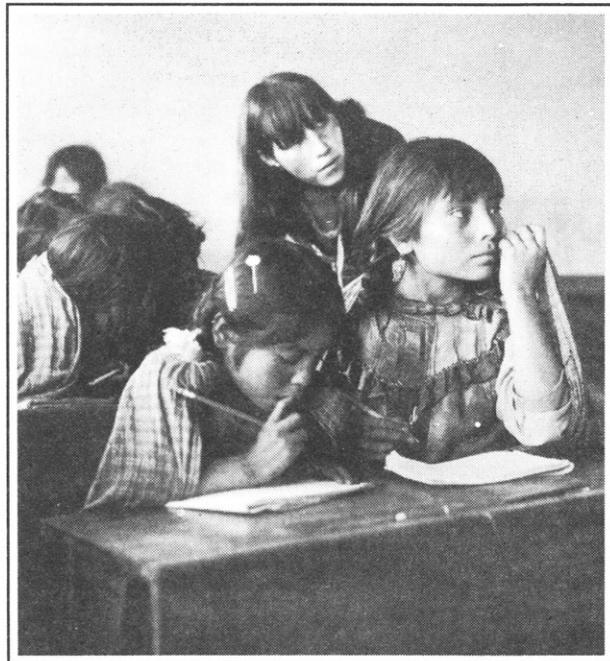
La radicalisation sociale des années soixante-dix, marquée par le développement du mouvement de masse urbain, était différente de celle des années soixante. Les guérillas minoritaires inspirées d'une interprétation foquiste de la révolution cubaine avaient déjà subi des revers et de tragiques défaites (au Pérou, au Venezuela, au Guatemala, au Nicaragua), symbolisées par la mort du Che en Bolivie en 1967. Mais la réorganisation massive du mouvement ouvrier et populaire qui se dessinait fut bloquée par les coups d'Etat militaires couplés à un nouveau modèle d'accumulation. La substitution des importations des années quarante-soixante était en effet parvenue à une limite. Les économies les plus industrialisées devaient se redéployer dans la nouvelle division internationale du travail, passer à la production de biens de consommation durable, ce qui impliquait la création d'un marché intérieur et l'entrée dans la compétition à l'exportation. Les économies fermées héritées du populisme traditionnel étaient désavantagées au moment d'aborder cette conversion.

La bataille de la productivité du travail exigeait donc, pour la bourgeoisie, une attaque vigoureuse contre les conquêtes du mouvement ouvrier, un recul spectaculaire des salaires. C'est ce que traduit le projet friedmannien de démantèlement du populisme, de priorité à l'exportation (y compris des biens agricoles) au détriment de la consommation interne.

Les coups d'Etat ont signifié une défaite et un déclin du mouvement de masse, avant une lente récupération sur la base d'une transformation substantielle de la classe ouvrière, de l'apparition de nouveaux secteurs prolétariens (notamment au Brésil, au Venezuela, en Colombie, au Mexique), de l'introduction de méthodes de travail non tayloriennes (souvent d'origine japonaise). La décennie des années soixante-dix se caractérise ainsi par une explosion des secteurs urbains, une croissance des grandes métropoles, accélérée par l'échec des réformes agraires et l'exode rural. En effet, les tentatives de révolution verte orientées vers l'exportation (en Bolivie, au Pérou, en Amérique centrale)

ont eu pour effet de désorganiser le marché interne et l'approvisionnement, sans pour autant conquérir de fortes positions à l'exportation. La croissance de la dette a aussi quelque chose à voir avec cet échec. Ces projets mirifiques avaient été financés à coups de crédits et prêts. La conjoncture a changé. Les taux d'intérêt ont monté en flèche pendant que la source des pétrodollars tarissait. Les résultats de l'exportation n'étaient toujours pas au rendez-vous. D'où le recours au FMI, l'épuration brutale d'appareils de production obsolètes, la fermeture d'entreprises...

Entre-temps, le mouvement social avait pourtant récupéré des forces qui se traduisaient sur le terrain démocratique (mères de la place de Mai), électoral (échec relatif de l'Arena au Brésil en 1978, échec de la dictature argentine au référendum de 1981), social (grande grève des métallurgistes de l'ABC au Brésil en 1980). Dans le cadre de la nouvelle politique impérialiste, des secteurs significatifs de la bourgeoisie latino-américaine ont alors compris la nécessité de chevaucher ce tigre



renaissant, d'échanger une démocratisation contrôlée contre le coup de la modernisation, de remodeler leur système de domination et de sauver l'image de l'armée en tant que recours.

L'opération fut globalement possible d'abord dans la mesure où, malgré sa montée impétueuse, le contrôle réformiste sur le mouvement de masse avant l'instauration des dictatures n'était pas réellement menacé : le Parti communiste tenait fermement en main la centrale unique uruguayenne, le péronisme restait largement hégémonique dans le mouvement syndical argentin, le MIR était une force absolument marginale dans la CUT chilienne sous l'Unité populaire, la bureaucratie syndicale mexicaine restait bien assise : bref, pas de mise en cause réelle de l'hégémonie réformiste. Cette faiblesse est en rapport avec celle des organisations révolutionnaires engagées, sous l'impact des révolutions cubaine et vietnamienne, dans une stratégie militaire sans vision politique à plus long terme (le PRT en Argentine, le MIR chilien, le MNL uru-

guayen). Ces organisations, quels que soient leur mérite et leur courage, restant alors marginales dans le mouvement de masse, considéré par elles comme l'arrière-garde de la lutte armée et, de fait, subordonné au fusil.

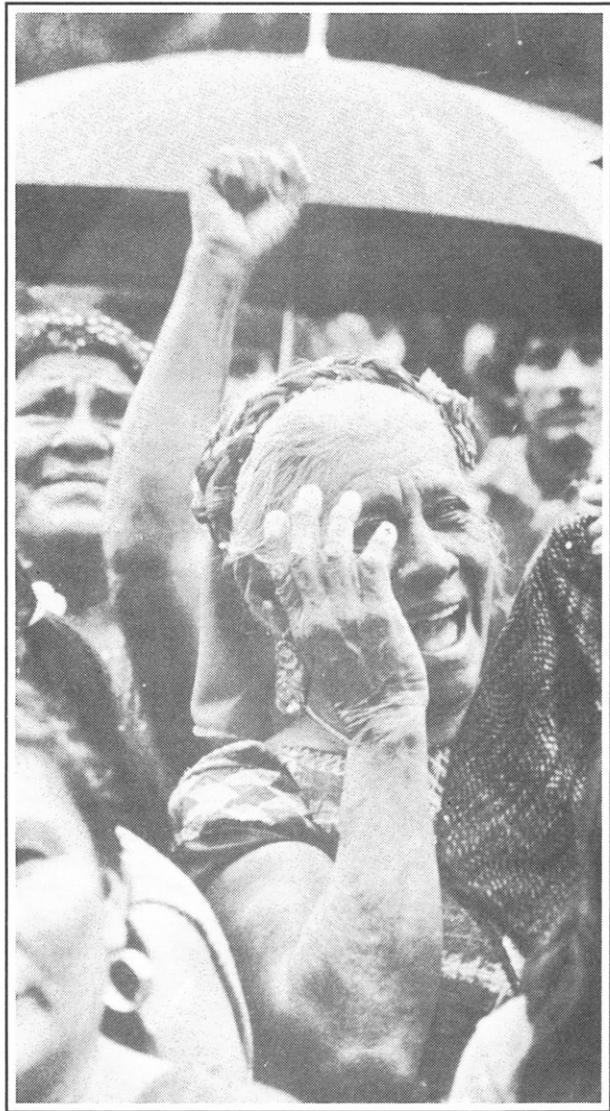
Déjà, les coups de marteaux de la crise accumulent les menaces sur le processus de démocratisation initié au début des années quatre-vingt. Si de nouveaux coups militaires ne sont pas exclus, les classes dominantes et leurs conseillers impérialistes préfèrent utiliser la légitimité des institutions et recourir, dans un premier temps, aux forces répressives parallèles, escadrons de la mort et forces paramilitaires (Pérou, Colombie, Paraguay).

Face à ces nouveaux périls, à partir d'une accumulation de forces initiale, le débat stratégique sur la conquête du pouvoir commence à se poser à nouveau, y compris dans le Parti des travailleurs brésilien.

Dans la plupart des pays, la conquête d'organisations de classe de masse indépendantes de la bourgeoisie, tant sur le plan politique que syndical, demeure une tâche à part entière. Elle ne peut être accomplie qu'en disputant énergiquement aux secteurs populistes de la bourgeoisie nationale la direction des luttes contre la dette et la dépendance, sur un programme qui articule les revendications démocratiques et nationales aux revendications sociales de la classe ouvrière et de la paysannerie (lutte contre l'austérité, pour une réforme agraire et une réforme urbaine radicales). L'alliance sociale du prolétariat et de la paysannerie, même dans les pays où cette dernière a régressé en rapport avec l'ensemble de la population active tout en continuant à augmenter en chiffres absolus (Mexique), constitue une tâche centrale ; elle ne peut être traitée en effet en misant sur une convergence spontanée mais en intégrant d'emblée au projet de construction des partis ouvriers et révolutionnaires, la volonté de développer leur propre implantation et leur propre rôle dans les luttes agraires, comme le font le PUM péruvien, le PT brésilien, A Luchar en Colombie, le PRT au Mexique.

La prise en charge de ces intérêts sociaux peut se traduire par des programmes d'urgence contre la crise et la dette qui constituent des propositions d'action pratiques susceptibles d'attirer des secteurs paupérisés de la petite bourgeoisie et d'accélérer les différenciations au sein des vieilles formations populistes.

Au-delà, le débat est largement ouvert sur la stratégie politico-militaire de lutte pour la conquête du pouvoir. En la matière des vieilles stratégies schématiques, qu'il s'agisse de l'interprétation focuiste de la révolution cubaine ou du modèle vietnamien du guerre populaire prolongée, sont en perte de vitesse. D'une part l'étude approfondie de la révolution cubaine dégage la complexité des rapports entre le mouvement urbain et la guérilla, le rôle des grèves générales, le rapport entre l'accumulation militaire et le mouvement de masse, par-delà les simplifications dont Régis Debray, avec l'aval de la direction cubaine, s'était fait naguère le propagateur. D'autre part, l'expérience proche de la révolution sandiniste et centro-américaine, qui combine des aspects de guérilla, de guerre prolongée et d'insurrection urbaine, fait l'ob-



jet de réflexions et de nouvelles tentatives de systématisation (Martha Hamecker) hasardeuses.

Le Nicaragua à la veille de la révolution était un pays dévasté aux mains d'une dictature corrompue. La bourgeoisie y était plus rachitique encore qu'elle ne l'était à Cuba sous Battista. C'est dans ce contexte que les trois tendances du front sandiniste ont abouti de fait à une stratégie politico-militaire combinée et pu disputer victorieusement à la bourgeoisie, à travers une politique d'alliance audacieuse, la direction de la mobilisation anti-dictatoriale. Si cette expérience offre de riches enseignements à l'ensemble de la gauche révolutionnaire elle ne saurait constituer un modèle pour des pays où l'Etat et la bourgeoisie présentent une autre solidité.

Les expériences en cours en Colombie, au Pérou et au Brésil ouvrent donc un nouveau chapitre d'élaboration d'une stratégie révolutionnaire dans le continent. L'assimilation collective et l'échange d'expériences peuvent désormais être d'autant plus fructueux que l'exemple centro-américain, la crise du mouvement ouvrier international, le poids de la théologie de la libération, ont favorisé, malgré les mésaventures douloureuses du Salvador, une reconnaissance du pluralisme révolutionnaire, qui tranche par rapport au centralisme militaire (et parfois militariste des années soixante-dix) et favorise un réel débat politique.

Internationalisme, nationalisme et anti-impérialisme *

Michael LÖWY

DEUX cents ans après l'appel de la Révolution française à la fraternité universelle du genre humain, et soixante-dix ans après la fondation de l'Internationale communiste, que reste-t-il du grand rêve de solidarité internationale entre tous les opprimés ? Le nationalisme ne reste-t-il pas l'une des principales forces déterminant le cours de la politique mondiale ? Et comment les socialistes et les anti-impérialistes doivent-ils se situer par rapport à lui ?

Le rôle contradictoire du nationalisme est l'un des grands paradoxes de l'histoire de ce xx^e siècle qui approche aujourd'hui de sa fin. Au service de l'impérialisme et des forces réactionnaires, l'idéologie nationaliste a engendré et légitimé quelques-uns des crimes les plus atroces de ce siècle : les deux guerres mondiales, les génocides des Arméniens, des Juifs et des Gitans, les guerres colonialistes, la montée du fascisme et des dictatures militaires, la répression brutale par des « gouvernements nationaux » des mouvements progressistes et révolutionnaires, depuis la Chine dans les années vingt, jusqu'à l'Indonésie des années

soixante, et l'Argentine des années soixante-dix. En sens inverse, c'est au nom de la libération nationale que les peuples colonisés ont gagné leur indépendance, et que certains des plus importants et des plus radicaux processus de révolution socialiste ont pu gagner le soutien populaire et triompher : en Yougoslavie, en Chine, en Indochine, à Cuba et maintenant au Nicaragua...

Autre étonnant paradoxe : bien que le nationalisme ait été le facteur dominant dans la configuration politique du xx^e siècle, la plus grande révolution de notre temps, celle d'Octobre 1917, ne doit rien au nationalisme et était même explicitement dirigée contre la « défense nationale de la patrie » dans la guerre avec l'Allemagne impériale. Qui plus est, il n'y a jamais eu dans l'histoire du mouvement ouvrier et socialiste d'organisation mondiale de masse aussi authentiquement internationaliste que la III^e Internationale (au moins pendant ses premières années d'existence).

Comment comprendre ces paradoxes ? Le marxisme peut-il fournir des instruments théoriques pour une telle compréhension ?



Quelles sont les perspectives pour le nationalisme et l'internationalisme dans les prochaines années de cette fin de siècle ?

Marxisme et nationalisme

Toute tentative de répondre à ces questions doit prendre comme point de départ une approche dialectique du problème : la question nationale est contradictoire et ses contradictions ne sont pas l'expression de traits éternels de la nature humaine, mais de conditions historiques concrètes.

En premier lieu, qu'est-ce qu'une nation ? Ce problème a préoccupé plusieurs générations de penseurs et de dirigeants marxistes¹. Ils recherchaient des critères objectifs permettant de déterminer si une collectivité de personnes constituait ou non une nation. Pour Karl Kautsky la nation était essentiellement le produit d'une langue commune. Pour Otto Bauer, chaque nation avait un « caractère national » spécifique. Anton Pannekoek considérait la nation comme un simple « phénomène idéologique bourgeois ». D'autres avançaient des critères géographiques ou économiques.

La tentative la plus systématique pour élaborer le cadre théorique d'une telle classification est bien sûr le fameux essai de Staline de 1913 (*le Marxisme et la question nationale*). Combinant tous les critères « objectifs » — langue commune, territoire, vie économique, et « formation psychique » — en une seule définition, il insistait sur le fait que « *c'est seulement quand toutes les caractéristiques sont présentes conjointement que nous avons une nation* »². Ce cadre rigide et dogmatique fut un vrai lit de Procuste et devint pour de nombreuses décennies un énorme obstacle à la compréhension de communautés nationales « hétérodoxes » comme les Juifs, les Noirs des États-Unis, etc. Il ne permet pas d'expliquer comment l'Allemagne ne devint une nation que longtemps après son unification économique à travers l'Union douanière, ou pourquoi les Belges ou les Suisses francophones ne font pas partie de la nation française.

En opposition à une conception aussi abstraite et « fermée », Otto Bauer fit un apport tout à fait significatif à une analyse marxiste « ouverte » de la nation avec son approche historiciste : sans ignorer les différents autres critères (langue, économie, etc.) il définit la nation comme étant avant tout le produit d'un destin historique commun. En d'autres termes : la nation est non seulement une cristallisation d'événements passés, un « *morceau d'histoire solidifié* » mais aussi « *le produit jamais achevé d'un processus continu* ». Cette méthode historique lui permit d'éviter des erreurs semblables à la théorie néo-hégélienne d'Engels sur les « nations sans histoire » (Tchèques, Roumains) condamnées à disparaître³.

Il me semble que ce type d'analyse non dogmatique conduit logiquement à la conclusion selon laquelle une nation ne peut être définie seulement sur la base de critères abstraits, externes et « objectifs ». La dimension subjective, c'est-à-dire la conscience d'une identité nationale, la vitalité de la culture nationale, l'existence d'un mouvement politique national, est tout aussi importante. Bien

sûr, ces « facteurs subjectifs » ne sortent pas du néant ; ils sont le résultat de certaines conditions historiques : persécutions, oppression, discriminations, etc. Mais ceci signifie qu'en dernière analyse ce ne sera pas quelque « expert » doctrinaire muni d'une liste de caractéristiques « objectives » qui tranchera la question de savoir si une communauté constitue ou non une nation, mais la communauté elle-même (ou la partie de celle-ci qui se considère comme appartenant à une nation)⁴.

Il est important de distinguer soigneusement le sentiment d'identité nationale, l'attachement à une culture nationale, la conscience d'appartenir à une communauté nationale avec son propre passé historique — et le nationalisme. Le nationalisme en tant qu'idéologie comprend tous ces éléments mais aussi quelque chose de plus, qui en est l'ingrédient décisif : le choix de la nation comme valeur primordiale du point de vue social et politique, valeur à laquelle toutes les autres doivent être en quelque sorte subordonnées. Hans Kohn, l'historien bien connu du nationalisme moderne, l'a ainsi défini comme « *un état d'esprit, où l'on considère que la loyauté suprême de l'individu doit aller à l'Etat-nation* »⁵. On tient là une très bonne définition — à condition d'y ajouter la lutte en vue de l'établissement de l'Etat-nation — même s'il faut se rappeler l'existence de mouvements nationalistes (modérés) qui ne visent qu'à l'autonomie culturelle ou territoriale.

Il n'est pas facile d'indiquer avec précision comment et quand est né le nationalisme. Certains auteurs pensent qu'il apparaît parallèlement à l'émergence de l'Etat-nation au xv^e et xvi^e siècles (Machiavel !). D'autres, comme Hans Kohn, renvoient aux premières grandes révolutions bourgeoises ; en Angleterre au xvii^e siècle et en France en 1789, l'Etat, pour la première fois, « *cessa d'être l'Etat royal : il devint l'Etat du peuple, un Etat national, une patrie* »⁶. Plus récemment, Tom Nairn essaya de démontrer que le nationalisme a émergé au xix^e siècle (comme résultat du développement inégal du capitalisme) dans les pays périphériques (Allemagne, Italie et Japon), et n'a atteint les « régions du centre » (Angleterre, France) que plus tard⁷. Mais cette bizarre chronologie pêche par son arbitraire et semble ignorer des faits historiques bien connus comme la dimension patriotique de la Révolution française et des guerres napoléoniennes... En tout cas, il est sûr que, durant de longs siècles, le référent politique n'était pas la nation ou l'Etat-nation, mais une forme autre d'organisation sociale et politique : le clan, l'Etat-cité, le seigneur féodal, l'Eglise, le royaume dynastique, et l'Empire multi-national. Et bien que l'on puisse trouver certains précédents dans le passé (les anciens Hébreux ou les anciens Grecs), leur nature et leur substance sont très éloignées du nationalisme moderne.

Développement inégal et solidarité internationale

Le socialisme marxiste est fondamentalement opposé au nationalisme. D'abord parce qu'il refuse de considérer la nation comme un tout indifférencié : toutes les nations sont divisées en classes

sociales distinctes, avec des intérêts distincts et des conceptions distinctes de l'identité nationale. Mais surtout, il rejette l'idéologie nationaliste et son échelle de valeurs parce que sa fidélité suprême ne va pas à une nation quelle qu'elle soit, mais à un sujet historique international (le prolétariat) et à un objectif historique international : la transformation socialiste du monde. Il est internationaliste pour des raisons à la fois éthiques et matérielles.

Les motivations éthiques sont importantes : pour un marxiste internationaliste, matérialiste et athée, la seule valeur qui puisse être considérée comme « sacrée » — c'est-à-dire absolue — est l'humanité elle-même (dont les exploités et les opprimés constituent la force d'émancipation). En ce sens, le slogan « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » n'est pas seulement une directive pour l'action, mais aussi la réponse éthique du socialisme à l'« Amour sacré de la patrie » de l'idéologie nationaliste. Le socialisme est donc un mouvement internationaliste en raison du caractère universaliste et humaniste de ses valeurs et de ses objectifs. Sans cette dimension éthique, il n'est pas possible de comprendre l'engagement total et les sacrifices de générations de militants du mouvement ouvrier à travers le monde à la cause du socialisme international (ou du communisme). Comme le vieux bolchevik Adolf Yoffé l'écrivait à Trotsky dans sa dernière lettre (avant de se suicider en 1927) : « *La vie humaine n'a pas de sens si elle n'est pas placée au service d'un infini, qui pour nous est l'humanité.* »

Cependant, si l'internationalisme n'était qu'un principe moral, un impératif catégorique, il serait facile de le rejeter comme une belle utopie. Si ce n'est pas le cas, c'est que l'internationalisme prolétarien tire sa force politique de conditions objectives, concrètes et matérielles, déjà analysées par Marx dans le *Manifeste du parti communiste* : l'unification économique du monde par le système capitaliste.

Comme toute totalité dialectique, le capitalisme mondial n'est pas la somme de ses parties, les économies nationales, de même que la lutte de classes internationale n'est pas la somme des luttes nationales. L'un et l'autre constituent un tout organique, avec ses propres formes d'évolution, distinctes des particularités de ses composantes. Georg Lukacs a insisté dans *Histoire et conscience de classe* sur le fait que la catégorie de totalité était, au plan méthodologique, le fondement même du postulat révolutionnaire. Du point de vue dialectique de la totalité, une situation locale ou nationale ne peut être comprise théoriquement et transformée pratiquement, si l'on ignore comment elle s'articule avec l'ensemble, c'est-à-dire avec l'évolution mondiale économique, sociale et politique.

D'ailleurs l'analyse de Marx dans le *Manifeste*, loin d'être anachronique, convient encore mieux à notre époque qu'à la sienne : l'impérialisme a imposé au système capitaliste mondial un degré d'intégration bien plus élevé, et le contrôle du marché par les monopoles multinationaux est incomparablement plus grand ; en un mot, l'unification de la planète par le mode de production capitaliste a atteint aujourd'hui un niveau qualitativement plus élevé qu'en 1848. Et cette unification économique trouve également une expression politique et militaire avec l'atlantisme occidental,

l'interventionnisme américain, etc. Cela signifie que l'internationalisme plonge ses racines dans la structure de l'économie et de la politique mondiales ; l'internationalisme socialiste consiste aussi en la prise de conscience de cette réalité objective.

Quel est alors le facteur décisif de la lutte de classes : les conditions nationales ou internationales ? Doit-on privilégier l'importance du processus mondial, ou bien, comme Mao a pu l'écrire, les facteurs internes et les déterminations nationales (endogènes) ? Posée ainsi, la question ne mène nulle part. Elle implique une séparation abstraite, métaphysique et statique entre le national et l'international, l'« interne » et l'« externe », le « dedans » et le « dehors ». Le point de vue dialectique repose précisément sur la compréhension de l'unité contradictoire entre l'économie nationale et le marché mondial, entre la lutte de classes nationale et internationale — unité qui apparaît déjà dans le fait que la spécificité nationale (économique et sociale) est le produit du développement inégal du capitalisme international.

En revanche, ce qui est faux dans le *Manifeste*, et dans d'autres écrits de Marx, c'est l'idée selon laquelle le capitalisme industriel moderne est essentiellement une force d'homogénéisation, qui crée des conditions de vie et de lutte identiques pour les exploités de tous les pays. Dans un essai écrit en 1845 (et récemment découvert) il écrivait cette phrase surprenante : « *La nation de l'ouvrier, ce n'est ni la France, l'Angleterre ou l'Allemagne, c'est le labeur, l'esclavage salarié, la vente de soi-même. Son gouvernement n'est pas français, anglais ou allemand, c'est le Capital. L'air qu'il respire n'est pas français, anglais ou allemand, c'est l'air de l'usine. La terre qui lui revient n'est ni française, ni anglaise, ni allemande, elle se trouve quelques pieds sous terre*⁸. » Cette thèse contient une grande part de vérité, mais elle ignore non seulement les spécificités culturelles de chaque nation (que le capitalisme n'abolit en rien) mais aussi les différences socio-économiques qui existent entre les prolétariats des différentes nations, qui résultent du développement inégal et combiné du système capitaliste mondial. On ne peut par ailleurs oublier l'importance des particularités nationales dans la « formation de la classe ouvrière » de chacun des pays, ainsi que dans le développement de sa propre tradition de résistance et de lutte anticapitalistes.

En d'autres termes : même si, dans les métropoles impérialistes comme dans les pays dominés, le capitalisme fait naître un prolétariat moderne qui s'oppose au même ennemi, et partage les mêmes intérêts historiques objectifs, cela ne signifie en aucun cas que leurs conditions de vie matérielle et sociale (sans parler des cultures nationales) sont identiques... Comme Léon Trotsky a pu l'écrire : « *Si nous prenons l'Angleterre et l'Inde comme les deux pôles du capitalisme, nous devons reconnaître que l'internationalisme des prolétariats anglais et indien n'est en rien fondé sur l'identité de leurs conditions, tâches et méthodes, mais sur leur étroite interdépendance*⁹. » Le capitalisme mondial crée d'incroyables inégalités et de profondes différences dans les conditions de vie entre le centre et la périphérie du système : seule la relation de complémentarité et de réciprocité qui existe entre les différents pays peut engendrer la solidarité

internationale. C'est pourquoi les mouvements antiguerre des années cinquante en France, et des années soixante et soixante-dix aux Etats-Unis ont puissamment épaulé la lutte des peuples algériens et indochinois — et *vice versa* : ces luttes coloniales ont contribué au déclenchement de la contestation radicale dans les pays du centre.

La même logique de complémentarité s'applique aussi, mais dans un contexte différent, au lien entre la lutte pour la démocratie socialiste à l'Ouest et dans les sociétés post-capitalistes de l'Europe de l'Est : ce n'est pas l'identité de situation qui crée une relation de réciprocité et de soutien mutuel, mais la communauté d'objectif. Les événements de Tchécoslovaquie de 1968 furent le point de départ de cette dynamique internationaliste, mais elle a été étouffée par l'invasion soviétique avant de pouvoir révéler toutes ses potentialités. En tout cas, il ne fait aucun doute que l'existence des Etats post-capitalistes (bureaucratisés) crée une nouvelle dynamique internationale (que Marx et les classiques n'avaient pas prévue) ainsi qu'une nouvelle forme d'internationalisme qui ne découle pas de l'unité du capitalisme mondial. Cette forme nouvelle résulte de l'intérêt commun du mouvement ouvrier, à l'Est et à l'Ouest, de voir la dictature bureaucratique abolie dans les sociétés post-capitalistes, réduisant ainsi à néant le plus efficace argument idéologique des classes dominantes occidentales à l'encontre d'un changement radical, c'est-à-dire socialiste.

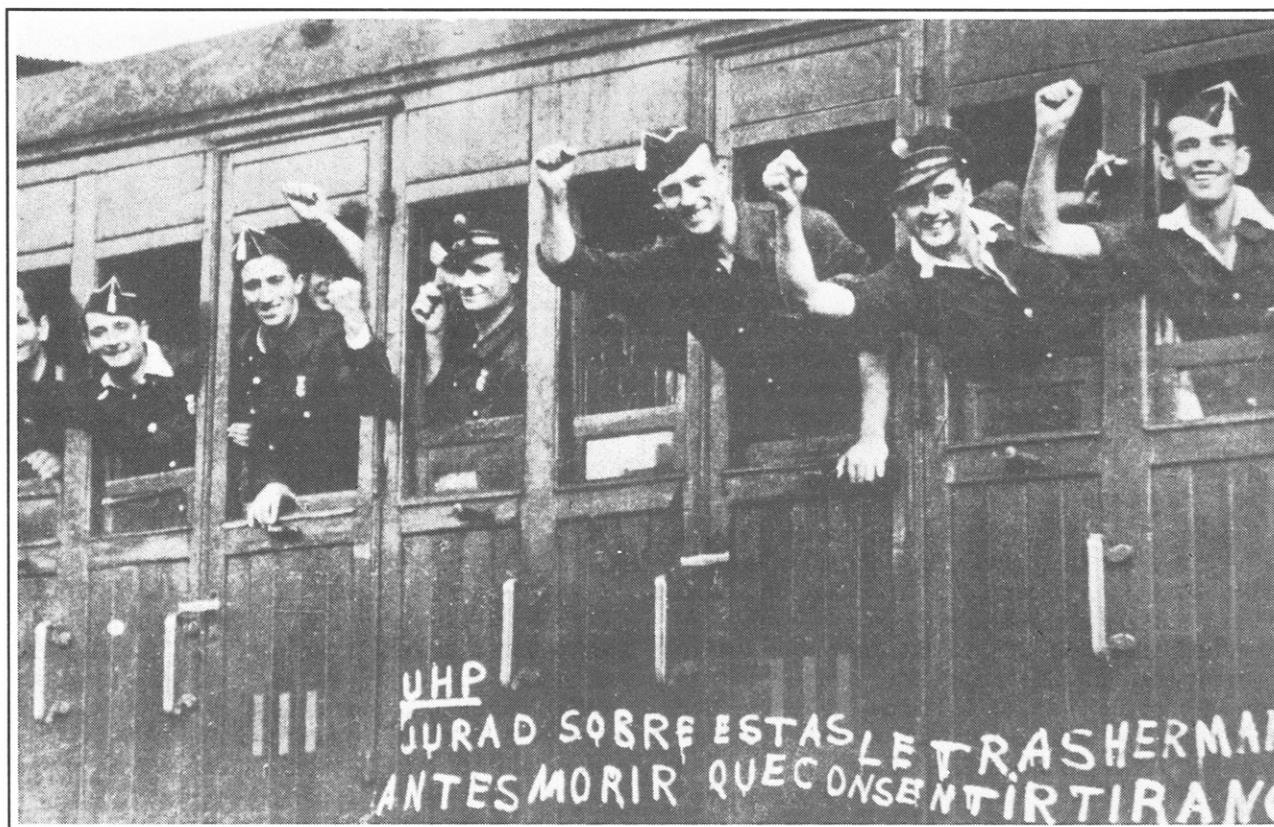
Pour résumer : l'internationalisme n'est pas l'expression de l'identité de conditions de vie des exploités et des opprimés de tous les pays, mais une relation dialectique de complémentarité entre au moins trois sortes de luttes : le mouvement ouvrier socialiste dans les sociétés capitalistes

avancées ; le mouvement de libération sociale et nationale dans les pays capitalistes dépendants ou coloniaux, et le mouvement antibureaucratique pour la démocratie socialiste dans les sociétés post-capitalistes.

La persistance du nationalisme

Les marxistes ont souvent sous-estimé le rôle de la question nationale ainsi que l'importance de la libération nationale pour les peuples dominés. Cela fait partie d'une tendance plus large à oublier, négliger ou au moins sous-estimer les formes d'oppression qui ne sont pas des oppressions de classe : nationale, raciale ou sexuelle. Ce n'est pas que le marxisme soit incapable en tant que tel de prendre en compte ces dimensions, mais c'est l'approche économiste qui a dominé une bonne partie de la pensée marxiste (et aussi certains des propres écrits de Marx !) qui conduit à un tel résultat.

Les marxistes ont très souvent aussi sous-estimé la puissance du nationalisme. Une combinaison spécifique d'économisme et d'illusions sur un progrès linéaire (héritées des Lumières) conduit à l'idée fautive selon laquelle le déclin du nationalisme serait inévitable. Par exemple, dans le *Manifeste* : « *Déjà les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté de commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent*¹⁰. » La II^e Internationale, elle aussi, pensait que le nationalisme appartenait au passé et Karl Kautsky rêvait d'un avenir socialiste sans nations et d'une langue unique : « *Les nations vont peu à peu fusionner entre elles, sans violence, un peu à la manière de*



la population romane des cantons des Grisons en Suisse, qui, insensiblement et sans résistance, est en train de se germaniser elle-même, parce qu'elle réalise qu'il est préférable de parler une langue comprise largement, plutôt qu'une langue qui n'est parlée que dans quelques vallées¹¹. » Il est évident qu'avec de telles conceptions les marxistes étaient mal préparés à affronter la fantastique vague de nationalisme qui, à partir d'août 1914, s'empara du mouvement ouvrier et conduisit à « l'Union Sacrée en défense de la patrie » — et au massacre de millions d'ouvriers de tous les pays. Kautsky lui-même se rallia à la « défense nationale » de l'Empire germanique, en expliquant que le socialisme international était un instrument adapté aux époques pacifiques, mais qu'il fallait le ranger discrètement en temps de guerre...

Pour une confrontation efficace avec le nationalisme, il faut donc commencer par abandonner les illusions sur un progrès linéaire, autrement dit la croyance naïve en une évolution pacifique, en un dépérissement graduel du nationalisme et des guerres nationales, grâce à la modernisation et à la démocratisation des sociétés industrielles, à l'internationalisation des forces productives, etc.

Comment expliquer cette force incroyable du nationalisme au cours du xx^e siècle ? Une première réponse possible renvoie à l'argument marxiste classique : le nationalisme est une idéologie bourgeoise et sa prégnance sur les masses populaires est l'une des principales formes que prend la domination idéologique de la bourgeoisie dans les sociétés capitalistes. Cette analyse n'est pas fautive, mais ne suffit pas à expliquer la force d'attraction du nationalisme, y compris parfois sur des fractions significatives du mouvement ouvrier. D'autres facteurs doivent être pris en considération :

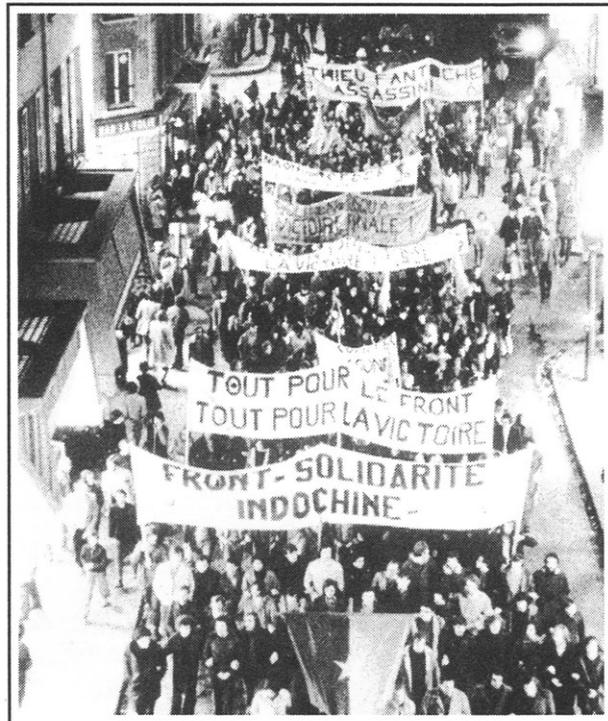
1. Des conditions économiques et matérielles concrètes, à savoir la concurrence entre travailleurs de différentes nations (ou Etats), qui résulte de la nature du capitalisme lui-même. Il s'agit certes d'intérêts à court terme — comme par exemple d'empêcher l'importation de produits étrangers qui pourrait créer du chômage — mais leur poids réel peut cacher aux travailleurs en concurrence leur intérêt historique commun : l'abolition de l'exploitation. D'ailleurs, ceci peut se produire y compris à l'intérieur d'une seule nation, lorsque des travailleurs au chômage se portent volontaires pour casser une grève. Marx lui-même reconnaissait dans le *Manifeste* que la concurrence entre travailleurs constitue une menace constante de division et de destruction pour leur organisation commune.

2. Des tendances irrationnelles, telles que le nationalisme chauvin, le fanatisme religieux, le racisme et le fascisme. Il s'agit là d'un phénomène psychique complexe, qui reste à étudier. Les travaux de Reich sur la psychologie de masse du fascisme, d'Erich Fromm sur la « peur de la liberté », d'Adorno sur la personnalité autoritaire représentent les premières contributions importantes à une explication. Le nationalisme est par nature une idéologie irrationnelle : il ne peut fournir aucun critère rationnel justifiant la prééminence d'une nation sur les autres — puisque l'essence du rationalisme, lorsqu'il n'est pas purement instrumental — est de tendre à l'universel. Il doit donc faire appel à des mythes non rationnels tels que la mission divine attribuée à une nation, la supériorité

innée et éternelle d'un peuple, le droit à un espace vital (*Lebensraum*) toujours plus étendu, etc. Il peut également avoir recours à des formes de légitimation pseudo-rationnelles et pseudo-scientifiques de nature géopolitique, raciale, anthropologique, etc. Bien souvent, il ne repose sur aucune réalité historique et culturelle, et sert simplement d'idéologie officielle à des Etats plus ou moins artificiels, dont les frontières sont le produit accidentel de la colonisation et/ou de la décolonisation (en Afrique et en Amérique latine par exemple).

Les deux nationalismes

Mais il existe une autre raison à la montée du nationalisme, qui doit être traitée tout à fait sérieusement par les marxistes et les socialistes : c'est la lutte pour leur libération des nations opprimées et colonisées. Bien que le marxisme soit en tant que



tel opposé à l'idéologie nationaliste, il doit établir clairement une distinction entre le nationalisme des oppresseurs et le nationalisme des opprimés. Il doit par conséquent soutenir toutes les luttes de libération nationale, ou pour le droit à l'autodétermination des nations opprimées, même si leur idéologie (ou celle de leurs dirigeants) est nationaliste. Bien sûr, les internationalistes marxistes qui participent à un mouvement de libération nationale devront conserver leur indépendance, et chercher à persuader les masses populaires exploitées de la nécessité de développer leur lutte (selon un processus ininterrompu) au-delà des objectifs nationaux, vers une transformation révolutionnaire socialiste. Mais ils ne peuvent ignorer ou sous-estimer la signification de l'aspiration populaire à l'autonomie nationale.

La raison ne réside pas seulement dans l'opposition des socialistes à toute forme d'oppression (nationale, raciale, sexuelle, ou de classe) mais aussi parce qu'il existe une relation dialectique

entre les droits nationaux et l'internationalisme. L'internationalisme socialiste ne peut se développer si le mouvement ouvrier ne reconnaît pas l'égalité de droits de toutes les nations. De même que l'unité et la solidarité des travailleurs d'un seul et même pays ne peut s'établir autrement que sur un pied d'égalité, de même l'unité internationaliste des exploités ne peut être acquise que sur la base de la reconnaissance des droits nationaux de chaque peuple — et en particulier de son droit à l'autodétermination. Quand Lénine insistait pour que le Parti ouvrier social-démocrate de Russie reconnaisse le droit à l'autodétermination de la Pologne, c'est-à-dire le droit pour le peuple polonais de décider lui-même de l'établissement ou non d'un Etat séparé, il ne le faisait pas seulement parce que la lutte de la nation polonaise contre le tsarisme était historiquement progressiste (selon l'argument de Marx et Engels) mais surtout parce que c'était la précondition à une alliance internationaliste entre les travailleurs russes et polonais. La reconnaissance des droits nationaux est une condition essentielle de la solidarité internationale, dans la mesure où elle permet de résorber les méfiances, les haines et les peurs qui opposent les nations et nourrissent le chauvinisme. Comme l'a écrit Lénine, sans le droit au divorce — en d'autres termes à un Etat séparé — il ne peut y avoir de mariage libre, en l'occurrence d'unification ou de fédération de nations. Malheureusement, après Octobre 1917, la politique du gouvernement bolchevik (Lénine inclus) n'a pas toujours correspondu à ces principes : invasion de la Pologne en 1920, occupation de la Géorgie en 1921, etc.

L'un des aspects les plus négatifs de la fameuse brochure de Staline de 1913 est que, contrairement à Lénine, elle ne faisait aucune distinction entre le nationalisme grand-russe oppresseur et le nationalisme des nations opprimées de l'Empire tsariste. Dans un paragraphe très révélateur de son essai, il rejetait dans les mêmes termes le nationalisme « belliqueux et répressif » venant « d'en haut » — c'est-à-dire celui de l'Empire tsariste — et la « vague de nationalisme d'en bas qui se transforme parfois en chauvinisme le plus grossier » des Polonais, des Juifs, des Tatars, des Ukrainiens, des Géorgiens, etc. Non seulement il ne réussissait pas à faire la différence entre nationalisme « d'en haut » et nationalisme « d'en bas », mais allait jusqu'à adresser les critiques les plus sévères aux sociaux-démocrates des nations opprimées qui n'avaient pas su « résister » face aux mouvements nationalistes.

Ce n'est pas parce qu'ils établissent une telle distinction entre le nationalisme des oppresseurs et celui des opprimés que les internationalistes socialistes doivent se rallier à ce dernier. Mais ils perçoivent sa nature contradictoire : sa dimension émancipatrice en tant que rébellion contre une oppression injuste, et ses limites en tant qu'idéologie fondée sur des particularismes. Il est donc tout à fait logique que tout mouvement combattant réellement pour la révolution sociale dans une nation opprimée place nécessairement la libération nationale au centre de sa lutte, tout en la liant à l'émancipation sociale vis-à-vis de l'exploitation capitaliste — le Nicaragua en est l'exemple le plus récent —, tandis que dans les métropoles impérialistes c'est le refus du nationalisme qui se trouve au

cœur de toute confrontation radicale avec l'ordre établi — du mouvement antiguerre aux USA au Mai français (dont l'un des principaux slogans était « les frontières, on s'en fout ! »).

Cela dit, il faut insister sur le fait que la distinction entre les deux sortes de nationalisme est toujours relative et non absolue. Premièrement, parce que l'opprimé d'hier peut aisément devenir l'opresseur de demain : les exemples historiques récents ne manquent pas... Deuxièmement, parce que le nationalisme des nations opprimées est souvent à double tranchant : libérateur vis-à-vis de l'opresseur, mais oppressif à l'encontre de ses propres minorités nationales. Et troisièmement, parce qu'aucune des deux formes de nationalisme n'est exempt d'éléments de chauvinisme, de rejet global de « l'autre » et — parfois — de racisme.

Lénine a été probablement le penseur marxiste « classique » qui a le mieux compris la dialectique entre internationalisme et droits nationaux. Dans certains de ses écrits, il présente cependant les droits démocratiques des nations comme une partie devant être subordonnée au tout qui est le mouvement démocratique et socialiste mondial. Cette formulation me semble dangereuse et quelque peu mécaniste. Si la révolution socialiste c'est l'auto-émancipation du prolétariat — en alliance avec tous les autres groupes sociaux exploités et opprimés —, alors elle doit aller de pair avec l'autodétermination démocratique de la nation. Un peuple à qui le « socialisme » serait imposé de l'extérieur, contre sa volonté, ne connaîtrait qu'une caricature de socialisme, inévitablement condamné à la dégénérescence (beaucoup des pays d'Europe de l'Est illustrent cette règle !). A mon avis, il vaudrait mieux — et cela correspondrait à l'esprit de la plupart des écrits de Lénine sur la question nationale — concevoir la révolution socialiste et la fraternité internationale du prolétariat comme le but des marxistes, et l'autodétermination des nations comme un moyen nécessaire pour y parvenir. Moyens et fins sont dialectiquement articulés, de telle sorte que la subordination de la dimension nationale à l'internationalisme exclut la possibilité de la « sacrifier » à ce dernier.

Si l'internationalisme socialiste s'oppose à l'idéologie nationaliste, cela ne signifie en aucun cas qu'il rejette les traditions historiques et culturelles nationales. De la même façon que les mouvements internationalistes de chaque pays doivent parler la langue nationale, il leur faut aussi parler le langage de l'histoire et de la culture nationales — tout spécialement, bien sûr, lorsque cette culture est opprimée. Comme Lénine le reconnaissait, toute culture et toute histoire nationale contiennent des aspects démocratiques, progressistes, révolutionnaires qu'il faut incorporer à la culture socialiste du mouvement ouvrier, et des aspects réactionnaires, chauvins et obscurantistes qui doivent être combattus sans compromission. La tâche des internationalistes est de réaliser la fusion de l'héritage historique et culturel du mouvement socialiste mondial avec la culture et la tradition de leur peuple, dans sa dimension radicale et subversive — souvent déformée par l'idéologie bourgeoise, ou bien cachée et étouffée par la culture officielle des classes dominantes. De même que les marxistes doivent tenir compte, dans la lutte révolutionnaire, des spécificités nationales de



leur formation sociale, de même doivent-ils intégrer, dans leur lutte idéologique, les particularités nationales de leur histoire et de leur culture propres. C'est ce que le FSLN a réussi au Nicaragua, en articulant le marxisme avec l'héritage de Sandino, comme tradition vivante dans la mémoire collective du peuple nicaraguayen. Un processus similaire s'était déroulé à Cuba, avec la tradition démocratique et anti-impérialiste représentée par José Martí, en Amérique du Sud avec le passé de rébellions indiennes symbolisé par Tupac Amaru, etc.

Les nations dans le socialisme

Si le socialisme, au sens marxiste, c'est-à-dire une société sans classe et sans Etat, peut exister seulement à l'échelle mondiale, quelle pourrait être alors la place des nations dans la future patrie planétaire socialiste ? Ceci n'est pas une question purement utopique et sans intérêt, dans la mesure où la nature internationaliste de l'objectif final de la révolution socialiste devrait marquer au moins en partie les formes actuelles de lutte. Pour le matérialisme, l'Etat-nation n'est pas une catégorie éter-

nelle : ce n'est pas le produit de la « nature humaine », ni d'une quelconque loi biologique naturelle (thèse mise en avant par certains « sociobiologistes » ultra-réactionnaires qui prétendent déduire la nation du « principe territorial » de certaines espèces animales...); il n'a pas toujours existé et rien ne dit qu'il existera toujours dans l'avenir. En un mot, il s'agit d'un produit de l'histoire, que l'histoire peut rendre caduc. La nécessité d'une forme d'organisation structurée (ou « institutionnelle ») est un besoin universel de toute société humaine. Cette organisation peut aussi bien prendre des formes nationales, qu'infra-nationales (le clan, la tribu) ou supra-nationales (les civilisations religieuses). L'Europe médiévale est un exemple caractéristique d'une organisation sociale et politique combinant des structures locales qui sont des « pré-nations » (les fiefs, les principautés, etc.) et des structures universelles qui se situent « au-delà des nations » (le Saint-Empire, l'Eglise). Le nationalisme moderne a émergé autour des XIV^e et XV^e siècles, avec la montée du capitalisme et la formation du marché national, précisément à travers la destruction/décomposition de ces deux structures non nationales. Il n'y a donc pas de raison a priori de refuser la possibilité, dans l'avenir, d'une nou-

tion supra-nationale de la société humaine, une république socialiste mondiale, qui, en unifiant économiquement et politiquement le genre humain, réduirait pour l'essentiel la nation à sa dimension culturelle. La culture universelle qui se développerait dans un tel cadre pourrait coexister pacifiquement avec la riche diversité des cultures nationales. C'est probablement ce que Marx et Engels avaient à l'esprit lorsqu'ils écrivaient dans le *Manifeste* que la révolution prolétarienne abolirait « les démarcations nationales (*Absonderungen*) et les antagonismes entre les peuples¹² ». Comme l'a souligné le fameux historien marxiste, Roman Rosdolsky, ceci n'implique « certainement pas l'abolition des communautés ethniques et linguistiques (ce qui aurait été absurde !) mais celle de la délimitation politique des peuples. Dans une société où, pour reprendre les termes du *Manifeste*, la puissance publique perdra son caractère politique et où l'Etat en tant que tel dépérira, il ne peut y avoir de place pour des "États nationaux" ». Bien sûr, comme Marx l'avait reconnu dans le *Manifeste*, le prolétariat doit commencer par prendre le pouvoir dans le cadre de l'Etat national, mais cet Etat prolétarien séparé « ne sera qu'une étape transitoire vers la future société sans classes et sans Etat, puisque la construction d'une telle société n'est possible qu'à l'échelle internationale¹³ ». On peut sans aucun doute trouver dans



les écrits de Marx et d'Engels (en particulier dans les années 1845-1848) la perspective d'une société communiste qui serait une « cité mondiale » sans frontières, une *Gemeinschaft* universelle, une fédération socialiste internationale, dans laquelle disparaîtraient non seulement les antagonismes et les conflits nationaux mais aussi les différences économiques, sociales et politiques (pas culturelles) entre nations¹⁴.

Ce point a fait l'objet de nombreux débats au sein du marxisme du xx^e siècle. On peut y repérer deux tendances principales :

1. Ceux qui ont privilégié (ou considéré comme inévitable) la perspective d'une assimilation de toutes les nations en une culture socialiste universelle commune : Kautsky, Lénine, Staline, Pannekoek, Strasser. La théorie de Kautsky d'une langue internationale unique est l'expression cohérente de cette position.



2. Ceux qui croyaient au libre développement de toutes les cultures nationales au sein d'une communauté universelle intégrée : Otto Bauer, Trotsky et Rosa Luxemburg. Léon Trotsky écrit par exemple dans un essai de 1915 : « La nation est un facteur permanent et actif de la culture humaine. Et dans un régime socialiste, la nation, libérée des chaînes de la dépendance politique et économique, sera appelée à jouer un rôle fondamental dans le développement historique...¹⁵ »

Une troisième position, de « neutralité nationale », est esquissée par Vladimir Medem, le dirigeant du Bund juif : il n'est pas possible de prédire si le développement historique futur conduira ou non à l'assimilation de la nation juive. En tout cas, les marxistes ne devraient ni empêcher ni encourager ce processus d'assimilation, mais rester neutres¹⁶. Si l'on généralise cette position à toutes les cultures nationales (ce que Medem ne faisait pas) on obtient une conception originale et nouvelle du problème¹⁷ : constatant l'impossibilité de prévoir l'avenir de chaque culture nationale — et même du fait national-culturel en tant que tel —, les socialis-

tes n'ont pas à prendre position à priori ni pour ni contre la préservation de ces cultures.

Nationalisme et internationalisme au xx^e siècle

Qu'est-il advenu de l'internationalisme socialiste au cours de ce siècle ? Août 1914 a provoqué un effondrement catastrophique de l'internationalisme, lorsque la grande majorité du mouvement ouvrier socialiste (les dirigeants comme les militants de base) fut submergée par l'immense vague d'hystérie nationaliste (et chauvine), au nom de la « défense nationale ». Cela, cependant, ne devait pas marquer la fin de l'internationalisme, mais le début d'une nouvelle montée internationaliste au sein du mouvement ouvrier : d'abord limitée à de petits cercles de révolutionnaires ou de pacifistes, puis, après Octobre 1917, se développant en un impressionnant mouvement de masse, l'Internationale communiste. L'existence du Komintern, mouvement mondial mettant réellement en pratique l'internationalisme prolétarien (au moins durant ses premières années), constitue une preuve historique démontrant avec force que l'idéal de solidarité internationale des exploités n'est pas

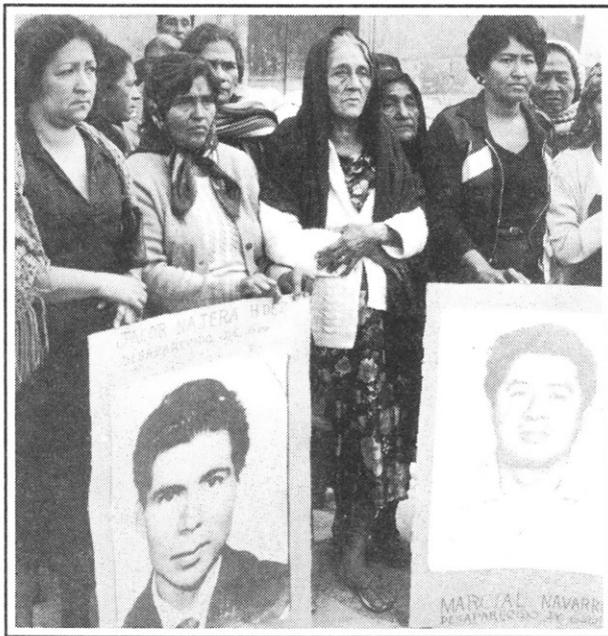
seulement une utopie, un principe abstrait, mais qu'il peut, dans des circonstances données, exercer une attraction de masse sur les travailleurs et d'autres couches sociales exploitées. Dans plusieurs pays européens ou coloniaux importants, la III^e Internationale conquiert bientôt la majorité du mouvement ouvrier organisé, démentant le mythe conservateur selon lequel les grandes masses du peuple travailleur ne peuvent dépasser l'idéologie nationale. C'est une démonstration décisive du fait que l'internationalisme — de même que la conscience de classe en général — est une possibilité objective, fondée sur la réalité et ses contradictions ; certes, sa réalisation pratique dépend des circonstances historiques et du combat politique des forces révolutionnaires pour gagner les travailleurs et les libérer des œillères du nationalisme. En d'autres termes : l'internationalisme marxiste — comme d'ailleurs l'espérance révolutionnaire — est fondée non seulement sur une analyse objective de l'économie et de la politique mondiales, mais aussi sur un pari historique : un pari sur la rationalité de la classe ouvrière, sur la capacité des masses populaires à comprendre, tôt ou tard, leurs intérêts objectifs historiques.

Pendant, ce formidable mouvement de foi et d'action internationalistes — sans précédent dans l'histoire du socialisme — l'incroyable capital



d'énergie et d'engagement internationalistes que représentait l'Internationale communiste, tout cela fut détruit par le stalinisme. Ce dernier canalisa cette énergie au profit du nationalisme bureaucratique, de sa politique d'Etat, et de sa stratégie de pouvoir. L'internationalisme fut mis au service de la diplomatie soviétique, et le mouvement communiste mondial transformé en instrument de la construction du « socialisme dans un seul pays ». La politique menée par le Komintern à l'égard du nazisme allemand, de 1928 jusqu'à sa dissolution en 1943, en fournit l'exemple le plus frappant : ses étranges zigzags avaient peu de rapport avec les intérêts vitaux des travailleurs et des peuples européens, mais étaient exclusivement déterminés par les changements intervenant dans la politique soviétique (stalinienne) d'alliances diplomatiques et militaires.

Néanmoins, l'Europe des années trente put assister au plus impressionnant exemple de pratique internationaliste, avec les Brigades internationales en Espagne et la mobilisation générale en solidarité avec la lutte antifasciste pendant la guerre civile espagnole. Des dizaines de milliers de volontaires — communistes, socialistes, anarchistes, trotskistes, marxistes indépendants, libéraux radicalisés et antifascistes de tendances diverses — vinrent du monde entier aider le peuple espagnol dans sa lutte désespérée contre le fascisme. Grâce à l'aide d'Hitler et de Mussolini (et à la politique dite de « non-intervention » des démocraties occidentales) cette guerre fut perdue, mais le combat des Brigades internationales — dont de nombreux vo-



lontaires tombèrent au champ de bataille — reste l'une des manifestations d'internationalisme les plus grandioses de ce siècle.

Après (et déjà pendant) la Seconde Guerre mondiale le nationalisme retrouva sa place d'idéologie dominante — même au sein des pays du « socialisme réellement existant », qui s'engagèrent dans un processus de confrontation nationaliste (URSS contre Chine) ou de guerre (Chine contre Vietnam). Ce qui restait d'« internationalisme » dans le mouvement communiste interna-

tional après la dissolution du Komintern n'était qu'une fidélité aveugle à l'Union soviétique et à son rôle dirigeant (qui lui aussi est en train de disparaître). Seules faisaient exception de petites tendances révolutionnaires, dont la IV^e Internationale, qui restaient fidèles aux buts internationalistes des débuts du Komintern, mais leur influence était limitée.

Ce déclin de l'internationalisme communiste a laissé un vide idéologique qui devait être rapidement rempli par le nationalisme. Aujourd'hui, comme dans le passé, le contenu du nationalisme peut varier. Le nationalisme réactionnaire est bien vivant dans les métropoles capitalistes avancées, avec sa forme traditionnelle d'hégémonisme colonial ou impérial, ou dans sa forme plus récente de racisme anti-immigrés. Les immigrés des anciennes colonies, qui avaient été recrutés en Europe comme force de travail à bon marché durant les années d'expansion, sont aujourd'hui désignés par



des forces nationalistes semi-fascistes comme les boucs émissaires responsables de tous les maux sociaux qui résultent de la crise (chômage, criminalité, etc.), particulièrement en France, Grande-Bretagne et Allemagne. Mais on peut trouver dans le tiers monde aussi des formes réactionnaires de nationalisme, dans l'idéologie de différents régimes militaires (notamment en Amérique latine et au Moyen-Orient). Le nationalisme peut également servir à justifier des guerres d'expansionnisme territorial ou politique, comme l'invasion du Timor par l'Indonésie, ou la guerre Iran-Irak qui est le conflit national le plus absurde et le plus sanglant de l'histoire récente. Enfin, il peut servir à légitimer l'oppression de minorités nationales, comme dans le cas des Kurdes dans différents pays du Moyen-Orient, de la population africaine non musulmane du Soudan, du peuple érythréen en Ethiopie, etc. On trouve aussi une série de conflits interethniques sanglants entre les opprimés

eux-mêmes, qui illustrent le rôle néfaste du nationalisme comme facteur de division, et comme idéologie de l'exclusion de l'autre : affrontements entre cinghalais et tamouls à Ceylan, entre Mauritanais et Sénégalais en Afrique, etc.

Mais il existe toujours des formes de nationalisme qui — malgré leurs limitations, leurs insuffisances, leurs contradictions — revêtent une dimension émancipatrice. Ce sont, en premier lieu, les mouvements anti-impérialistes et anticoloniaux de libération en Amérique latine, en Afrique (Namibie, Afrique du Sud), au Moyen-Orient (Palestine), etc. Ce sont ensuite les mouvements contre l'oppression nationale dans les sociétés post-capitalistes : minorités nationales en URSS (Juifs,

tamment en Amérique latine — on assiste à l'essor d'une gauche révolutionnaire sensible aux questions internationales, mais qui refuse la tradition stalinienne désastreuse de subordination aveugle à une quelconque « patrie du socialisme » (URSS, Albanie, etc.). Le Front sandiniste, le Parti d'unification mariatéguiste péruvien, et le Parti des travailleurs brésilien sont les exemples les plus marquants de cette tendance. Dans les métropoles industrialisées (et aussi, dans une certaine mesure, dans les Etats post-capitalistes) on voit apparaître, dans les secteurs les plus avancés des mouvements sociaux — le syndicalisme ouvrier, le féminisme, le pacifisme, l'écologie, l'antiracisme — des éléments de conscience internationaliste.



Tatars, Arméniens, etc.) et nations opprimés d'Europe de l'Est : Pologne, Tchécoslovaquie, etc. Et, enfin, ce sont les minorités ou cultures nationales des principaux Etats-nations européens, en lutte pour leur droit à l'autodétermination ou au moins pour une forme d'autonomie nationale (Basques, Catalans, Andalous, Irlandais du Nord, Ecossois, Gallois, Bretons, Corses, etc.¹⁸.

Vers un internationalisme du XXI^e siècle ?

Une nouvelle culture internationaliste est aujourd'hui en formation. Dans le tiers monde — no-

Le nationalisme comme idéologie totale, la haine fanatique de l'autre, le racisme, la xénophobie et le chauvinisme gardent une force considérable : profondément ancrés dans la culture de larges couches sociales dans beaucoup de pays, ils constituent un formidable obstacle pour l'essor du socialisme et de l'internationalisme.

Il est trop tôt pour prévoir si les différentes composantes d'une nouvelle sensibilité internationaliste que nous avons énumérées plus haut seront capables de se combiner harmonieusement, et de constituer une culture internationaliste nouvelle avec une base de masse. Mais il se peut qu'elles soient le modeste commencement de ce que

deviendra l'internationalisme socialiste du XXI^e siècle.

(Traduction et intertitres
de Maxime Durand)

1. Pour un survol historique du débat, voir mon article « *The Marxists and the National Question* », *New Left Review*, n° 96 mars-avril 1976.

2. J. Staline, « *Marxism and the National Question* », *Œuvres*, vol. 2, Moscou 1953, p. 300-381

3. Otto Bauer, *la Question des nationalités et la social-démocratie*, EDI-Arcantère, Paris 1987, ch. III, 17, « Le réveil des nations sans histoire ». Voir à ce sujet le remarquable ouvrage de l'historien marxiste-révolutionnaire ukrainien Roman Rodolsky, *Zur nationalen Frage, Friedrich Engels und das Problem der « geschichtlosen Völker »* (Olle und Wolter, Berlin 1979) qui soumet à une critique rigoureuse — du point de vue du matérialisme historique — la doctrine d'Engels sur les peuples prétendument « sans histoire » (parce que n'ayant jamais eu un Etat indépendant). Sur les débats à propos de la question nationale dans la II^e Internationale, voir Claudie Weill, *l'Internationale et l'autre. Les relations interethniques dans la II^e Internationale*, Arcantère, Paris 1987. Enfin, pour une documentation des textes « classiques » du marxisme à ce sujet, voir G. Haupt, M. Löwy et C. Weill, *Les Marxistes et la question nationale 1846-1917*, Maspero, Paris 1974.

4. Cf. Trotsky sur les Noirs aux USA : « *Un critère abstrait n'est pas décisif dans ce cas : bien plus décisifs sont la conscience historique, les sentiments et les émotions* ». Trotsky *On Black Nationalism and Self-Determination*, New York, Merit 1967, p.16.

5. Hans Kohn, *Nationalism*, Princeton, Von Nostrand, 1955, p. 9.

6. H. Kohn, *op. cit.*, p. 15.

7. Tom Nairn, « *The Modern Janus* », *New Left Review* n° 94, London, novembre-décembre 1975, p. 15.

8. Marx, « *Ueber Friederich List Buch...* » (1845) in *Sozialistische Politik*, Berlin 1972, n° 19, p. 103.

9. L. Trotsky, « *Vorwort zur deutschen Ausgabe* », *Die Permanente Revolution*, Berlin, Verlag Die Aktion, 1930, p. 11.

10. Marx et Engels, *Manifeste du parti communiste*, Œuvres choisies, Tome I, Moscou, p. 40-41. Pour une

intéressante critique de cet aspect de la tradition marxiste, voir T. Nairn, *Op. cit.*, p.19-21, 26-27.

11. Karl Kautsky, « *Die moderne Nationalität* », *Die Neue Zeit*, V, 1887, p. 451.

12. Marx et Engels, *op.cit.*, p. 40.

13. Roman Rosdolsky, « *Worker and Fatherland* » *A Note on a passage in the Communiste Manifesto, Science and Society*, Summer 1965, vol. 24, n° 3, p. 335-337.

14. Pour un traitement plus développé de cette idée, voir mon article « *Marx and Engels : cosmopolites* », in *Critique. A Journal of Socialist Theory*, n° 14, 1981.

15. L. Trotsky, « *Nation et économie* », 1915, in *Pluriel-Débat*, Paris, n° 4, avril 1975, p. 48. Notre analyse est empruntée à l'excellent article d'Enzo Traverso « *Socialismo e nazione : rassegna di una controversia marxista* », *Il Ponte*, XL, 1984, n° 1, p. 60.

16. Vladimir Medem, *The national question and social-democracy*, Vilna 1906, cité par Arieh Yaari, *le Défi national. Les théories marxistes sur la question nationale à l'épreuve de l'histoire*, Paris, Anthropos 1978, p. 186-187.

17. E. Traverso, *op. cit.*, p. 61.

18. Pour une analyse intéressante et stimulante de cette nouvelle montée des minorités nationales face aux Etats-nations établis, et son potentiel anticapitaliste, on peut se reporter au travail récent d'un marxiste basque : Gurutz Jauregui Bereciartu, *Contra el Estado-nacion. En torno al hecho y la cuestion nacional*, Madrid, Siglo XXI, 1986.

* Cet article de Michaël Löwy, consacré au problème du nationalisme et de l'internationalisme, nous invite à poursuivre les nécessaires réflexion et débat sur la question de l'internationalisme aujourd'hui.

Nous renvoyons nos lecteurs à *Critique communiste*, n° 79-80, novembre-décembre 1988, pour les cinquante ans de la IV^e Internationale. En particulier « *Internationalisme et solidarité anti-impérialiste* » de Pierre Rousset et « *Vers l'an 2000 : pour un nouvel internationalisme ouvrier et démocratique* » de Peter Waterman.

Cf. aussi Enzo Traverso, « *Marxisme et question nationale* », in *Critique communiste*, n° 66, septembre 1987, et « *Otto Bauer et la question nationale* », in *Critique communiste*, n° 78, octobre 1988.



Le tiers monde et ses crises

Michel DUPONT

L'EPOQUE est fertile en paradoxes, mais il en est peu d'aussi grimaçants que celui-ci : c'est précisément depuis que les politiques économiques et monétaires menées par les pays développés au début des années quatre-vingt enfoncent des dizaines de pays, voire un continent entier (l'Afrique), dans une dramatique spirale régressive, que les penseurs modernistes, revenus de toutes les idéologies, surtout progressistes, dénoncent les « autoflagellations tiers mondistes » et réhabilitent la mission civilisatrice de l'homme blanc¹. Peut-être à contre-courant des tristes réalités mais avec un sens très sûr des exigences de la défense idéologique de l'Occident, ces intellectuels ne se contentent pas de réfuter les accusations selon lesquelles colonialisme et impérialisme auraient porté tort aux peuples du tiers monde et provoqué le sous-développement ; ils nient même que le « tiers monde » ait une quelconque existence ailleurs que dans les esprits masochistes judéo-chrétiens des « tiers mondistes ».

Plus significativement encore, ces thèses aussi vieilles que le colonialisme rencontrent un écho chez certains analystes critiques pour lesquels la « dépendance » et l'impérialisme seraient des notions désuètes, et la diversité des pays dits « sous-développés » l'emporterait désormais sur leur unité². Pour d'autres, le tiers monde existe encore comme héritage du passé colonial, mais se différencie des pays développés surtout par sa forte croissance démographique et « il n'est plus possible aujourd'hui de se référer à une liste de caractéristiques communes des pays du tiers monde³ ».

Ne peut-on pas dire en effet qu'il n'y a rien de commun entre le Brésil et le Burundi ? N'y avait-il pas par ailleurs, chez certains théoriciens marxistes ou tiers mondistes des années soixante, une tendance à diagnostiquer un peu vite le blocage inéluctable de l'industrialisation des pays « dépendants » ? L'exemple des « nouveaux pays industrialisés » ne donne-t-il pas en effet raison aux théoriciens du « rattrapage » — selon lesquels les pays « en voie de développement » n'avaient, comme leur nom l'indique, que quelques étapes de retard

sur la voie royale du progrès économique tracée par les pays riches —, contre les théoriciens de la « dépendance » qui présentaient le sous-développement de la majeure partie du globe comme la condition nécessaire au développement des pays impérialistes ? Notre réponse à ces questions sera nuancée... mais globalement négative.

Pour résumer le point de vue qui sera ici défendu, il nous semble que, malgré certaines erreurs d'analyse et de pronostic, les théoriciens⁴ qui insistaient sur le caractère irrémédiablement inégal et hiérarchisé du fonctionnement du marché capitaliste mondial avaient cent fois raison contre les tenants de la vision d'une économie mondiale unitaire où chaque pays n'aurait qu'à faire jouer ses « avantages comparatifs »⁵ pour gagner. Renvoyer dos à dos les deux problématiques comme inadéquates, comme le fait par exemple C. Ominami, semble constituer davantage une facilité de plume qu'un bilan sérieux des controverses passées.

Partant de la question « qu'est-ce qui fait l'unité du tiers monde aujourd'hui ? », nous allons tenter de montrer comment l'enjeu théorique central est la capacité à rendre compte de la polarisation fondamentale du marché capitaliste mondial. Mais, pour appartenir au pôle dominé, tous les pays du tiers monde n'en sont évidemment pas identiques : on examinera donc ensuite les racines de cette diversité, qui s'est indéniablement accrue dans les dernières décennies. Enfin, on donnera un aperçu rapide de l'impact de la crise sur les différents types de pays et des perspectives qui s'offrent à eux.

L'unité du tiers monde

La description classique de l'économie capitaliste mondiale comme une structure hiérarchisée comportant un centre (principalement les USA, l'Europe occidentale, le Japon, soit le « Nord ») et une périphérie (l'Afrique, l'Amérique latine, l'Asie hormis la Chine et le Japon, soit le « Sud ») a été élaborée dans les années cinquante, mais trouve son origine dans l'analyse de l'impérialisme pro-

duite par les théoriciens marxistes du début du siècle.

Qu'est-ce qui permet de dire qu'elle a gardé sa pertinence en cette fin de siècle ? Simplement l'évidence des faits : les pays du « tiers monde » — si l'on exclut de cette catégorie les pays non capitalistes tels la Chine — continuent, malgré leurs différences, à présenter une série de traits communs fondamentaux, et il ne semble pas excessivement ambitieux de les énumérer :

● **La proportion élevée de la population active dans l'agriculture** (tous les pays du tiers monde, à l'exception de ceux du Cône sud de l'Amérique latine, ont plus de 30 % d'actifs agricoles, contre 7 % en moyenne pour les pays capitalistes du centre) montre une pénétration encore très incomplète des rapports de production capitalistes ; l'agriculture demeure sous-productive et insuffisante pour couvrir les besoins (l'apport calorique journalier moyen est de 2 470 calories par habitant dans les pays dits « en développement », et de 3 417 dans les pays du centre où les agriculteurs sont pourtant en proportion quatre fois moins nombreux) ; sa meilleure part est souvent orientée vers l'exportation (les produits agricoles constituent 21 % des exportations, contre 13 % pour les pays du centre).

● **Le sous-emploi d'une fraction massive de la population active**, le plus souvent lié soit à la persistance de rapports de production archaïques dans l'agriculture, soit à l'exode rural provoqué par l'effondrement de ces rapports de production et au gonflement anarchique des villes, soit à une combinaison des deux ; la reproduction permanente d'une énorme armée de réserve est sans doute à la racine des contradictions sur lesquelles achoppe le développement capitaliste. En effet, elle permet le maintien des salaires réels à un niveau extrêmement bas, parfois inférieur au simple niveau de subsistance : l'offre de main-d'œuvre, dépassant structurellement les capacités d'absorption de l'économie officielle, se déverse dans un gigantesque « secteur informel » urbain, réservoir inépuisable de force de travail sous-payée pour les capitalistes. La gestion libre de la main-d'œuvre ne rencontre guère d'obstacles : les garanties sociales sont faibles, voire inexistantes, et le mouvement ouvrier le plus souvent en butte à une répression sévère. L'écrasant déséquilibre des rapports de forces entraîne à long terme deux conséquences dommageables au développement capitaliste : l'étroitesse du marché intérieur, généralement constitué surtout par des couches privilégiées très limitées, et la faiblesse de l'incitation à l'innovation technologique et sociale.

● **L'ampleur des inégalités sociales** qui en découlent est un des stigmates les plus visibles de ces sociétés : alors que les 10 % les plus riches de la population active reçoivent environ 25 % du revenu total dans les pays développés, ils en accaparent 44 % en Côte-d'Ivoire, 37 % aux Philippines, 40 % au Mexique, et plus de 50 % au Brésil (record des pays qui fournissent cette statistique !). Les centaines de milliers de miséreux qui s'entassent dans les cimetières du centre du Caire (pour y vivre !), ou sur les collines qui surplombent la très chic « Zona Sul » de Rio de Janeiro, dans les favelas, en témoignent assez.

● **La faible capacité d'innovation technologique** rend la quasi-totalité des pays du tiers monde dépendants des multinationales, qui n'y localisent jamais leurs centres de recherches. Seuls le Brésil et l'Inde disposent d'un réel potentiel scientifique, mais très loin de concurrencer les pays leaders, qui concentrent sur leur territoire 97 % des dépenses mondiales de recherche-développement⁶. Ceux-ci ne font d'ailleurs rien pour modifier cet état de fait, comme le montre la véritable guérilla engagée par le gouvernement américain contre le très protectionniste plan informatique brésilien. La Corée, elle-même, est totalement dépendante du Japon sur le plan technologique (les moteurs des voitures Hyundai sont en fait des Mitsubishi).

● **Le surdéveloppement de l'Etat** dans la sphère économique découle de la faiblesse de l'initiative privée « spontanée », qui provient elle-même non d'une incapacité congénitale des bourgeoisies locales, mais du caractère difforme du développement capitaliste. Plus encore qu'au centre, les capitalistes privés ont besoin d'un énorme secteur public qui produise énergie, infrastructure et biens intermédiaires à bas prix, quitte à présenter d'énormes déficits. En Inde, 75 % de la main-d'œuvre non agricole est employée par l'Etat et les entreprises publiques. Au Brésil, la quasi-totalité des industries de base (énergie, chimie, sidérurgie) est composée d'entreprises publiques.

● L'Etat occupe donc une place plus importante qu'au centre pour assurer la reproduction sociale (notamment par la répression) et économique (par des transferts massifs de plus-value, via les prix de vente des produits des entreprises publiques) ; mais son autorité, incontestée à l'intérieur, ne pèse pas très lourd à l'extérieur : **absence de souveraineté monétaire** qui se traduit par l'inconvertibilité *de facto* de la monnaie nationale à l'extérieur des frontières, indexation de celle-ci sur une monnaie forte (généralement le dollar américain), exclusion des lieux de décision du système monétaire et financier international. Le signe le plus sûr de l'appartenance au pôle des pays dominés est que la monnaie nationale possède ce statut de « monnaie de singe », par opposition au club fermé des devises internationales négociables sur tous les marchés monétaires du globe.

On remarquera qu'aucun des critères ci-dessus — excepté le dernier — ne fait référence au mode d'insertion des pays dans le marché mondial : si le partage des rôles instauré par le colonialisme, où la métropole importait des matières premières et des produits agricoles de ses colonies et y exportait des produits manufacturés, reste grosso modo en vigueur pour la plupart des pays du tiers monde, il a été largement dépassé par d'autres depuis une vingtaine d'années, sans pour autant permettre à ces derniers de parvenir à un développement capitaliste équilibré. Est-ce à dire que les relations économiques extérieures de ces pays ne jouent guère de rôle dans leur sous-développement ? On pourrait être tenté de le penser, puisque des pays exportateurs de produits primaires côtoient au sein de la catégorie « tiers monde » des pays exportateurs de produits industriels, parfois même très sophistiqués. C'est la thèse des libéraux, que répète inlassablement la Banque mondiale : « *Les pays doivent leur réussite à eux-mêmes*⁷ », donc leur échec aussi. Les causes du sous-développe-

ment doivent-elles donc être cherchées d'abord à l'intérieur des pays concernés, ou proviennent-elles des relations de dépendance et d'exploitation qui règnent sur le marché mondial ? Voilà apparemment un beau sujet de polémique idéologique. Et pourtant, poser ainsi la question c'est ne pas voir que ces relations de dépendance trouvent leur origine dans la présence simultanée, en un même marché capitaliste mondial, de nations ayant développé inégalement les rapports de production capitalistes en leur sein : « le sous-développement », on va le voir, n'est rien d'autre que le produit hasardeux du choc entre la loi de la valeur régnant sur le marché mondial et de formations sociales démunies de la cohérence interne fonctionnelle à cette loi. Ses racines ne sont ni internes, ni externes, mais indissolublement... internes et externes. S'il y a dépendance vis-à-vis de l'extérieur c'est par suite de l'atrophie ou de la difformité du développement des rapports sociaux capitalistes internes ; inversement, cette dépendance empêche de remédier « spontanément » (c'est-à-dire par une évolution progressive similaire à celle des pays du centre entre le XVIII^e et le XIX^e siècle) aux tares de ce sous-développement.

Pourquoi ce clivage ?

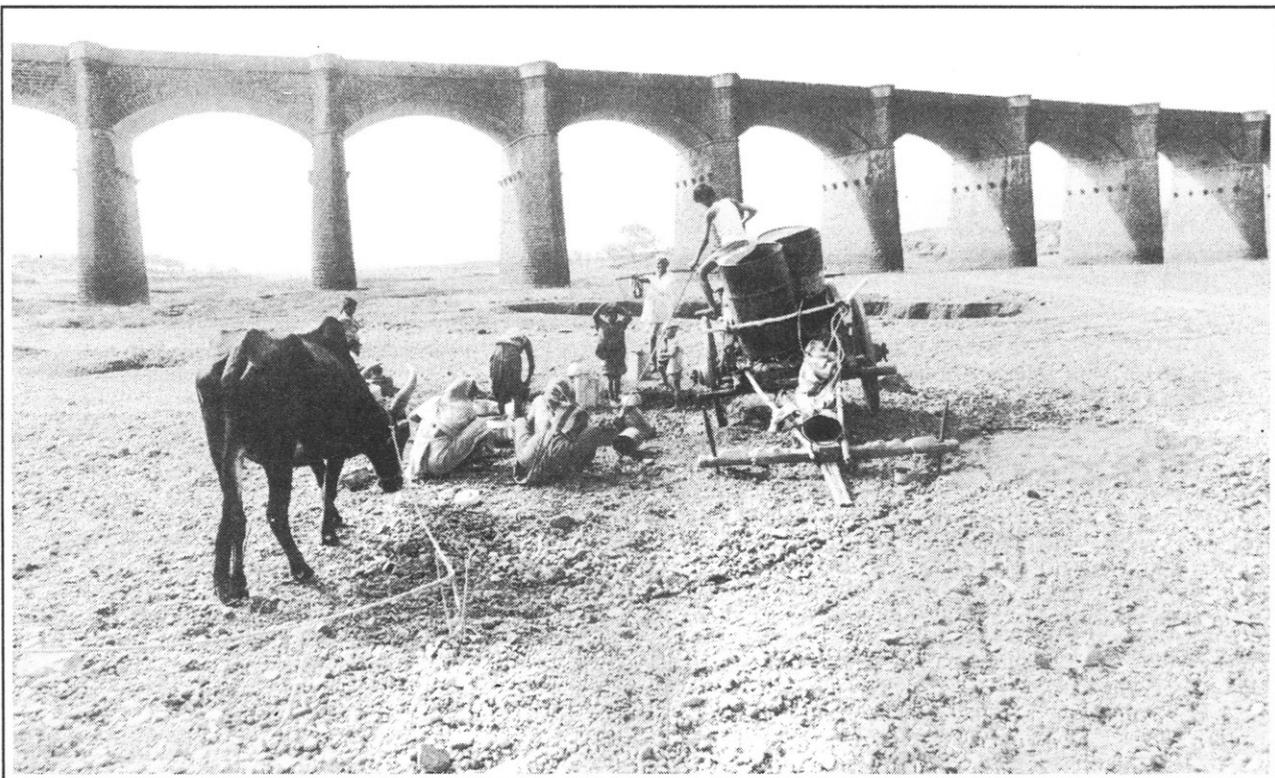
L'idée fondamentale peut se formuler ainsi : le capitalisme industriel, né en Europe, a dès l'origine appuyé son développement sur l'existence du marché mondial, préexistant, celui des capitaux commerciaux, mais son originalité essentielle est d'avoir accouché de rapports sociaux radicalement nouveaux ; les nations intégrées à ce marché mondial et au sein desquelles les rapports de production capitalistes portés par l'industrialisation n'ont pénétré que partiellement ou tardivement, ont pris un retard décisif sur celles qui avaient déjà utilisé l'extraordinaire dynamisme technique et social de ce mode de production pour y conformer

l'ensemble de leurs rapports sociaux dans une cohérence globale et instaurer leur loi sur le marché mondial.

Les racines du grand clivage ne sont ni géographiques — le « Sud » et le « Nord » —, ni naturelles — les pays qui ont des ressources naturelles (« du pétrole ») et ceux qui doivent s'en passer (« des idées »...) —, mais socio-historiques. Si le Japon fut sans doute le dernier pays à prendre le train de l'industrialisation à temps, c'est parce que, sous couvert de la restauration de la dynastie impériale Meiji, une révolution bourgeoise s'est opérée en 1868, abolissant la féodalité, interdisant les corporations, instituant la propriété privée des terres, supprimant les entraves à la mobilité des personnes et des capitaux. Les rapports de production capitalistes ont pu pénétrer de l'intérieur toutes les sphères de la société ; avant le tournant du siècle, le Japon passa d'une autarcie séculaire à une expansion impérialiste fort vigoureuse.

La Première Guerre mondiale est le symptôme de la fin de l'expansion « spontanée » des divers impérialismes, dont les zones d'affluence couvrent désormais tout le globe, et qui doivent maintenant se battre pour croître. Depuis 1914 le club des grandes puissances capitalistes n'a admis aucun nouveau membre malgré les nombreuses candidatures. Pourtant tous les autres pays capitalistes ont officiellement aboli le féodalisme, introduit massivement le salariat, adopté les principes du libéralisme économique, cherché à imiter leurs aînés, reçu des milliers de coopérants, conseillers et économistes. Mais les bourgeoisies des pays dominés, quand elles avaient une réelle existence autonome, n'ont pu obtenir une dynamique d'accumulation endogène et intensive qui liquide les rapports sociaux pré-capitalistes et intègre l'ensemble de la population au circuit du capital.

Le niveau d'analyse le plus pertinent pour comprendre la reproduction de ce sous-développement des rapports sociaux capitalistes est bien



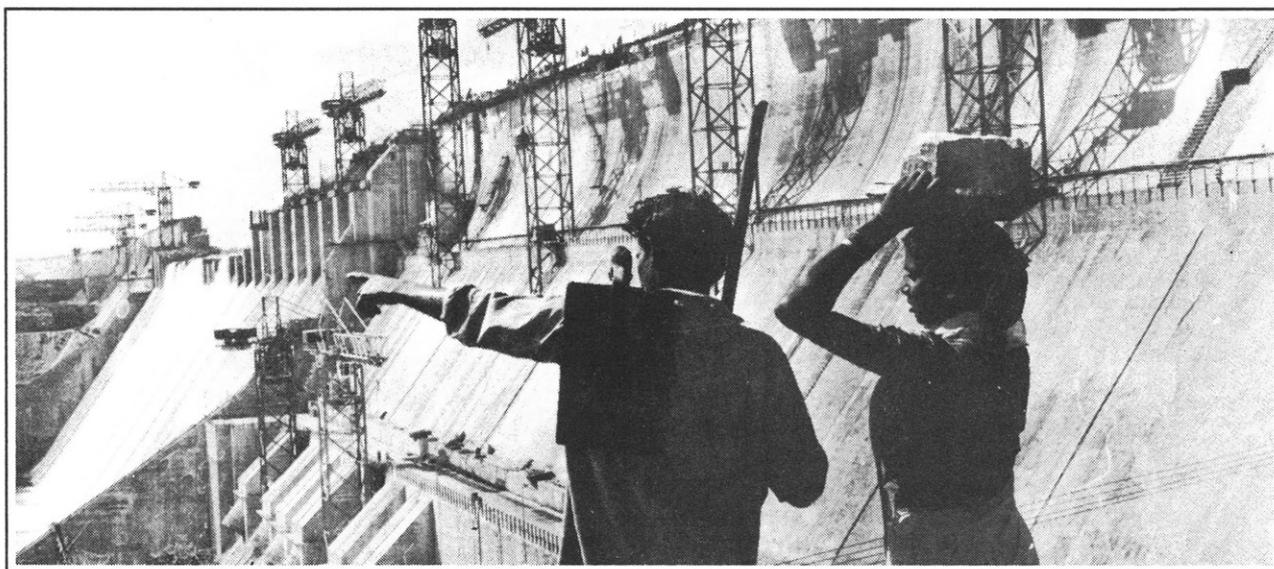
sûr celui de chaque formation sociale⁸. On peut cependant identifier trois entraves fondamentales qui ont inhibé le développement dans la plupart des cas :

● **La dégradation des termes de l'échange** a signifié qu'un volume sans cesse croissant de produits de base (miniers ou agricoles) a dû être exporté pour pouvoir acheter le même volume de produits industriels fabriqués dans les pays du centre. Il n'y a malheureusement guère de doutes sur la réalité du phénomène, même s'il est aujourd'hui de bon ton de le nier ou de le taire. L'indice des prix des produits agricoles non alimentaires (base 100 en 1979-1980) est passé de 240 en 1950 à 60 en 1986 ; pour les métaux et minéraux, de 120 à 65⁹.

● **La norme de consommation des classes dominantes** des pays du tiers monde n'est souvent que la copie de celle des bourgeois américains ou européens : les stratégies de substitution d'importations se portent fréquemment sur les biens de

l'industrie automobile de Sao Paulo, de loin le plus grand centre industriel du tiers monde, montre le peu de sérieux de certains auteurs qui parlent de « fordisme périphérique »¹¹.

Dans des pays où la stratification sociale au début de l'industrialisation était le plus souvent déjà très profonde, il est résulté de ces phénomènes la mise en place de régimes d'accumulation orientés vers la satisfaction de la demande solvable d'une couche limitée de privilégiés, la « troisième demande »¹², à l'encontre de la croissance du niveau de vie, d'éducation et de santé de la majorité de la population. La déstructuration des rapports sociaux pré-capitalistes permet, on l'a vu, un gonflement monstrueux du sous-emploi et de l'« armée de réserve », qui « conduit à entraîner la croissance du seul secteur réellement dynamique en longue période, le secteur produisant des biens de consommation de masse »¹³. C'est donc dans l'articulation entre dynamique interne de l'accumu-



tion et insertion internationale que réside la clé du sous-développement.

lution et insertion internationale que réside la clé du sous-développement.

Les racines sociales de la dégradation des termes de l'échange

La question de l'« échange inégal » a occupé une place disproportionnée dans la réflexion théorique. Même si elle figure dans les manuels comme le fin mot du marxisme sur cette question, cette problématique présente de graves faiblesses.

La thèse a été formalisée il y a vingt ans dans le livre d'A. Emmanuel¹⁴. Elle repose sur l'idée suivante : l'échange entre pays impérialistes et pays dominés s'effectue entre zones à taux de plus-value différents et sur la base de la péréquation internationale du taux de profit. Cette péréquation conduit donc à un transfert continu de plus-value en provenance des pays dominés dont le taux de plus-value est élevé en raison des bas salaires, « l'inégalité des salaires, en tant que telle et toutes choses égales par ailleurs, provoque à elle seule l'inégalité de l'échange ». Ce transfert continu entraverait irrémédiablement l'accumulation dans les pays de la périphérie, et par consé-

quent leur développement. En outre, il bénéficierait aux pays développés dans leur ensemble, prolétariat compris. Les travailleurs du centre auraient donc objectivement intérêt à la surexploitation de ceux de la périphérie.

Cette théorie présente de graves faiblesses¹⁵. Pour que le modèle théorisé puisse s'appliquer pleinement aux relations entre centre et périphérie, il faudrait que la loi de la valeur opère au niveau mondial comme au niveau d'une nation, c'est-à-dire que la transnationalisation du capital soit un processus achevé, que les rapports capitalistes de production aient pénétré l'ensemble des formations sociales au même degré, que l'espace de valorisation du capital soit immédiatement mondial... Bref qu'il n'y ait plus ni centre ni périphérie ! L'erreur majeure d'Emmanuel est d'avoir cru que l'on pouvait dissocier théoriquement la dynamique du capital (parfaitement mobile et mondialisé) et la dynamique de la valeur de la force de travail (figée comme « naturellement » au niveau de subsistance dans les pays du tiers monde) ; alors qu'en théorie comme en pratique les deux dynamiques ne peuvent être comprises que dans leurs relations réciproques au sein d'un espace de valorisation du capital relativement homogène : la nation, la CEE, éventuellement la plupart des pays de l'OCDE, mais certainement pas le marché mondial.

C'est dans ce cadre théorique qu'il faut replacer le processus de dégradation des termes de l'échange. Le phénomène a été décrit, dès les années cinquante, par l'économiste argentin R. Prebisch : celui-ci y voyait pour cause essentielle la plus faible croissance des débouchés pour l'agriculture et les mines (spécialisation des pays de la périphérie) par rapport à l'industrie du centre : l'estomac des riches ayant une capacité limitée, la demande de produits agricoles serait par nature moins dynamique que celle des produits industriels. Les gains de productivité dans le secteur primaire serviraient donc plutôt à faire baisser les prix agricoles et miniers, tandis que les industriels (et les travailleurs) du centre pourraient s'approprier les gains de productivité industrielle en maintenant le niveau des prix de leurs produits, fortement demandés sur le marché mondial.

Mais cette explication n'a de portée que pour les pays de la périphérie confinés dans la division internationale du travail coloniale : par l'industrialisation, le développement des exportations de produits manufacturés suffirait à y échapper.

Or cette théorie oublie un facteur fondamental de la dégradation des termes de l'échange : le développement inégal des rapports capitalistes de production. Dans les pays du centre, surtout depuis la Seconde Guerre mondiale et avec le « fordisme », les salaires réels évoluent, à long terme, parallèlement aux gains de productivité (bien que ce parallélisme ait cessé depuis le début des années quatre-vingt). La structure monopolistique du capital et les rapports de forces entre les classes font de la baisse des prix l'exception, et de l'inflation (rampante ou galopante) la règle. Un gain de productivité n'est donc que rarement répercuté dans le prix du produit (sauf au début de son cycle de vie), il est généralement, au contraire, incorporé au revenu nominal des salariés de l'entreprise.

Dans les pays dominés, l'accroissement de productivité ne profitera que faiblement à la classe ouvrière : même les pays les plus avancés dans la voie de l'industrialisation, comme la Corée ou le Brésil, ont fondé leur dynamisme (notamment à l'exportation) sur la croissance plus rapide de la productivité que des salaires. La stagnation historique des salaires réels permet aux capitalistes locaux (et aux multinationales) d'accroître le taux de plus-value, d'en distribuer éventuellement une partie aux couches moyennes (bureaucratiques ou privées), mais aussi de baisser leurs prix relatifs à l'exportation afin d'accroître leurs parts de marché. Ils le feront d'autant plus que (et l'on retrouve ici l'idée de Prebisch) leur spécialisation industrielle les confine dans des productions relativement banales où le faible coût de production est l'arme essentielle de compétitivité (sidérurgie, chantiers navals, textile, etc.).

Il existe une autre catégorie de pays qui connaît une détérioration régulière des termes de l'échange : ceux qui sont spécialisés dans les industries où la productivité croît fortement du fait du progrès technique (électronique, robotique, etc.) ; c'est notamment le cas de la RFA et du Japon. Les prix des produits exportés, à parités monétaires constantes, augmentent alors moins vite que les prix des importations. Mais le statut international de la monnaie de ces pays est tout différent : il permet de « compenser » la dégradation des termes de l'échange par l'augmentation de la valeur de la monnaie (le mark ou le yen) par rapport à toutes les autres monnaies. D'où la possibilité de dégager des excédents commerciaux croissants et de les recycler dans le circuit financier en y acquérant des positions de plus en plus fortes. Pour des pays à monnaie de singe la dégradation des termes de l'échange est une pure et simple ponction de l'extérieur.

La détérioration des termes de l'échange n'a donc aucune raison de ne concerner que les produits agricoles ou miniers : on la mesure le plus souvent grâce à l'indice des prix, celui des matières premières parce que c'est plus commode, le tiers monde étant à l'origine de plus de 40 % des exportations de produits primaires ; mais l'indice des termes de l'échange de produits manufacturés n'a pas de raison de se comporter différemment à terme.

Cette dégradation n'est que tendancielle ; elle ne se vérifie pas à tout instant et sur tous les biens échangés. Ainsi les producteurs de pétrole ont réussi à l'inverser pendant une décennie, avant que le déclin des parts de marché de l'OPEP et le ralentissement de la consommation dans la crise ne ramènent le pétrole à des cours historiquement bas, que la reprise actuelle fait remonter.

Elle peut également être utilisée positivement par certains pays pour élargir leurs débouchés à l'exportation : sacrifier ses marges (par rapport au taux de produit en vigueur sur le marché intérieur) peut être un moyen d'accélérer l'alignement de la valeur de marché mondiale du produit sur (ou même en dessous de) la valeur du pays exportateur. Il n'en reste pas moins — et c'est là le nœud du problème — que ce processus entérine et reproduit la position subordonnée du pays exportateur et l'extraversion de sa croissance, au lieu d'amener une intensification de son développement interne.

Quoiqu'on dise donc, le « tiers monde » recouvre une incontestable réalité ; et les pays qui le composent continuent à subir toutes les conséquences de la maturation tardive et incomplète des rapports de production capitalistes en leur sein ; conséquences parmi lesquelles on trouve leur position dominée sur le marché capitaliste mondial. Si l'on ne peut parler d'« éclatement de l'ancienne périphérie du système¹⁶ », il est vrai qu'au-delà des contraintes communes, des dynamiques fort différentes ne sont développées dans les divers pays. De nombreuses typologies des pays du tiers monde ont été proposées, utilisant toutes sortes de critères : climatiques, sociaux, démographiques, et surtout économiques (suivant la nature agricole, minérale ou industrielle des exportations, ou suivant le type de stratégie d'industrialisation choisie : substitution d'importations, promotion d'exportations, etc.). Mais si l'on place, comme nous l'avons fait, la nature des rapports sociaux dans chaque pays au centre de l'explication du sous-développement, c'est en travaillant sur ce critère qu'on peut produire la catégorisation la plus pertinente, à la fois pour la description, l'explication... et le pronostic.

Les trois tiers-monde

On reprendra dans ses grandes lignes la typologie proposée par P. Jacquemot et M. Raffinot parce qu'elle utilise comme critère de différenciation « *l'articulation entre un mode de production traditionnel et le mode de production capitaliste* » et met donc au centre la question de la formation sociale analysée.

Le premier type théorique considéré est celui de « l'économie de traite », caractérisée par une pénétration très faible des rapports de production capitalistes : le capital est essentiellement commercial et étranger, et sa valorisation s'opère par le pillage du travail paysan traditionnel et des ressources naturelles extraites par une main-d'œuvre plus ou moins volontaire (le salariat restant quasi inexistant). La mise en place d'un Etat capitaliste par la puissance impérialiste¹⁷, Etat qui survit à la décolonisation formelle, donne naissance à une bourgeoisie bureaucratique généralement corrompue, incapable de développer les rapports de production capitalistes, mais vivant en parasite et accélérant la décomposition des rapports sociaux traditionnels par une ponction croissante via l'impôt en argent. L'exploitation des ressources minières peut permettre un début d'accumulation interne, mais minime en regard des produits rapatriés, et fortement tributaire des variations des prix sur le marché mondial de la matière première concernée. La plupart des pays d'Afrique sub-saharienne (hormis l'Afrique du Sud, la Côte-d'Ivoire, et les pays pétroliers, Nigéria et Congo) appartiennent à cette catégorie, mais aussi sans doute Haïti, la Birmanie, le Bangla Desh... On peut parler de pays désarticulés, dans la mesure où les rapports de production traditionnels en crise ne laissent pas la place à une croissance capitaliste endogène.

Le deuxième type se distingue du premier par une pénétration qualitativement décisive des rapports de production capitalistes dans des secteurs importants, notamment exportateurs : c'est

« *l'économie primaire extravertie* ». Une véritable bourgeoisie nationale existe, dotée souvent d'une certaine base industrielle, mais rarement d'une réelle autonomie politique par rapport à la puissance impérialiste dominante. Les classes sociales pré-capitalistes ne disparaissent pas complètement (artisans, petits paysans, féodaux) mais coexistent avec les catégories plus « modernes » du salaire et du capital, et leur décomposition lente alimente l'exode rural. Un début d'industrialisation, concernant surtout les biens de consommation courante, mais pas seulement, s'opère, souvent par le biais de multinationales. Le bas niveau des salaires peut permettre dans certains cas la mise en place d'une politique d'exportations de biens manufacturés banals (textile, habillement) relativement dynamique, mais fort peu articulée avec un développement interne. La population urbaine s'accroît mais l'emploi industriel beaucoup moins, et un secteur tertiaire hypertrophié prolifère de façon « informelle ». La croissance demeure intensive, tournée vers la satisfaction des besoins d'une faible minorité urbaine, et fortement dépendante des importations de biens d'équipement vu le caractère très partiel de l'industrialisation. Dans le cas des pays pétroliers (Nigéria, Algérie, Congo, Egypte, Indonésie...) les années soixante-dix ont vu des taux de croissance parfois élevés suite à l'afflux de ressources causé par la hausse du prix du pétrole, mais le retournement des années quatre-vingt a été violent : le taux de croissance de l'industrie indonésienne passe de 11,9 % par an entre 1965 et 1980 à 1 % depuis ; au Nigéria, de 13,4 % par an à - 5,8 %. Pour les autres pays de ce groupe des pays sous-développés « classiques » (Bolivie, Pérou, Colombie, Amérique Centrale, Tunisie, Maroc, Côte-d'Ivoire, Thaïlande, Syrie, etc.) la croissance économique, moins rapide dans les années soixante-dix, est également très ralentie, voire négative depuis 1980.

Le troisième type comprend bien sûr les pays qui sont l'orgueil des économistes libéraux et la preuve vivante de l'ineptie des théories de la dépendance : les « *nouveaux pays industrialisés* » (NPI). Leur liste n'est pas très longue mais apparemment impressionnante : Corée du Sud, Hong Kong, Taïwan, Singapour (les « Quatre Dragons »), Mexique, Brésil comptent ensemble bientôt 300 millions d'habitants. Malheureusement, comme on va le voir, le Mexique et le Brésil n'ont fait qu'une brève incursion (dans le discours des économistes) parmi les pays industrialisés puisqu'ils tendent à être rétrogradés, dans les catégories de la Banque mondiale, au rang des « pays lourdement endettés » : leur dette extérieure constitue un fardeau qui, jusqu'à nouvel ordre, bloque la poursuite du « miracle », qui d'ailleurs avait déjà trouvé ses limites internes (d'où l'endettement...). Seuls les « Quatre Dragons » (70 millions d'habitants) tiennent encore la route de la croissance. On peut ranger à part les cas vraiment très spécifiques de Hong Kong et de Singapour, villes-entrepôts bénéficiant l'une de sa situation géographique (adossée à la Chine populaire) et de son statut de place commerciale et financière hérité de la colonisation anglaise, l'autre des politiques de délocalisation menées par les multinationales à la recherche de bas salaires et de régimes stables (57 des 100 premières firmes de Singapour sont filiales de

multinationales) ; restent Taïwan et la Corée seuls à réellement pouvoir prétendre avoir franchi le pas. La catégorie des « NPI » ne semblant décidément pas assez solide, on lui préférera celle de « pays semi-industrialisés » pour désigner le « peloton de tête » des pays du tiers monde.

Outre les pays cités, on peut inclure dans cette catégorie l'Argentine, la Turquie et surtout l'Inde. Il s'agit donc d'un ensemble de grande importance, dont les membres ont en commun de posséder une bourgeoisie industrielle à part entière et une classe ouvrière qui occupent une place centrale dans les luttes sociales et politiques (cela ne signifie évidemment pas que la petite paysannerie traditionnelle ou les propriétaires fonciers ne jouent plus de rôle important ; le cas de l'Inde est suffisamment clair à cet égard, si l'on peut dire). Les circonstances historiques et les stratégies qui ont permis l'industrialisation varient d'un pays à l'autre et ne constituent pas ici un critère de notre typologie : substitution d'importations à l'occasion de la crise mondiale des années trente et de la guerre (Brésil, Mexique, Argentine), volontarisme politique planifié après l'indépendance (Inde), substitution d'exportations dans les années cinquante et soixante (Asie du Sud-Est)... Le résultat commun est le développement d'un réel marché intérieur pour les produits manufacturés, reposant non seulement sur les classes dominantes mais aussi sur des couches moyennes significatives et incluant parfois même partiellement les salariés urbains. Les paysans, quand ils ne sont pas chassés par la pénétration du capital à la campagne, dépendent du marché pour se procurer leurs moyens de travail et écouler leur production (l'autosubsistance est relativement restreinte). La force de travail salariée aussi se reproduit essentiellement grâce au

salaires, sans nécessité de contribution externe au rapport salarial : malgré l'armée de réserve toujours importante, la répression politique est indispensable pour limiter la hausse de la valeur de la force de travail : les salaires ne doivent en effet pas augmenter plus que ne le permet la relativement faible productivité des équipements employés si le pays veut rester compétitif et continuer à se procurer les équipements et les technologies sur le marché mondial.

Conclusion

La diversité des pays constituant le tiers monde ne peut être évidemment niée. Mais au-delà de cette diversité, il faut savoir reconnaître ce qui fonde l'unité de ces pays, à savoir leur mode d'insertion dans l'économie capitaliste. Fondamentalement, et malgré la vitrine publicitaire des « Quatre Dragons », la situation de ce point de vue n'a pas changé : les processus d'industrialisation à l'œuvre dans certains de ces pays sont une réalité, mais il s'agit, à de très rares exceptions près, d'une industrialisation tronquée, déformée, dépendante et fragile, qui n'est pas centrée sur la satisfaction des besoins populaires.

Après la période ouverte aux lendemains du premier choc pétrolier, celle du recyclage des pétro-dollars, les pays du tiers monde ont fourni des débouchés importants à ceux du centre, empêchant ainsi un ralentissement plus sévère de leur croissance. Mais, au début des années quatre-vingt, ils sont entrés globalement dans une nouvelle période, celle de la régression sociale, où, accablés par le poids de la dette, nombre de pays de la périphérie doivent freiner leur croissance et



consacrer une partie importante de leurs ressources à en payer les intérêts.

Cette montée de l'endettement a fait par ailleurs la démonstration que ces pays, compte tenu de leurs rapports sociaux, ne peuvent tirer partie d'un brusque afflux de financement, qui se transforme rapidement en son contraire, autrement dit en une dette supplémentaire. Cela illustre l'une des propositions centrales de ce texte : pour comprendre la nature du sous-développement, il faut combiner les facteurs externes — l'insertion dans le marché mondial — et les facteurs internes — les rapports sociaux.

De la même manière, pour sortir du sous-développement, un pays doit jouer sur ces deux séries de facteurs, et effectuer une double rupture : par rapport à l'économie mondiale capitaliste dans ses relations avec l'extérieur, par rapport aux rapports sociaux capitalistes à l'intérieur.

1. Un recensement complet des articles et des ouvrages parus sur ce thème serait lassant ; parmi les principaux citons P. Bruckner *le Sanglot de l'homme blanc, tiers monde, culpabilité, haine de soi*, Le Seuil 1983 ; C. Rangel, *l'Occident et le tiers monde*, Laffont 1982 (où J.-F. Revel, dans une préface écrite au vitriol, n'hésite pas : « L'objectif du tiers mondisme est de mettre en accusation et si possible de détruire les sociétés développées ») ; et plus récemment G. Sorman, *la Nouvelle Richesse des nations*, Fayard 1987 ; J.-C. Chesnais, *la Revanche du tiers monde*, Laffont 1987.

2. Citons C. Ominami : « Les clivages traditionnels entre le Nord et le Sud (...) ne sont plus de mise (...). L'effacement de la frontière classique entre le centre et la périphérie relève d'une dynamique que les approches en termes de dépendance ont le plus grand mal à percer. », *Le Tiers Monde dans la crise*, La Découverte 1986 p. 185.

3. Y. Lacoste, *l'Etat du tiers monde*, p. 38.

4. A. Gunder Frank, S. Amin, A. Emmanuel, P. Bai-roch, C. Furtado, R. Prebisch, comptent parmi les principaux.

5. La théorie des « avantages comparatifs » formulée par Ricardo au début du XIX^e siècle, véritable credo des

partisans du libre-échange international, prétend montrer comment, si deux pays qui commercent entre eux ont des structures sectorielles de productivité différentes (c'est-à-dire si les productivités de tous les secteurs d'un pays ne sont pas chacune dans le même rapport avec les productivités des secteurs homologues dans l'autre pays), l'échange international profitera aux deux partenaires.

6. B. Madœuf, *l'Ordre technologique international*, notes et études documentaires n° 4641-4642, 1981.

7. Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde*, 1987, p. 4.

8. Le concept de formation sociale est absolument central pour une théorie marxiste du sous-développement : il désigne la combinaison, spécifique à chaque pays, de modes de production (féodaux, tributaires, asiatiques, communautaires... et capitaliste), et les rapports entre les classes sociales qui en découlent.

9. C. Gabriel, *Turbulences des matières premières*, *Inprecor* n° 262, 28 mars 1988.

10. J. Humphrey, *Condição operaria e luta de classes no Brasil ; o exemplo da industria automobilística*, Sao Paulo 1985.

11. Notamment A. Lipietz, *Mirages et Miracles*, La Découverte 1985.

12. P. Salama, *le Procès de sous-développement*, Maspero 1972.

13. P. Jacquenot, M. Raffinot, *Accumulation et Développement*, L'Harmattan 1985.

14. A. Emmanuel, *l'Echange inégal*, Maspero 1969.

15. voir E. Mandel, *le Troisième Age du capitalisme*, 10-18 1976. Chapitres 2 et 11.

16. Comme l'affirme C. Ominami (*op. cit.*, p. 17), qui parle de la « cooptation » d'un groupe de pays (Hong Kong, Corée, etc.) parmi les pays du centre, et affirme « qu'il est devenu de moins en moins pertinent de les considérer comme faisant partie du même ensemble » (p. 186), après avoir cependant noté (p. 82), dans une contradiction rien moins que dialectique, que la « logique de la reproduction des relations de subordination l'emporte sur les avancées accomplies dans le sens d'une plus grande autonomie ».

17. A la différence des auteurs cités, nous ne pensons pas possible de parler d'un « Etat anté-capitaliste » dans le cas d'une économie coloniale ; il ne paraît pas non plus justifié d'évoquer « une tendance forte à la préservation des modes de production traditionnels ».



Les derniers mois du mandat Sarney

Le Brésil à la dérive

Michel DUPONT

ALORS QUE s'engage enfin la campagne électorale en vue de l'élection présidentielle de novembre 1989, la première depuis vingt-sept ans, la situation économique et sociale brésilienne se dégrade à un rythme accéléré. Le gouvernement Sarney, honni par la totalité de la population, ne dispose plus d'aucun appui politique hors des forces armées ; il a affronté la plus importante vague de grèves qu'a connu le pays depuis les années soixante, grèves qui visent à arracher des hausses de salaires pour récupérer au moins partiellement les effroyables pertes de pouvoir d'achat subies depuis trois ans. L'interrogation majeure à court terme : alors que le spectre de l'hyperinflation, momentanément écarté par un énième plan de blocage des prix et des salaires (le plan Verão de janvier 1989), revient en force, comment Sarney pourra-t-il tenir jusqu'à 1990, date prévue constitutionnellement pour la transmission du pouvoir à son successeur ? Face à la crise du système de domination des classes privilégiées, quelle alternative réelle commencent à proposer les partis ouvriers, principalement le PT ? Pour comprendre l'impasse tragique dans laquelle la bourgeoisie brésilienne s'est fourvoyée, un retour en arrière s'impose.

Les trois phases du gouvernement Sarney

Bénéficiant du décès invraisemblable de Tancredo Neves — des suites d'une opération de l'appendicite, juste à la veille de son intronisation —, Sarney, ex-président du parti de la dictature et vice-président de Tancredo par la grâce d'une manœuvre subtile de ce dernier destinée à rassurer les militaires, accède au pouvoir en mars 1985. La première année de son mandat est occupée par des efforts de rééquilibrage du jeu d'alliances entre démocrates « authentiques » et ralliés de la dernière heure, sur fond d'agitation sociale croissante et d'inflation en hausse accélérée. Cette première phase immobiliste se termine avec l'instauration du plan Cruzado : destiné à briser les mécanismes qui

entretiennent l'inflation et empêchent tout recul de son rythme (« inflation d'inertie »), ce premier plan de blocage des prix et des salaires, après des succès initiaux et un boom de la consommation populaire qui permettent au parti gouvernant, le PMDB (Parti du mouvement démocratique brésilien), de remporter largement les élections à l'Assemblée constituante de novembre 1986, échoue de manière fracassante¹ : les patrons, insatisfaits de leurs marges de profit, organisent la pénurie, et l'absence de toute politique de réduction du poids de la dette ne permet pas de limiter la véritable saignée que celle-ci impose au pays. L'échec dramatique de cette tentative d'implanter un régime d'accumulation tourné vers la consommation populaire sonne le glas des politiques « hétérodoxes » ; après un « moratoire » (suspension du paiement des intérêts de la dette extérieure de février à décembre 1987) bien trop tardif et mal administré, le Brésil revient dès fin 1987 dans le giron du FMI. S'ouvre alors la troisième phase du gouvernement Sarney : celle de la conclusion des travaux de l'Assemblée constituante² et du début de la campagne électorale présidentielle.

Cette troisième phase commence par une campagne acharnée au sein même de la Constituante entre les partisans d'une élection dès novembre 1988, et les amis de Sarney qui veulent prolonger son mandat jusqu'au bout de sa cinquième année. La corruption la plus effrénée garantit à Sarney, grâce à l'appui des principaux gouverneurs d'Etats du PMDB, une large majorité en faveur des cinq ans de mandat, et du régime présidentiel de gouvernement. Mais les fruits de cette victoire risquent d'avoir un goût bien amer si la situation du gouvernement Sarney continue d'empirer au cours de cette cinquième année...

Le plan Verão

Les élections municipales de novembre 1988, marquées par la puissante poussée électorale du PT, qui gagne les mairies de dizaines de grandes villes, notamment São Paulo et Porto Alegre, soulignent l'exaspération de la population et l'obliga-

tion pour Sarney de sortir de sa passivité (la politique économique routinière et conservatrice de son ministre des Finances Mailson a été surnommée par le ministre lui-même : « *arroz com feijao* », c'est-à-dire « riz et haricots », la banalité même). Cette politique, pratiquée depuis l'échec du plan Cruzado, visait :

1. La « *normalisation des relations avec la communauté financière internationale* », c'est-à-dire le paiement strict et respectueux de la dette et des intérêts ; une absurdité au moment même où, chez les banquiers et les gouvernants des principaux pays créanciers, on commence à murmurer que décidément la dette est impayable, et qu'il va falloir trouver une autre solution de long terme.

2. la « *réduction lente et graduelle de l'inflation* », à travers une politique salariale restrictive et une réduction sensible du déficit public : reprenant

L'« HYPERINFLATION RAMPANTE » BRÉSILIENNE

On définit traditionnellement l'hyperinflation comme un processus d'emballage incontrôlé et imprévisible de l'inflation. Dans une telle situation, les agents économiques n'ont aucun moyen de savoir quelle va être la hausse des prix lors du mois ou de la semaine qui vient ; ils se débarrassent donc de tout ce qui ressemble à de la monnaie, et se précipitent vers les « actifs réels » : immeubles, marchandises, métaux précieux, devises étrangères, etc.

Le Brésil réussit jusqu'à présent à échapper à l'hyperinflation ouverte grâce à un mécanisme légal appelé « correction monétaire », qui garantit que les placements en monnaie nationale seront rémunérés à un taux supérieur au taux d'inflation. Les épargnants, vu que l'Etat garantit le maintien du pouvoir d'achat de l'épargne, ne déclenchent pas de fuite éperdue devant la monnaie. La contrepartie de cette indexation parfaite est qu'elle rend l'inflation absolument indolore pour les détenteurs de capitaux, et en fait peser tout le poids sur les salariés. Les salaires, en effet, ne sont indexés que partiellement et avec retard. Résultat : quand la crise économique (résultat de l'épuisement du modèle de croissance brésilien et du service écrasant de la dette intérieure) menace les profits capitalistes, une accélération inflationniste résout le problème ; elle provoque immédiatement un transfert de revenus des salariés vers les entreprises.

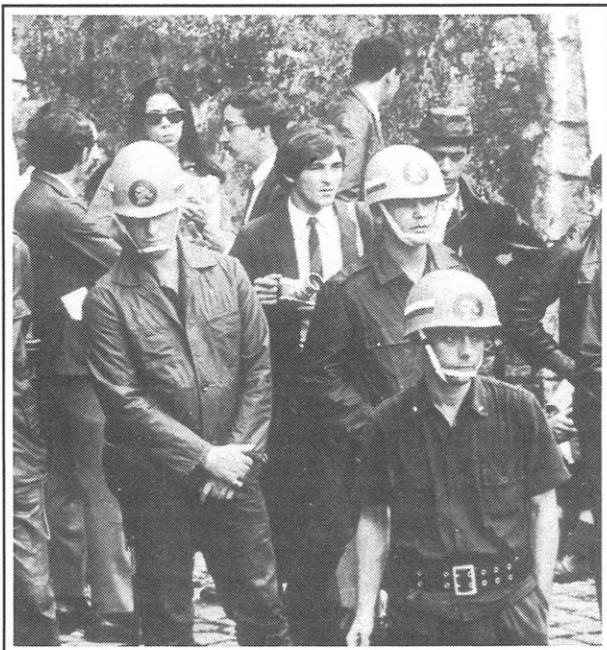
C'est cette fonction du transfert de revenus qui est à la base de la curieuse « hyperinflation rampante » que connaît le Brésil depuis 1985 : hyperinflation parce que les taux mensuels atteignent 20 à 30 % ; rampante parce qu'ils demeurent à peu près prévisibles d'un mois sur l'autre, et ne dégènèrent pas encore en explosion.

le refrain du FMI sur le « *déficit, père de tous les maux* », les libéraux brésiliens entreprennent à leur tour de « réduire l'Etat » : les investissements publics sont drastiquement coupés (le réseau routier fédéral, par exemple, n'est plus entretenu, les crédits de recherche et développement sont divisés par deux, etc.). Mais comme, parallèlement, le gouvernement Sarney distribue de façon effrénée des crédits aux maires, députés, gouverneurs, dont il veut acheter les votes pour garantir sa cinquième année de mandat ; comme, en outre, il ne menace absolument pas et, au contraire, accentue la structure clientéliste de l'administration publique, où des dizaines de milliers de fonctionnaires perçoivent des salaires parfois importants sans jamais s'être présentés à leur travail ; et comme, surtout et enfin, il continue à rémunérer les titulaires de la dette publique, gratifiés par des taux d'intérêt réels formidablement élevés ; il n'arrive finalement, en aucune façon, à réduire tant soit peu le déficit public. Celui-ci s'élèvera, en 1989, aux alentours de 5 % du PIB, dont l'essentiel (4 %) est dû à la charge d'une colossale dette publique (qui s'élève, en stock, à 25 % du PIB).

La politique économique « *arroz com feijao* » révèle très vite sa nullité ; entre mai et décembre 1988 les taux mensuels d'inflation s'élèvent lentement mais sûrement de 15 à 25 %, s'approchant inexorablement d'un emballement hyperinflationniste (cf. encadré 1). L'économie stagne (croissance de -0,2 % du PIB en 1988 selon l'IBGE, l'Institut de statistiques). Le gouvernement ne trouve qu'un motif de satisfaction officielle, qui est l'excédent commercial fantastique que le pays réussit à dégager (près de vingt milliards de dollars en 1988). Il n'y a malheureusement pas de quoi se réjouir, car la totalité de ces ressources sert à honorer le paiement de la dette, et rien ne reste dans les caisses de la Banque centrale brésilienne, dont les réserves en devises atteignent des niveaux étonnamment bas pour un pays au commerce si excédentaire.

Face à l'emballage hyperinflationniste, le gouvernement est forcé d'agir. Jetant aux orties ses innombrables déclarations sur le caractère grotesque des « *chocs hétérodoxes* », le ministre Mailson décrète le 15 janvier 1989 le plan Verao (ou « Plan d'été » par référence au « Plan de printemps » lancé trois mois plus tôt en Argentine). Prix et salaires sont à nouveau bloqués, l'économie est désindexée, et une nouvelle monnaie (le Cruzado Novo) est créée ; mais, cette fois, les taux d'intérêts sont portés à des niveaux inégalés (25 % par mois alors que les prix sont bloqués, ce qui représente un taux réel de 1 355 % par an !).

L'idée avancée est de convaincre les patrons de vendre leurs produits, au lieu de les stocker comme pendant le plan Cruzado : avec des taux aussi élevés, il n'est pas rentable de conserver ses marchandises, mieux vaut vendre et placer l'argent. Ce raisonnement quelque peu simpliste « oublie » deux détails : d'abord, l'effet puissamment récessif d'une mesure qui rend l'endettement totalement hors de prix (tant pour le consommateur que pour le producteur), mais aussi le fait qu'un taux d'intérêt nominal aussi élevé représente un coût énorme pour les entreprises endettées, et donc une pression insupportable à la hausse des prix. De fait, sachant qu'un taux d'intérêt de 25 %



par mois n'est possible qu'avec une inflation presque aussi élevée, les entreprises anticipent dès le début du plan le retour en force de l'inflation. Comme ils avaient anticipé début janvier le blocage des prix en réalisant des hausses préventives (l'inflation du 15 décembre 1988 au 15 janvier 1989 a été de plus de 70 % !), les patrons peuvent d'abord se permettre de « respecter » le blocage des prix (inflation de 3 % en février) ; mais, dès mars, l'envolée s'amorce à nouveau (6 % en mars, 9 % en avril, près de 20 % en mai...). L'échec du plan Verao est donc immédiat, à la différence du plan Cruzado qui avait tenu plus de six mois. Les économistes bourgeois, qui, pour la plupart, ont soutenu le plan, expliquent son échec par l'incapacité du gouvernement à réduire le déficit public : le ministre avait promis de licencier 60 000 fonctionnaires recrutés sans concours, mais le Congrès n'a pas laissé faire. Cette pseudo-explication néglige deux choses : d'abord que la réduction du déficit ne garantit en rien une baisse de l'inflation (cf. encadré 1) ; ensuite, que les licenciements prévus auraient eu un effet dérisoire sur le niveau du déficit, en regard du surcoût que les taux d'intérêt astronomiques du plan Verao ont réellement occasionné aux finances publiques *via* le service de la dette publique.

La cause réelle de l'échec du plan vient simplement de ce qu'il ne s'attaquait pas aux causes principales de l'« hyperinflation rampante » que connaît le Brésil (cf. encadré 2). Il ne saurait y avoir

de réduction de l'inflation sans redistribution des revenus, tant il est vrai que l'« hyperinflation rampante » manifeste principalement la tentative de plus en plus illusoire des capitalistes de maintenir des taux de profit incompatibles avec l'état de crise profonde dans lequel est plongé le régime d'accumulation, inventé par Delfim Netto dans les années soixante. Ce régime « delfinien » basé sur la croissance des secteurs de biens de consommation durable et de luxe, et sur le processus de concentration des revenus nécessaire à l'expansion des marchés en question, entre en crise au milieu des années soixante-dix : crise de légitimité politique d'abord, puis, à partir de 1979, crise économique ouverte. Crise d'une gravité sans précédent, aux multiples dimensions, et qui menace de dégénérer en processus de décomposition sociale généralisée.

La crise sociale brésilienne

A l'image de tous les autres pays latino-américains, la société brésilienne s'enfoncé depuis la fin des années soixante-dix dans une régression sociale profonde ; simultanément à l'effondrement des régimes d'accumulation mis tant bien que mal en place dans les années cinquante et soixante et qui avaient permis dans plusieurs pays de légitimer des dictatures militaires, se sont déclenchés des processus de « transition démocratique » vers des gouvernements élus : plus tôt en Argentine, plus tard au Chili ; mais, en aucun cas, les nouveaux régimes n'ont pu freiner le processus de dégradation sociale et économique engagé sous les militaires. Au Brésil comme ailleurs, cela signifie : poursuite de la concentration de la terre ; accélération de la croissance des mégapoles ; développement (parfois vertigineux comme au Pérou, plus modéré au Brésil) de l'économie « informelle », c'est-à-dire des emplois non légalisés, en marge des lois, des règlements et du fisc.

Le PNB par habitant du Brésil n'a strictement pas augmenté depuis dix ans ; mais la situation réelle de la grande majorité s'est incontestablement dégradée, par suite de l'aggravation du processus de concentration des revenus. La poursuite de l'actuel processus signifie, à brève échéance, l'effacement des acquis de la croissance des années soixante et soixante-dix sur tous les plans. Tous les indicateurs sont alarmants : la mortalité infantile recommence à augmenter (dépassant à nouveau 8 %), la consommation de viande par habitant a reculé de 21 kg par an et par personne en 1970 à 7 kg en 1988...



AUX RACINES DE L'« HYPERINFLATION RAMPANTE »

Une curieuse unanimité a présidé, en janvier 1989, au lancement du plan Verao : la quasi-totalité des économistes brésiliens, « hétérodoxes » ou « orthodoxes », ont, en effet, désigné le déficit de l'Etat comme l'infâme monstre à abattre. Les explications, plus élaborées, qui faisaient auparavant recette, telle la thèse de l'« inflation d'inertie » (selon laquelle l'inflation progresserait de palier en palier à cause de chocs exogènes, et ne reculerait jamais à cause des mécanismes de correction monétaire qui entretiennent « inertiuellement » la hausse des prix), ou celle de l'« inflation par anticipations » (selon laquelle les prévisions pessimistes des agents économiques sur le taux futur d'inflation tendent à se réaliser par un phénomène psychologique d'auto-persuasion), ont perdu leurs adeptes. On en est revenu à l'imagerie libérale traditionnelle, véhiculée notamment par le FMI, selon laquelle le déficit de l'Etat oblige celui-ci à la fois à émettre du papier-monnaie pour solder ses comptes (« la planche à billets »), et à élever les taux d'intérêts pour attirer les prêteurs. Il suffirait donc d'éliminer le déficit pour liquider les pressions inflationnistes. Cette thèse se heurte d'abord à l'évidence des faits : en 1983 au Brésil, le gouvernement (sous la houlette du tristement célèbre ministre du Plan Delfim Netto) a réduit drastiquement le déficit : il en est résulté une énorme et prévisible récession, mais surtout, de façon inattendue pour les économistes du pouvoir, un doublement du taux d'inflation (de 100 % par an en 1982 à 200 % en 1984), en l'absence de tout « choc exogène »...

C'est que la réaction du patronat brésilien en période de récession n'est pas de baisser les prix pour vendre plus, mais d'augmenter les prix pour maintenir ses marges de profit. La structure très

monopoliste des marchés et le caractère élitiste de la demande de la plupart des produits industriels permettent ce comportement, incompréhensible pour des économistes libéraux qui raisonnent toujours en termes de concurrence pure et parfaite. Voilà pourquoi l'effet inflationniste de la réduction du déficit est toujours compensé par un effet inflationniste, beaucoup plus fort et immédiat, de la récession inéluctablement provoquée par les coupes budgétaires et les hausses de taux d'intérêt. Ceci ne veut pas dire que le déficit public ne contribue pas aux pressions inflationnistes ; mais simplement que sa réduction déclenche des pressions encore plus fortes...

L'autre source principale des tensions inflationnistes, outre cette pression patronale pour le maintien des profits, réside dans le service de la dette extérieure : l'énorme excédent commercial brésilien signifie une entrée massive de dollars dans le pays à travers les entreprises exportatrices ; celles-ci revendent leurs dollars à la Banque centrale, laquelle les réexpédie à l'étranger pour payer la dette. Bilan de l'opération : les exportateurs se retrouvent les mains pleines de cruzados, mais leurs produits sont sortis du pays. Plus de monnaie, moins de marchandises : l'effet inflationniste est évident.

Une lutte réelle contre l'inflation doit s'attaquer non seulement au déficit public, qui devrait être réduit par une lutte un peu sérieuse contre l'énorme fraude fiscale que particuliers et entreprises pratiquent à découvert. Elle doit surtout traiter les deux questions essentielles : supprimer la correction monétaire pour que l'inflation cesse d'être un instrument de hausse des profits et de concentration des revenus et mettre un terme à l'hémorragie de richesses que représente le paiement de la dette extérieure.

Mais la crise ne se traduit pas seulement par des indicateurs économiques. La tendance à la décomposition et à l'éclatement du tissu social brésilien impressionne. Qu'il s'agisse des favelas de Rio, où les gangs de trafiquants de cocaïne font désormais la loi ; des confins de l'Amazonie, où les chercheurs d'or et de diamants clandestins massacrent les Indiens et défient impunément police et armée confondues dans la même passivité ; ou de la contrebande à la frontière Sud du pays, qui prend des dimensions effarantes (deux-tiers de l'or extrait dans le pays en sortent illégalement !), l'impression est la même : un Etat qui a de moins en moins prise sur la société.

La violence urbaine atteint chaque année de nouveaux sommets : plus de quatre cents assassinats par mois à Sao Paulo ; 462 à Rio en avril. Une grande part de ces crimes est due aux « escadrons de la mort » ou « justiciers », bandes para-militaires qui torturent et exécutent sommairement quiconque les indispose ou leur semble suspect. Là aussi, la police est impuissante, quand elle ne ferme pas les yeux sur la participation de ses membres. On ne peut négliger l'aspect moral de cette crise so-

ciale : le sentiment généralisé que tout est permis, que corruption et impunité sont synonymes, que tous les politiciens sont pourris, etc., nourrit puissamment la popularité des politiciens populistes, Janio Quadros, Fernando Collor, et même Brizola, réputés « propres » (bien à tort, mais leurs discours convainquent encore). Le spectacle d'un gouvernement qui, après avoir acheté littéralement son maintien, s'empresse de violer la Constitution à peine imprimée, avec l'assentiment tacite d'un Congrès qui n'arrive plus à réunir le quorum de députés (sauf quand il s'agit de réévaluer les indemnités parlementaires...), n'est pas pour améliorer l'impression générale. Sur des questions aussi diverses que les taux d'intérêt (que la Constitution limite à 12 %), le droit de grève, le salaire minimum, etc., Sarney ne respecte même pas le peu d'avancées que contient la Constitution, et ne s'en porte pas plus mal.

Pendant ce temps, les ventes d'automobiles de luxe ne se sont jamais aussi bien portées ; les agences de tourisme international sont débordées de demandes ; la spéculation financière se déchaîne : un rapport de la Banque mondiale signale

que les bourses de valeurs du Brésil, du Mexique et de la Corée du Sud ont eu, en 1988, les meilleures performances du monde, croissant de huit à dix fois plus que Wall Street. De janvier 1988 à avril 1989, la Bourse de Sao Paulo a augmenté de 200 % (en dollars) contre 100 % « seulement » pour celle de Mexico. Brésil, terre de contrastes, disent les dépliants touristiques... Jusqu'à quand et jusqu'où cela peut-il durer ? Cette question angoisse plus d'un privilégié brésilien...

Une bourgeoisie divisée et désorientée

La bourgeoisie brésilienne est certainement une des plus puissantes du tiers monde ; elle dispose d'un parc industriel remarquable, d'un système financier hyper-moderne, d'un Etat puissamment centralisé... Son indépendance politique et diplomatique à l'égard des USA n'est certes pas totale, mais elle existe indiscutablement. Cependant, l'épuisement du régime d'accumulation « delfinien » et la montée en puissance d'un mouvement ouvrier rénové et combatif ont cruellement révélé ses points faibles : une absence de traditions politiques démocratiques, et une incapacité chronique à enclencher une stratégie de développement intensif tourné vers les marchés de consommation de masse.

La tradition politique brésilienne rend fort difficile la consolidation d'une démocratie parlementaire bourgeoise : le clientélisme, la corruption, l'absence totale de convictions idéologiques, la migration instantanée d'un parti à l'autre au gré des « amitiés » ou des avatars de la vie politique locale, empêchent la stabilisation de partis réellement ancrés dans la société. Hormis les PC (le PCB « gorbatchévien » et le PC do B « albanais ») et le PT, il n'existe pas, au Brésil, de partis au sens strict, mais plutôt des « légendes » (c'est le nom utilisé pour désigner l'étiquette d'un candidat) qui se font et se défont en fonction des impératifs de la conjoncture et des leaders charismatiques du moment. Le PMDB, parti actuellement majoritaire, héritier du MDB (Mouvement démocratique brésilien, front d'opposition à la dictature), regroupe des politiciens allant de l'extrême-droite au « social-libéralisme » (tels Miguel Arraes et Waldir Pires, gouverneurs de Pernambuco et de Bahia, ce dernier candidat du PMDB à la vice-présidence) ; ce n'est pas la désignation d'Ulysses Guimarães, vieux routier du MDB et expert en conciliation, comme candidat du PMDB à la présidence, qui va contribuer à clarifier les positions politiques du parti... Identifié par l'électorat à la *Nova Republica* et par conséquent au gouvernement Sarney, le PMDB va avoir beaucoup de mal à démontrer son indépendance vis-à-vis du pouvoir, après avoir profité pendant cinq ans des largesses de celui-ci...

Reste à la bourgeoisie brésilienne l'option pour un candidat populiste « charismatique » ; et il n'en manque pas ! A « gauche », Brizola, lié à la social-démocratie européenne, mais considéré comme autoritaire et nationaliste ; au « centre », Collor, jeune gouverneur du petit Etat d'Alagoas dans le Nordeste, et populaire dans tout le pays grâce à sa campagne démagogique contre les fonctionnaires et les « maharajas » (fonctionnaires

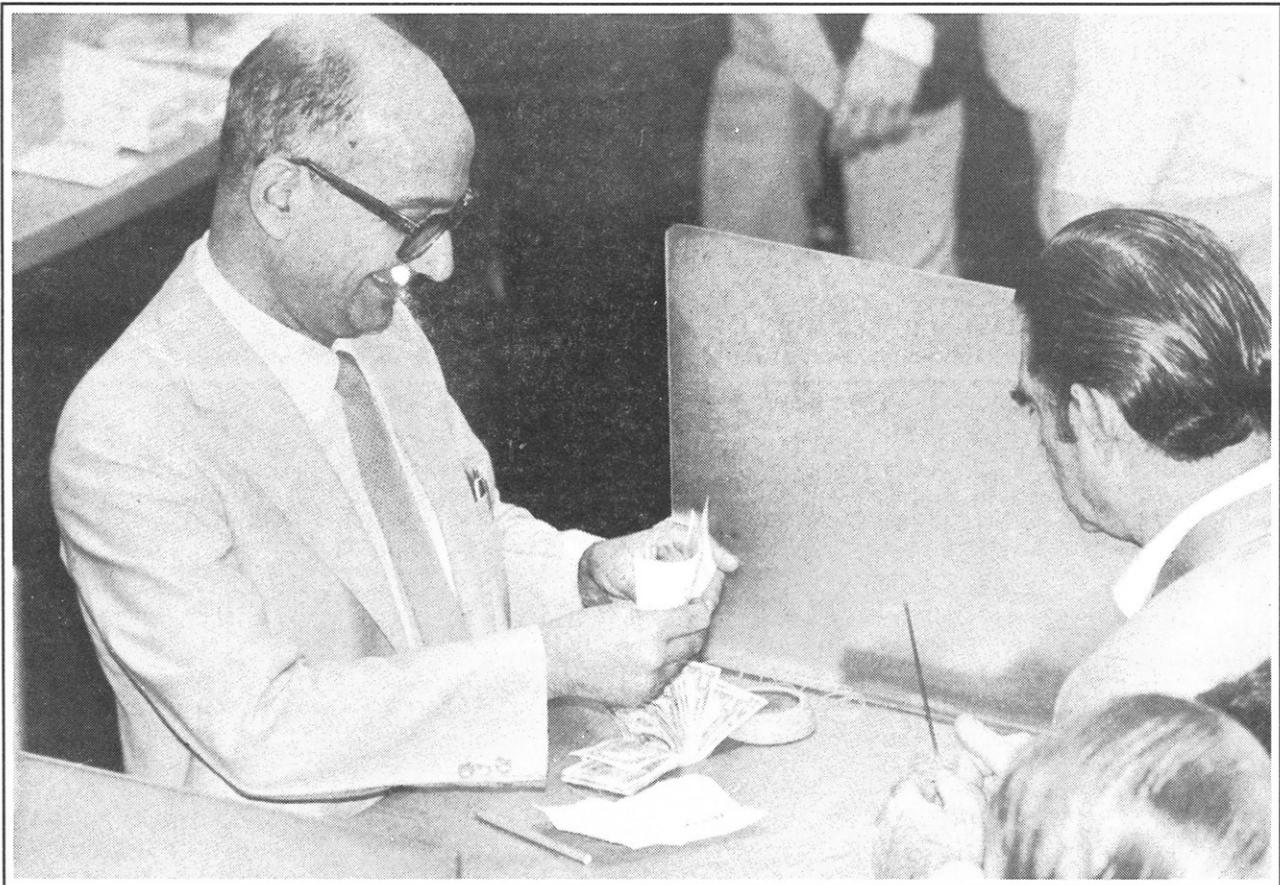
absentéistes aux énormes salaires) ; à droite, Janio Quadros, ex-président démissionnaire en 1962, démagogue et autoritaire... Si Collor semble avoir pour l'instant l'avantage dans les sondages, la bourgeoisie est encore très loin d'avoir confiance en lui, et continue à se diviser sur l'essentiel.

En effet, la solution apparemment logique pour un pays dans la situation du Brésil — assurer une redistribution massive des revenus pour garantir l'essor du marché intérieur et enclencher une croissance auto-entretenu, à l'image du « fordisme » des pays développés — n'est, en réalité, absolument pas praticable. Si certains secteurs, limités, de la bourgeoisie brésilienne soutiennent ce type de projet (incarné par le PSDB de Mario Covas et Fernando Henrique Cardoso), la plupart des dirigeants bourgeois ont conscience des énormes difficultés auxquelles il se heurte. Comment réaliser une vraie réforme agraire qui léserait les intérêts de ces indispensables alliés que sont les propriétaires fonciers, face à un mouvement ouvrier désormais puissamment organisé ? Or, la réforme agraire est la clé de tout programme économique visant à stopper et inverser le processus de concentration croissante des revenus : on ne peut pas limiter l'exode rural, augmenter les salaires urbains, imposer un minimum de règles à la gestion de la main-d'œuvre par les grandes entreprises capitalistes, sans commencer par une redistribution radicale de la propriété foncière. Cela signifie une collision frontale avec les latifundiaires et leur organisation politico-militaire, l'Union de défense ruraliste (UDR) ; choc que la bourgeoisie industrielle n'a absolument ni l'envie ni les moyens d'assumer. Prisonnière de cette alliance pour des raisons politiques — outre leur pouvoir de feu, les propriétaires fonciers disposent d'un capital de votes encore plus colossal vu le type de relations clientélistes qui se perpétue à la campagne —, la classe dominante ne parvient pas à formuler un projet doté d'un minimum de cohérence. Cette impasse stratégique coïncide avec l'énorme pression que la dette extérieure fait peser sur le pays, pour boucher les perspectives prévisibles de solution à la crise profonde que traverse le Brésil depuis dix ans.

Comment sortir de l'actuelle récession (recul de 10 % de la production industrielle en un an, malgré les records historiques à l'exportation), sans basculer dans l'hyperinflation, et en poursuivant le paiement de la dette (qui représente plus de 5 % du PIB) ? Comment augmenter les débouchés intérieurs, sans redistribuer la terre, ni les revenus ? Comment, enfin, contenir la poussée ouvrière des dernières années sans retomber dans les ornières de la dictature ? Les divers candidats conservateurs s'efforcent d'éviter ces questions délicates, qui représentent pourtant le véritable casse-tête du patronat brésilien.

L'ascension du mouvement ouvrier

Depuis 1978, avec l'affirmation du syndicalisme combatif des faubourgs industriels de São Paulo, puis la création par ces mêmes syndicalistes du Parti des travailleurs, le mouvement ouvrier brésilien n'a cessé de progresser en niveau de conscience et d'organisation. Le PT, ainsi que la



centrale syndicale sœur, la CUT, détiennent une écrasante hégémonie politique dans les grands centres industriels du pays, principalement dans les Etats de São Paulo, Rio et Minas Gerais. Leur influence à la campagne n'est pas négligeable, notamment à travers les communautés de base et l'Eglise. L'écrasante victoire du PT aux municipales de novembre 1988 dans la plupart des grandes villes de l'Etat de São Paulo, et ses excellents scores dans de nombreux autres Etats, montrent comment sa position d'indépendance vis-à-vis des combines de la « transition démocratique » lui a permis de capitaliser le mécontentement et la frustration créés par le gouvernement Sarney et le PMDB. La perspective d'une victoire de Lula, candidat du PT aux présidentielles de novembre 1989, en est devenue crédible. La récente vague de grèves qui a marqué l'échec du plan Verão (avril-mai 1989) témoigne du haut niveau de combativité des travailleurs.

Cependant, bien du chemin reste à faire pour que le mouvement ouvrier représente une alternative réelle et puisse accéder au pouvoir. La politisation demeure à un niveau encore superficiel,

comme l'atteste l'envolée dans les sondages — et au détriment de Lula — d'un personnage aussi creux que Collor. Par ailleurs, les militaires conservent toute leur influence institutionnelle et politique, sans trace pour l'instant de divisions en leur sein. Le niveau d'organisation du PT, hors de l'Etat de São Paulo, est encore très inégal. La direction du parti n'a pas de ligne claire sur la nature d'un éventuel gouvernement Lula : modernisation d'un capitalisme attardé ou amorce d'une transition au socialisme ? Bref, la situation n'a pas fini de mûrir ; mais, indiscutablement, face à la désorientation politique et à l'abîme économique et social dans lequel la bourgeoisie brésilienne a plongé le pays depuis dix ans, l'initiative revient de plus en plus aux travailleurs. Le moment se rapproche où un changement radical des priorités du développement deviendra non plus seulement nécessaire, mais d'actualité immédiate.

1. M. Dupont, « Le Brésil sur la corde raide », *Critique communiste*, n° 66, septembre 1987.

2. Sur le bilan de la Constituante, cf. *Inprecor* n° 270 du 18 juillet 1988.



Les difficultés de la transition au Nicaragua

Sophie JOANNY

ALIRE les commentaires d'une grande presse — qui n'a souvent d'oreille que pour les représentants du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP) — sur le Nicaragua dix ans après la révolution, on tire l'impression d'une banqueroute et d'une décomposition économiques complètes, ce qui permet aux journalistes de conclure allègrement à la « faillite du modèle », comme si « modèle » il y avait.

L'affirmation est d'autant plus grave, elle ressort d'autant plus de la guerre idéologique, que la révolution est bel et bien à un tournant : l'agression militaire, même si elle n'a pas disparue, comme le montre le vote récent par le Congrès des Etats-Unis des crédits « humanitaires » à la contra, marque le

pas. L'enjeu pour les sandinistes est bien aujourd'hui de mener de front la reconstruction — pour laquelle une aide économique internationale est nécessaire — et la poursuite du processus révolutionnaire.

Or, la situation est autrement plus complexe que les reporters du *Monde* ou de *Libération* cherchent à le faire croire. Elle est très critique voire catastrophique, ce que reconnaissent les dirigeants sandinistes. Mais elle possède sa logique, celle d'une transition vers le socialisme, c'est-à-dire d'une situation où l'ancien système n'existe plus dans sa cohérence, sans être encore remplacé par le nouveau ; et où les contradictions des deux se cumulent, dans ce pays dominé, en guerre, et où le secteur privé capitaliste, s'il n'a plus le pouvoir,



conserve ses bases propres de reproduction. Il est important de tenter de distinguer dans les déséquilibres actuels les causes « exogènes » (la guerre, l'embargo, la détérioration des termes de l'échange) des causes qu'on pourrait appeler « endogènes », c'est-à-dire les effets propres des politiques économiques suivies à partir de 1980 et leurs contradictions internes, dans le cadre d'une structure d'économie mixte.

Un bilan exhaustif des effets directs et indirects de l'agression avait été effectué à la fin de 1984, et publié dans la revue *Envio* de l'Institut historique centro-américain en août-septembre 1985. Il donnait le décompte suivant :

- 97,1 millions de dollars de dégâts matériels ;
- 282,6 millions de pertes de production par destruction directe ;
- 199 millions perdus à cause des prêts internationaux bloqués sous la pression des Etats-Unis ;
- 521,3 millions d'impact direct sur la balance des paiements, en particulier à cause du recul de certaines productions agricoles.

Mais pour évaluer les effets de l'agression sur le développement du Nicaragua, il faudrait aussi, comme le note la revue *Envio*, estimer « *ce qui aurait pu être réalisé en matière d'investissement, de croissance de la production, de transformation de l'organisation économique, de formation d'un potentiel humain, de relations économiques internationales* ».

Cela étant rappelé, cet article s'attache à analyser essentiellement l'aspect « interne » des contradictions auxquelles vient se heurter le processus de transition.

Le problème de l'approvisionnement

Les difficultés et les contradictions auxquelles se heurte l'économie nicaraguayenne ne sont pas apparues toutes à la fois, mais successivement, en s'enchaînant depuis 1983. Il en va de même en ce qui concerne leur prise en compte par les politiques économiques suivies. Les problèmes d'approvisionnement commencent à prendre de l'importance à la fin de 1983. Viennent s'y ajouter les effets d'un premier blocage de l'investissement, à la fin de 1981 et au cours de 1982, qui résulte pour l'essentiel des réticences d'une fraction importante du secteur privé capitaliste. Ces comportements ont conduit à l'adoption de la loi d'urgence économique et sociale de septembre 1981, puis de la loi sur la décapitalisation de 1981. A cela s'ajoutent encore les retards de productivité constatés dans le secteur public, l'APP¹, ainsi que les effets de la guerre, qui permettent d'expliquer une chute importante en 1982 de l'investissement et de la production, cette dernière reculant de 5,6 %.

La question de l'approvisionnement va cependant cristalliser plusieurs débats portant sur les « termes intérieurs de l'échange » entre la ville et la campagne — autrement dit, sur l'évolution relative des prix industriels et des prix agricoles —, sur l'alliance ouvriers-paysans, sur la priorité accordée aux campagnes. C'est d'emblée un problème politiquement sensible au sein de la population urbaine, et particulièrement celle de Managua. En effet, celle-ci subit de plein fouet les pénuries et les

hausse des prix, sans en vivre directement une des principales causes — la guerre — ; et c'est à Managua que se développe un énorme « secteur informel urbain », qui vit de cette situation à des titres divers et dont la place dans la transition économique est loin d'avoir été définie. Le problème de l'approvisionnement constitue ainsi le premier révélateur des effets indésirables et des contradictions engendrées par la politique menée depuis 1980 en matière de contrôle des prix et de distribution des marchandises.

De 1980 à 1983, les prix à la consommation des produits de première nécessité sont bloqués, grâce à un système de subventions étatiques. La collecte et la distribution sont assurées par MICOIN (ministère du Commerce intérieur) et par un organisme spécialisé, ENABAS. Les subventions sont donc « *un des principaux instruments de planification utilisés par le gouvernement afin de dynamiser la production et défendre le salaire réel des secteurs populaires*² ». Aussi ces subventions — dont les deux-tiers vont aux produits alimentaires — connaissent-elles une augmentation constante, passant de 499 millions de cordobas en 1980 à 1 355,3 en 1983. Mais, dès le début, ce système de distribution se heurte à plusieurs obstacles dont le manque de moyens matériels qui pénalise le réseau étatique de « distribution garantie ». Surtout la dualité des systèmes de distribution et de prix va être source de dysfonctionnements dans la mesure où le secteur privé continue à exister et prospère à côté du réseau de « distribution garantie ».

Les premières pénuries sont liées à des insuffisances de la production ; certaines conjoncturelles, d'ordre saisonnier ou climatique (été 1982 par exemple) ; d'autres plus structurelles, notamment dans le cas de l'approvisionnement en viande qui pâtit du retard pris par le secteur de l'élevage à la suite de l'abattage incontrôlé et du passage de troupeaux au Honduras en 1979, à la veille de la révolution. Ces pénuries sont aggravées par un nouveau facteur de distorsion entre offre et demande : des secteurs de la population qui n'avaient pas accès auparavant à des produits comme le poulet ou les œufs en consomment désormais, alors que la production n'a pas augmenté en conséquence.

Néanmoins, c'est seulement en 1983 que le problème de l'approvisionnement se transforme en phénomène global.

Il s'exprime sous forme de hausse des prix : l'écart se creuse entre les prix officiels des produits de base et les prix sur le marché « libre », les prix officiels de certains produits pouvant d'ailleurs augmenter eux-mêmes.

Le gonflement du secteur informel

Le gonflement incontrôlé du secteur informel urbain constitue le second symptôme du problème d'approvisionnement. Il s'agit d'un phénomène complexe qui pose un problème de définition. Ce terme englobe à la fois une grande partie du secteur commercial non enregistré, mais aussi tout un secteur hétéroclite de « services » divers (répa-



ration, cireurs de chaussures, etc.) et enfin une grande partie de l'artisanat ; comme le note, en effet, une étude très détaillée³ de l'UCA (Université centro-américaine), il existe aussi un secteur informel productif (ateliers de couture, de mécanique, fabrication de tortillas, etc.). Le développement du secteur informel apparaît ainsi comme le produit de deux évolutions distinctes : d'une part une tendance à la désalarisation et à la déprolétarianisation de la population active, d'autre part un transfert continu de force de travail vers des activités improductives.

La première tendance date d'une vingtaine d'années, mais s'est accentuée avec la révolution. Il faut rappeler qu'en 1979 le prolétariat au sens strict ne représentait qu'une minorité de la population active. Le prolétariat industriel reste numériquement faible : entre 60 000 et 80 000 travailleurs selon les statistiques, soit 16 à 18 % de la population active. Si 52 % de la population est urbanisée, ce n'est donc pas en raison de l'attraction qu'aurait exercé la croissance industrielle sur la main-d'œuvre, mais parce que, dès les années cinquante et jusqu'au milieu des années soixante-dix, le développement du capitalisme dans l'agriculture, axé sur le coton, a entraîné l'expulsion de leurs terres d'un grand nombre de paysans. L'extension des rapports capitalistes de production à la campagne a provoqué en revanche, à la même époque, un développement du prolétariat et du semi-prolétariat agricoles (entre 260 000 et 310 000 travailleurs). Mais l'accès aux moyens de production reste très complexe et différencié : beaucoup de semi-prolétaires sont aussi de petits producteurs indépendants, « minifundistes », à travers le métayage, le fermage, ou différentes formes de rela-

tions « précaires » de production. Certains d'entre eux possèdent eux-mêmes un lopin, insuffisant pour vivre, qui les oblige à s'embaucher comme saisonniers. Et la révolution ne fera qu'accroître cette tendance à la diminution numérique du prolétariat.

Ainsi, entre 1981 et 1982, le nombre de travailleurs indépendants augmente-t-il de 15,2 %. A partir de 1983-1985, le salaire va progressivement perdre sa fonction exclusive de reproduction de la force de travail : l'enquête de l'UCA montre qu'à Managua très rares sont les familles dont la seule source de revenu soit salariale. Cette constatation peut être étendue au secteur rural.

A ces deux évolutions s'ajoute le caractère incontrôlable de l'urbanisation. La politique de répression et de concentration des terres menée par le somozisme a alimenté l'exode rural depuis de nombreuses années. Mais, souvent, ces migrations se font en deux étapes, passant d'abord par une ville petite ou moyenne, pour se concentrer massivement à Managua au début de la décennie quatre-vingt.

On peut réellement parler de Managua comme d'une ville de commerçants : en 1982, 92 000 personnes — soit 32 % de la population active de la capitale — appartiennent au secteur commercial et, parmi elles, 85 % font partie du secteur informel urbain. Toutefois, comme l'a montré l'enquête de l'UCA, il ne s'agit pas d'un groupe social clairement déterminé et facilement identifiable. Il existe des différenciations, voire des divergences d'intérêts à l'intérieur du secteur informel et, de plus, des liens multifformes se sont tissés entre les diverses strates

de ce secteur et les autres couches sociales : d'où la difficulté pour l'Etat révolutionnaire de définir une politique cohérente à son égard.

Inflation et recul du pouvoir d'achat

Le problème de l'inflation et de la distorsion des prix relatifs constitue le troisième symptôme des contradictions présentes. Jusqu'en 1985, le problème reste souterrain : l'inflation est « contenue », autour de 25 à 35 % par an. Mais elle bondit brutalement à 235 % en 1985, puis à 680 % en 1986, et 1000 % en 1987 ! Le rythme de croissance des prix à la consommation au cours de l'année 1987 donne une idée de l'ampleur du problème (voir tableau ci-dessous).

Déc. 1986	Janv. 1987	Fév. 1987	Mars 1987	Avril 1987	Mai 1987	Juin 1987	Juil. 1987	Août 1987
100,0	91,7	93,7	104,3	165,4	293,9	364,5	557,4	776,2

Source : INEC (Institut national des statistiques).

Les salaires ne suivent pas, même si à partir de 1985 les programmes économiques prévoient des augmentations de rattrapage, et le pouvoir d'achat connaît une baisse marquée qu'illustre bien le tableau ci-après.

	Salaires		Pouvoir d'achat	
	Indice	% Augm.	Indice	% Augm.
Mai 87	100	-	100	-
Juin 87	130	30	90,5	9,5
Juillet 87	201,5	55	91,8	+ 1,4
Août 87	241,8	20	79,1	- 13,8

Source : INEC

Cette baisse du salaire réel alimente à son tour le gonflement du secteur informel. La perte de valeur du cordoba conduit, dans certains secteurs, à une démonétisation et à un retour au troc, et à la « dollarisation » croissante de l'économie : le dollar sert souvent de monnaie de référence, même pour des transactions s'effectuant en cordobas.

Le tournant de 1985

C'est donc à partir de 1985 que la politique économique amorce un mouvement de réorientation qui ne semble pas achevé et dont il importe d'apprécier la portée réelle, même si c'est

aujourd'hui difficile. Le programme économique de janvier 1985 marque la première reconnaissance officielle de l'échec des méthodes employées jusqu'alors pour réformer le système de distribution des marchandises. Une loi de mai 1984 avait constitué une première mise en question du système de subventions à la consommation, pour essentiellement trois raisons : aggravation du déficit budgétaire, prix trop faibles payés aux producteurs, existence d'un double système de prix alimentant la spéculation.

Mais c'est seulement en janvier 1985 qu'apparaît une critique systématique de la politique de relance par la consommation menée à partir de 1980, qui insiste sur l'absence de la base matérielle nécessaire à une telle politique.

Les principales mesures du plan de 1985 portent sur la libération des prix, l'augmentation des salaires et la suppression de subventions. Les résultats en sont difficiles à apprécier. La lutte contre le déficit budgétaire n'aboutit pas, malgré les réductions drastiques des dépenses, notamment en raison des pertes liées à l'évolution du taux de change. Les prix augmentent en moyenne de 54 % au cours des six premiers mois de l'année, et les salaires ne suivent pas, ce qui se traduit par une chute globale de 5,1 % de la production, et de 1 % de la consommation de base.

Le plan de juin 1986 se situe dans l'exacte continuité de celui de 1985. Mais la distorsion des prix relatifs comme l'écart entre prix et salaires se sont accentués. A partir de 1986 est décrétée l'orientation vers une « économie de survie ». Plusieurs « paquets » de mesures vont se succéder, en juin 1987, février 1988, et juin 1988 : ils comportent tous dévaluation, libération des prix, élimination de subventions, diminution des dépenses publiques, avec notamment de nombreuses suppressions d'emplois dans l'administration. Aujourd'hui la situation reste caractérisée par l'hyperinflation, et par le recul continu du pouvoir d'achat des salariés, sans que par ailleurs les déficits parviennent à être réduits de manière significative.

La nature des réformes

Deux questions complémentaires peuvent se poser à propos de ces mesures : la première est de chercher à identifier leur cohérence, leur logique interne, la seconde de préciser quelles contradictions de la transition économique elles cherchent à résoudre, quels sont les problèmes auxquels elles s'attaquent en priorité. Commençons par l'interrogation la plus immédiate : s'agit-il d'un tournant vers une politique économique « orthodoxe » made in FMI, autrement dit d'un pas en arrière dans la transformation révolutionnaire, par le biais d'un retour aux lois du marché ? La question a été abordée au Nicaragua même. Effectivement, une grande partie des mesures appliquées de puis 1985 semblent aller dans ce sens : libération des prix, dévaluation, stimulation en dollars à la production et aux agro-exportations qui sont réalisées dans leur grande majorité par le secteur privé, sup-

pression de subventions — bref, passage d'une politique de soutien de la demande à une politique de soutien de l'offre. La réalité apparaît cependant plus complexe...

Il s'agit certes d'une politique d'austérité, mais qui comporte une hausse des salaires, et une tentative pour les indexer sur les prix, mesures qui n'ont jamais figuré dans les recommandations du FMI. Et surtout, cette austérité est sélective : le souci de garantir l'approvisionnement des produits de première nécessité est toujours présent. Il s'agit d'une politique de stimulation de l'offre, visant à encourager l'activité du secteur capitaliste agro-exportateur (primes, avantages en dollars, etc.) mais aussi à accorder des avantages aux petits producteurs privés paysans, ce qui est dans la ligne de la

taliste agro-exportateur sont incités à utiliser de manière disproportionnée des équipements et des fournitures importés, sur la base de prix artificiellement bas. Il s'agit donc ici de rendre à la loi de la valeur son efficacité.

2. Enrayer la chute de la productivité résultant de l'absence de rationalité de l'investissement dans l'agro-exportation et dans l'industrie. Ce problème est lié au précédent mais renvoie également à la perte de substance économique du salaire qui rend difficile l'intensification des processus de travail.

3. Renforcer, voire même créer, une alliance ouvriers-paysans. Cet objectif est poursuivi au moyen de deux instruments de politique économique : la fixation des termes intérieurs de



réforme agraire. On peut constater néanmoins, au cours de la période 1985-1988, un changement qualitatif, marqué en particulier par l'arrivée sur la place publique des débats sur la « réforme économique ». En 1988, l'objectif explicite est bien de limiter la demande, jugée trop élevée par rapport à l'offre, et de donner la priorité au développement du secteur agro-exportateur. Une telle politique économique comporte donc, tout à fait consciemment, des risques politiques par rapport à une fraction de la base sociale de la révolution : les salariés urbains.

Ces réformes économiques cherchent à répondre à quatre problèmes différents :

1. Maîtriser, non pas tant l'inflation, considérée comme impossible à vaincre à court terme, mais plutôt la structure des prix relatifs qui ne reflète plus correctement celle des coûts de production. En particulier, l'industrie et le secteur capi-

taliste et la poursuite de la réforme agraire. Deux réponses sont ainsi données : distribution massive de parcelles individuelles de terres en 1985-1986, puis nouvelle loi de réforme agraire en 1986, et libération des prix à la production. La quadrature du cercle consiste alors à continuer à satisfaire les revendications des salariés de l'industrie et du tertiaire, notamment par le maintien de réseaux d'approvisionnement garantis, avec les « *comisariatos* », boutiques d'entreprises.

4. Contrôler le secteur commercial informel, puisque sa suppression s'avère impossible. Certes des opérations « coup de poing » ont été menées sur le « marché oriental » de Managua, afin de repérer et de sanctionner les spéculateurs, mais leur effet a été de courte durée. De plus, les spéculateurs, au sens précis du terme, ne représentent qu'une petite partie du secteur informel. L'enquête de l'UCA a

montré que les commerçants qui, en fonction de la place qu'ils occupent dans les réseaux de distribution, sont contraints de vendre cher, ne sont pas assimilables aux spéculateurs qui, eux, disposent de l'infrastructure nécessaire au stockage. Dans ces conditions, la seule alternative possible qui reste au gouvernement est de tenter de légaliser le plus grand nombre possible de commerçants, afin de les intégrer et les soumettre à l'impôt.

Où trouver des fonds pour l'accumulation ?

Toutes ces difficultés de l'Etat révolutionnaire à maîtriser le fonctionnement de l'économie au cours de ces quatre dernières années posent à nouveau la question de l'articulation entre économie mixte et transition révolutionnaire.

La réforme économique se fonde, on l'a vu, sur une critique explicite des premiers programmes de relance par la demande. Faut-il également voir dans ces programmes une ponction insuffisante de l'excédent du secteur privé, renvoyant en dernière analyse aux alliances de classes choisies par le FSLN, qui auraient favorisé la petite bourgeoisie et les classes moyennes des villes au détriment des secteurs populaires et fait preuve de trop de ménagement à l'égard du secteur privé capitaliste ? C'est l'explication avancée dès 1981 — c'est-à-dire au moment où se mettait en place l'économie mixte — par Oscar René Vargas⁴. Celui-ci critique les éléments suivants du programme économique de 1980 : 1. une relance de la consommation trop globale, gonflant excessivement la demande par rapport à l'offre et finançant à fonds perdus la consommation de la bourgeoisie par le biais des subventions. 2. Une politique de crédit trop facile, sans contrôle suffisant de son utilisation par le secteur privé, donc sans contrepartie productive garantie. 3. Des rapports de prix intérieurs défavorisant le secteur étatique au profit du secteur privé, à la suite du blocage des prix : « *Le secteur économique qui a le plus contribué à la réduction de l'inflation a été le secteur public dont les entreprises ont fonctionné sur la base de prix quasiment bloqués. Aussi les excédents dégagés au départ se sont annulés presque complètement, et la reproduction élargie du secteur étatique a été mis en grand danger. Pour être plus précis, nous nous trouvons de fait face au modèle de Prëobrajensky, mais appliqué à l'envers*⁵. » Ce transfert en direction du secteur privé se traduit par une baisse de l'excédent du secteur public. La faiblesse de l'investissement public qui en résulte entraîne alors la pénurie et la spéculation, qui viennent à leur tour renforcer la tendance au rétrécissement du surplus disponible pour le secteur public. Il est intéressant en 1989 de se référer à cette analyse qui ouvrait des pistes d'analyse largement explorées dans le débat actuel, même si, compte tenu de l'évolution de l'appareil productif, une partie des solutions avancées alors apparaissent aujourd'hui dépassées.

Il est indéniable que les particularités de l'appareil productif et de la structure de classe de la société nicaraguayenne ne sont apparues que progressivement aux dirigeants. L'extension du

secteur public fut ainsi surestimée : « *Avant la révolution et immédiatement après, tout le monde au Nicaragua pensait que le secteur public agricole serait beaucoup plus important. Implicitement et parfois explicitement, on imaginait que 50 % des terres passeraient aux mains de l'Etat. Au cours de la préparation du 1^{er} plan de 1980, l'équipe du MIPLAN (ministère du Plan) partait de l'hypothèse selon laquelle 50 % de la terre appartiendrait au secteur public. Ensuite nous nous sommes rendus compte que nous n'avions que 18 % de la surface cultivée, et que la production du secteur public en 1980 ne représentait que 15 % de la production nationale*⁶. »

L'incapacité du secteur public à atteindre un niveau de productivité suffisant se manifesta assez rapidement, surtout dans l'agriculture, ce qui incita le pouvoir révolutionnaire à chercher une définition plus précise des modalités des alliances de classe, notamment dans les campagnes. C'est ainsi qu'en avril 1981 est créée l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAC), organisation indépendante regroupant les petits et moyens paysans, les détachant ainsi de l'influence de l'UPANIC, organisation patronale affiliée au COSEP. En août 1981, la loi de réforme agraire fixe les conditions des confiscations de terres (absence d'exploitation effective au-dessus d'une certaine superficie) garantissant ainsi la propriété privée, sous réserve d'exploitation effective. Loi à double sens : il s'agit certes de rassurer les capitalistes agraires qui détiennent l'essentiel du secteur agro-exportateur, mais aussi de préciser les modalités de la transformation de la structure productive, non plus au travers d'une extension de l'APP, mais plutôt par des distributions de terres à des individus ou à des coopératives. La loi sur les coopératives vient d'ailleurs compléter en septembre la loi de réforme agraire.

Cependant, la transformation effective est trop lente, et laisse à l'écart trop de paysans, les rendant ainsi vulnérables à la propagande de la contre-révolution, et qu'on observe également la pression sur la terre conduit à partir de 1985-1986 à un nouvel approfondissement de la réforme agraire, au travers de distributions massives de titres individuels de terres sanctionnées par une nouvelle loi en janvier 1986.

« *En même temps que nous exagérons le poids du secteur public, nous nous fabriquons une vision dualiste de l'économie nicaraguayenne : secteur public et secteur privé. Le secteur privé était synonyme de bourgeoisie, et, d'une certaine manière il a fallu que surviennent des événements désagréables du point de vue historique, comme le fait qu'un secteur de la paysannerie rejoigne la contre-révolution, et qu'on observe également la défection d'une bonne partie du secteur privé par rapport au projet d'unité nationale, pour qu'on commence à percevoir la signification non seulement sociale, non seulement politique, mais aussi économique de cette fraction de petite et moyenne production*⁷. »

Evolution lente par conséquent : « *Les politiques agraires de ces années se sont concentrées fondamentalement sur le processus d'accumulation à partir de grands projets d'investissements intensifs en capital. Ceux-ci étaient pour la plupart situés dans la région du Pacifique, tandis que leur*

impact a été plus faible dans le reste du pays. Les politiques de l'Etat — délibérément ou non — ont concentré leur attention et focalisé leurs objectifs sur le secteur public, quelques grandes entreprises du secteur privé, et le secteur coopératif des (CAS), Coopératives agricoles sandinistes. »

La difficile articulation public/privé

On a également sous-estimé le poids économique et les potentialités de la petite et moyenne production, alors même que l'importance de ce secteur dans l'agriculture constitue une spécificité du Nicaragua par rapport à d'autres pays d'Amérique centrale. Il n'était donc pas possible d'appliquer un « modèle de Préobrajensky » à l'endroit, autrement dit de ponctionner à travers la politique de prix le secteur privé agricole en faveur d'un secteur public « industriel » qui aurait constitué la base de l'accumulation socialiste primitive. En effet, au Nicaragua, les petits et moyens producteurs ne sont pas assimilables à des « koulaks », même si localement des risques de différenciation sociale accrue peuvent exister comme conséquences de la politique des prix. Le secteur public est présent dans l'agriculture au même titre que le (ou les) secteur(s) privé(s) et, en l'absence d'une industrie importante, la seule base d'accumulation possible semble être le secteur agro-exportateur, source de devises, qui reste majoritairement aux mains de propriétaires privés. La seule solution consiste donc à les inciter à produire, à la fois par la carotte et le bâton. La carotte, ce sera la politique de crédit, et les primes en dollars à l'exporta-

tion ; et le bâton, la loi sur la décapitalisation, et un rapport de forces potentiellement amélioré par l'alliance avec les petits et moyens producteurs.

Cette hétérogénéité du secteur privé nicaraguayen n'est que l'aspect complémentaire de la diversité des formes de revenus, examinée plus haut, qui fait que très peu de familles, aussi bien dans les villes que dans les campagnes, sont exclusivement composées de salariés et que presque toutes sont liées à la petite production, voire au secteur informel. Dans les campagnes, y compris dans certaines coopératives, un certain nombre de femmes vivent à la fois de leur travail agricole et d'une activité commerciale (« tortillas ») qui parfois constitue leur revenu principal.

La critique du programme économique de 1980 et de la politique de relance par Oscar René Vargas annonce directement certaines remises en question effectuées à partir de 1985. On a déjà noté les effets pervers de la politique de subventions. Plus généralement, les considérants des réformes économiques de 1988 se réfèrent à deux problèmes surgissant dans la sphère de la production : la distorsion entre l'offre et la demande, et une politique d'investissement jugée irrationnelle.

Le premier problème conduit au cercle vicieux bien connu pénurie-spéculation-inflation, mais aussi à une modification, à l'intérieur des activités principales de l'économie, du rapport importations/exportations. « Les politiques expansives du gouvernement ont causé une augmentation de la demande effective, et cette augmentation a constitué une pression sur des produits comme la viande, de telle manière que si auparavant (à la fin de la décennie passée), la proportion destinée



au marché intérieur était de 45 % et celle destinée à l'exportation de 55 %, cette relation a été inversée, à tel point qu'en 1985, la production destinée à la consommation intérieure était de 90 % et celle destinée à l'exportation de 10 %, alors même que les résultats sur le cheptel de la contrebande et de l'abattage indiscriminé de 1979 n'étaient pas effacés, et que sa reconstitution était compromise par les effets de la guerre dans les régions d'élevage⁶. »

Comme seul le secteur agro-exportateur peut permettre un début d'accumulation, et qu'il apparaît même, dans la période actuelle, comme le garant d'une simple survie grâce aux indispensables devises que lui seul permet d'obtenir, il faut bien finir par limiter la consommation privée à l'intérieur : la boucle est bouclée.

L'investissement, qui constitue l'autre composante de la demande, se porte surtout sur le marché international dans la mesure où les « grands projets d'investissement », pour la plupart agro-industriels, font largement appel à des équipements importés. Outre le problème de leur logique sociale, évoqué plus haut, les critiques qui sont adressées sur le plan « économique » à ces projets portent sur deux aspects. Leur contenu élevé en capital importé renvoie à la distorsion des prix relatifs : c'est la multiplicité des taux de change qui, en baissant artificiellement le coût de ces biens de capital et d'autres fournitures agricoles importées comme les insecticides, encourage leur utilisation irrationnelle, que l'on constate par ailleurs dans la plupart des unités de production agricoles.

Même en laissant de côté le fait que le rendement de tels projets d'investissement se situe à moyen ou long terme, et qu'ils répondent mal aux exigences d'une économie de survie, leur efficacité intrinsèque est douteuse : les rendements agricoles moyens, en dépit d'un taux de mécanisation élevé, ont connu une chute dans pratiquement toutes les branches. Ce constat souligne la nécessité d'unifier les taux de change afin d'aboutir à des coûts de production plus réalistes, et ainsi à une rationalité mieux assurée du calcul micro-économique.

Conclusion : une marge de manœuvre étroite

La marge de manœuvre du gouvernement est donc étroite : il s'agit de rompre avec l'anarchie monétaire, de rétablir un mode de formation des prix et des salaires plus rationnel. La seule référence pour l'instant, en l'absence d'une planification centralisée, reste jusqu'à un certain point la loi de la valeur. Il ne s'agit pas du tout cependant d'un retour tête basse aux lois du marché « après échec de la planification » : s'il s'agit bien de baser le salaire sur la productivité du travail, il n'est pas question de chercher à ajuster les prix sur l'offre et la demande mais sur les coûts de production, l'objectif prioritaire étant de restaurer l'efficacité de la production et de parvenir à retrouver un excédent productif. De plus et surtout, il faut bien comprendre que jusqu'à présent il n'y a pas eu à proprement parler de planification au Nicaragua, mais seulement des « programmes économiques », des tentatives locales d'articulation plus

efficace des moyens de production et de distribution (sous le nom d'« organisations territoriales ») et des plans sectoriels.

« Un des problèmes principaux est que l'Etat a perdu la capacité de régulation de l'économie... L'un des objectifs centraux d'un plan de stabilisation est de récupérer la capacité de l'Etat à la régulation de l'économie. Mon opinion est que nous devons remettre à leur place, restituer le rôle des mécanismes de marché. Il existe une insubordination de ces mécanismes⁷. »

Les dirigeants sandinistes entendent donc utiliser la loi de la valeur, tout en la contrôlant. En ce sens, il y a continuité avec le pari de 1979 sur l'économie mixte. Un tel pari est difficile pour plusieurs raisons : les distorsions introduites par des décennies de capitalisme dépendant et par huit années de guerre et d'encercllement impérialistes sont telles que les mesures instaurées pour pallier un déséquilibre vont forcément en accentuer d'autres. Cela apparaît clairement dans les différentes analyses du débat préalable à la réforme économique. Ainsi la lutte contre la distorsion des prix relatifs doit entraîner une aggravation de l'hyperinflation. Une étude prospective du comportement productif des différentes branches agricoles face au plan de stabilisation montre que, par exemple, tous les produits à forte composante de fournitures importées, comme le maïs ou le sorgho, connaîtront une hausse de leurs coûts de production, ce qui aura un effet certain sur le panier de base des consommateurs.

Toute décision de politique économique implique donc forcément que l'on donne en pratique la priorité aux revendications d'une fraction du « bloc populaire » — en l'occurrence les producteurs paysans — au détriment d'autres catégories, ici les salariés urbains.

Un risque politique existe donc, dont les sandinistes sont assez conscients, risque d'autant plus grand que nombre de mesures sont conçues pour favoriser le secteur capitaliste agro-exportateur et l'inciter à produire, et ceci dans une situation de conflit larvé avec une part importante de la bourgeoisie.

Enfin il ne faut pas oublier que la reprise d'une activité productive régulière, comme le fonctionnement régulier des organisations de masse, conditions indispensables à la reprise du contrôle de l'économie, ne pourront être acquis sans un arrêt total de la guerre d'agression.

1. Le secteur public (APP : *Area de Propiedad del Pueblo*) représente en moyenne moins de 20 % de la surface agricole. Il a été constitué essentiellement à partir des biens confisqués à Somoza et aux somozistes.

2. Institut historique centro-américain, le Défi de l'approvisionnement, *Envío*, n° 40, janvier 1985, p. 5.

3. UCA Enquête sur le secteur informel 1986.

4. Oscar René Vargas *Economía y revolución*, 2, *Coyoacán*, n° 12, 1981.

5. Eduardo Baumestier, Commentaires in *El debate sobre la reforma económica* p. 226-230, Centro de Investigaciones y Estudios de la Reforma Agraria (CIERA) 1988.

6. Arturo Grygsbi, directeur de politique économique de la direction générale d'économie du MIDINRA, ministère de l'Agriculture et de la réforme agraire, « Des implications d'un réajustement monétaire dans le secteur agricole » in *El debate...*, op. cit. p. 208.

7. Alvaro Díaz, Commentaires, in *El debate...*, op. cit. p. 281.

Démocratie et socialisme aux Amériques

ENZO TRAVERSO

CE PETIT LIVRE * écrit par Roger Burbach et Orlando Nunez — un sociologue nord-américain, directeur du Centre pour l'étude des Amériques (CENSA) et de la revue *Strategic Reports*, et un dirigeant sandiniste, collaborateur du ministère de la Réforme agraire au Nicaragua — constitue sans doute une contribution importante à la réflexion sur les perspectives du mouvement révolutionnaire et de la pensée marxiste aux Amériques. La dialectique existant entre les métropoles impérialistes et les pays dépendants, tout à fait évidente à l'époque des mobilisations aux Etats-Unis et en Europe contre la guerre du Viêt-nam, semble désormais échapper à la plupart des observateurs des années quatre-vingt. Burbach et Nunez nous rappellent qu'elle existe bel et bien et que tout projet de transformation socialiste et révolutionnaire de la société aux Amériques ne doit pas perdre de vue son horizon continental. La mobilisation aux Etats-Unis contre l'intervention militaire au Salvador et au Nicaragua (par l'intermédiaire de la Contra) est une condition essentielle pour l'approfondissement du processus révolutionnaire en Amérique centrale ; ainsi que ce même processus peut — sinon représenter un modèle — tout de même nourrir les espoirs de changement et la radicalisation politique des masses exploitées à l'intérieur des frontières des USA.

Or, réfléchir sur les perspectives de la révolution aux Amériques signifie aussi tirer un bilan des expériences passées, capable de prendre en compte autant les révolutions (du Mexique à Cuba et au Nicaragua) que les défaites (l'échec à la fois du foquisme et des tentatives de « transition pacifique » au socialisme : le Chili !). Dans ce bilan, Burbach et Nunez affirment clairement l'exigence de dépasser les limites de l'approche marxiste « classique », incarnée aux Amériques surtout par la tradition du léninisme et de la III^e Internationale. Il ne s'agit pas de nier l'apport de ces courants, qui ont marqué l'histoire du mouvement ouvrier aussi bien aux USA (où les luttes ouvrières des années trente qui ont débouché sur le *New Deal*, furent dirigées par les communistes et les trotskystes) qu'en Amérique latine (où la première réflexion

stratégique sur les parcours de la révolution socialiste fut amorcée par le dirigeant communiste péruvien José Carlos Mariátegui). Il s'agit plutôt de constater que la réalité actuelle des rapports sociaux à l'échelle continentale pose le problème d'un dépassement de cette tradition, dont les contributions originelles et novatrices avaient déjà été défigurées, dès les années trente, par l'influence croissante du stalinisme. Dans l'après-guerre, écrivent-ils, « *les partis communistes en place, que ce soit aux Etats-Unis, en Argentine, au Mexique ou au Pérou, n'avaient pratiquement rien à offrir, pas plus au niveau de la théorie que de la pratique révolutionnaire. Cela vaut également pour d'autres organisations communistes qui se sont formées alors, les plus significatives étant les organisations trotskystes.* » (Page 47.) On pourrait objecter que ces dernières ont montré, malgré toutes leurs crises, une capacité de renouvellement bien supérieure à celle des partis communistes, mais il est évident que le marxisme américain issu de la Seconde Guerre mondiale — réprimé par le maccarthysme aux USA et par les régimes militaires en Amérique latine, étouffé partout par le stalinisme — était assez mal placé pour faire face aux tâches du jour.

Déjà la révolution cubaine, en 1959, et plus encore la révolution nicaraguayenne, vingt ans après, montraient qu'il fallait chercher des voies nouvelles, à la fois en renouant avec une tradition révolutionnaire et anti-impérialiste autochtone (les mouvements de libération nationale créés par J. Martí, C. A. Sandino, F. Martí) et en brisant les schémas eurocentriques qui ramenaient toute transformation radicale de la société à la catégorie de la « révolution bourgeoise antiféodale ». La critique de la politique des différents partis communistes latino-américains; de leur soutien honteux aux régimes de l'après-guerre jusqu'à la défaite du gouvernement chilien d'Unidad Popular (« *cas particulièrement illustratif de l'échec que représente la voie électorale vers le socialisme* », p. 58), traverse comme un fil d'Ariane tout le livre. Les expériences cubaine et nicaraguayenne ont prouvé dans la pratique la stérilité de cette tradition du « marxisme-léninisme ». Dans le domaine de la



pensée marxiste, l'exigence d'interpréter le sous-développement latino-américain par la catégorie de la dépendance, et non plus à travers le concept de féodalisme, a été avancée à partir des années soixante par une série d'économistes et sociologues liés à la *New Left* aux USA et aux nouveaux mouvements révolutionnaires nés après la révolution cubaine dans plusieurs pays sud-américains (André Gunder Frank, Teotonio Dos Santos, etc.).

Une autre limitation fondamentale, qui a marqué les pratiques de la gauche américaine dans la période de l'hégémonie stalinienne, a été l'abandon de la démocratie ouvrière et de toute conception pluraliste du mouvement révolutionnaire. Cela s'est traduit, comme nous le rappellent les auteurs, dans une idée de « *dictature du prolétariat, conçue comme l'exercice vertical du pouvoir par le parti au nom de la classe ouvrière, niant la nécessité de constituer progressivement l'hégémonie fondée sur le consensus général* » (p. 67). Des pratiques antidémocratiques, relèvent Burbach et Nunez, ont marqué aussi les multiples expériences foquistes animées par des mouvements au fond authentiquement anti-autoritaires et non pas inspirés par les intérêts d'un appareil conservateur au sein du mouvement ouvrier. « *Le foquisme, écrivent-ils, la croyance qu'un petit groupe de guérilla pouvait renverser un gouvernement, a représenté la manifestation la plus extrême de cette tendance militariste dans les années soixante et soixante-dix. Aujourd'hui encore, certaines organisations politico-militaires d'Amérique latine se préoccupent exclusivement des opérations militaires et négligent l'importance du travail de masse.* » (Page 68.)

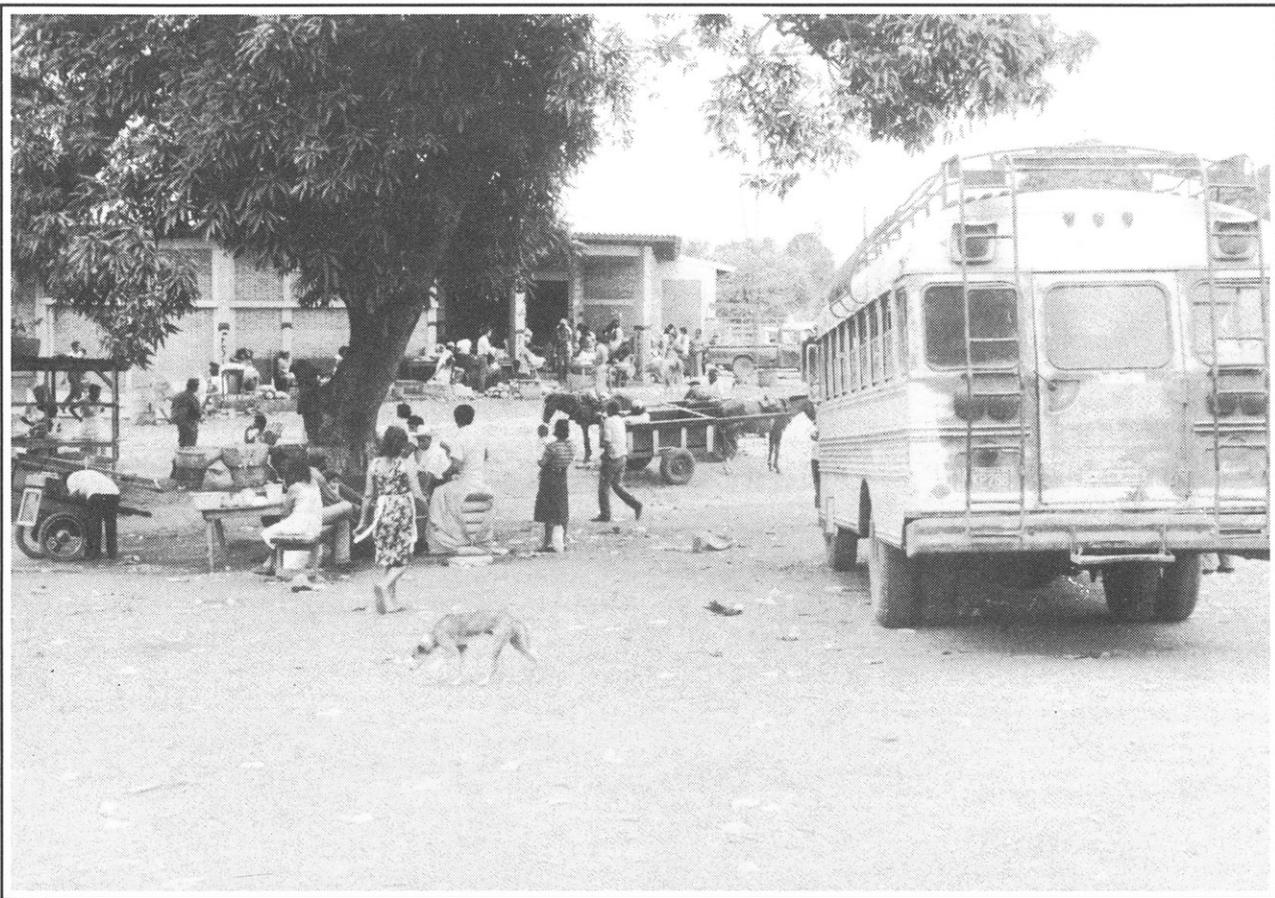
A ce propos, la révolution sandiniste du Nicaragua est présentée, à juste titre, comme exemple de pluralisme et de démocratie dans un mouvement révolutionnaire anti-impérialiste. La force du



FSLN a été sa capacité d'unifier et, dans une certaine mesure, de fusionner dans un front commun des composantes idéologiques, politiques et culturelles différentes, ce qui a permis à des marxistes et à des théologiens de la libération chrétiens de travailler ensemble, de concevoir ensemble un projet de société nouvelle et d'enrichir l'idée même de socialisme. Loin d'idéaliser la réalité actuelle du Nicaragua, les auteurs reconnaissent que même ici les « *tendances autoritaires* » connues par les révolutions antérieures « *sont à l'œuvre* » (p. 83), à cause d'une agression extérieure sans précédent qui oblige le régime sandiniste à consacrer la plupart des ressources du pays à l'auto-défense de la révolution, à cause de la pauvreté extrême du pays, produit de siècles de dépendance coloniale et semi-coloniale, à cause enfin de la faiblesse des traditions démocratiques qui favorise la montée d'une bureaucratie incontrôlée. Il s'agit des mêmes

non seulement par la classe ouvrière mais aussi par toutes les couches sociales exploitées (les femmes, les paysans, les indigènes, les pauvres des grandes concentrations urbaines), et dirigé par une force révolutionnaire fondée sur l'alliance stratégique entre les marxistes et les chrétiens (p. 93).

Les auteurs saisissent des tendances analogues dans le mouvement social qui est en train de se souder aux Etats-Unis dans la coalition Arc-en-ciel, dirigée par le pasteur Jessie Jackson. A notre avis, les élections présidentielles récentes aux USA prouvent que la direction actuelle de ce mouvement est complètement inapte à lui donner une perspective révolutionnaire, mais il est indéniable que cette coalition a représenté jusqu'à maintenant un cadre d'action commun pour tous les secteurs de la société nord-américaine orientés dans un sens anticapitaliste (avant-gardes politiques et radicalisées du mouvement ouvrier, minori-



dangers de repli autoritaire et bureaucratique qui se sont désormais largement concrétisés à Cuba. Il est important de souligner, malgré toutes ces limitations objectives, le caractère profondément démocratique et pluraliste de la révolution sandiniste, démontré désormais par une expérience décennale, où « *coexistent des partis d'orientation chrétienne et d'orientation trotskyste, tout comme des libéraux, des conservateurs et des communistes, dans le cadre d'un processus qui les rend tous chaque jour plus sandinistes* » (p. 76). Si l'on peut tirer un enseignement de cette expérience à la lumière de la réalité sociale de l'Amérique latine d'aujourd'hui, c'est que tout nouveau processus de transformation radicale de la société sera ici le produit d'un large mouvement de masse, composé

tés ethniques et raciales, féministes, homosexuels, pacifistes et écologistes). L'ouvrage de Burbach et Nunez est donc, tout d'abord, un produit de la révolution sandiniste, mais il soulève des interrogations et stimule une réflexion qui, comme le souligne Michaël Lowy dans son introduction, intéressent « *tous ceux qui refusent de réduire le socialisme à sa caricature bureaucratique et cherchent une alternative révolutionnaire et démocratique au règne de l'argent et du capital* ».

* Orlando Nunez, Roger Burbach, *Quand l'Amérique s'embrasera. Le Nicaragua au cœur d'un nouveau projet révolutionnaire*, Introduction et annexe de Michael Löwy, La Brèche, 1989, 160 pages.

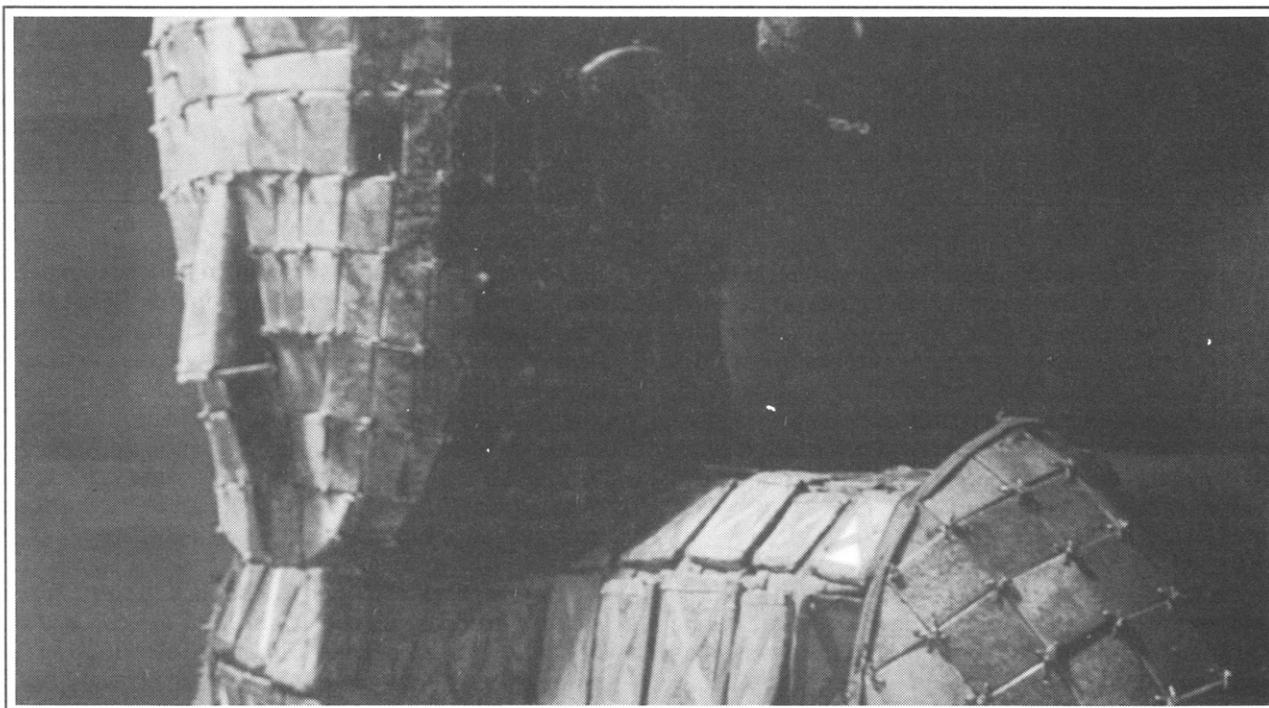
Chine

Dix ans de réforme : bouleversements et incertitudes*

Roland LEW

1 976, Mao meurt et la Chine sort d'une période tourmentée. Mais elle sort aussi d'une phase de rigidification, sinon de pétrification du champ social et politique. Deux ans plus tard, en décembre 1978, une grande réforme économique est lancée qui ouvre l'ère Deng Xiaoping et qui prépare surtout un vaste processus de démaoïsation. 1988 : qui peut reconnaître la Chine aujourd'hui ? C'est un pays méconnaissable qui se présente aux regards des étrangers. « A world turned upside down », titre la magazine anglais *The Economist* (1^{er} août 1987). Oui, il s'agit bien d'un monde bouleversé qui semble obéir à des valeurs nouvelles. Qui pourrait reconnaître ces villes chinoises où se manifeste un affairisme, courant dans les diasporas chinoises, mais étranger à la rigueur maoïste ? Qui pourrait reconnaître ces villages chinois, à l'évidence plus prospère qu'il y a une décennie, mais où la vie collective ordonnée et

relativement lente est remplacée par l'activité et l'activisme des familles redevenues l'unité de base économique et sociale du monde rural ? Et qui pourrait encore reconnaître le discours maoïste, voire une tonalité « marxiste-léniniste », dans ces appels incessants prônant l'inégalitarisme, la recherche du profit ; ou dans ce nouveau langage sur les « problèmes psycho-sociologiques » et les « groupes d'intérêt » qui sont censés peser sur la réforme ; thématiques importées de la sociologie anglo-saxonne et destinées à remplacer l'ancien « jargon » exaltant la « lutte de classes ». Si l'idéologie maoïste invoquait ce qui, pour une bonne part, n'était qu'une fausse lutte de classes et une réelle domination sur les masses, le nouveau discours cache lui, probablement, des éléments d'une lutte des classes effective que l'on veut contenir dans le cadre plus contrôlé d'intérêts certes opposés mais convergeant, proclame-t-on, vers un processus général de réforme favorable à terme à





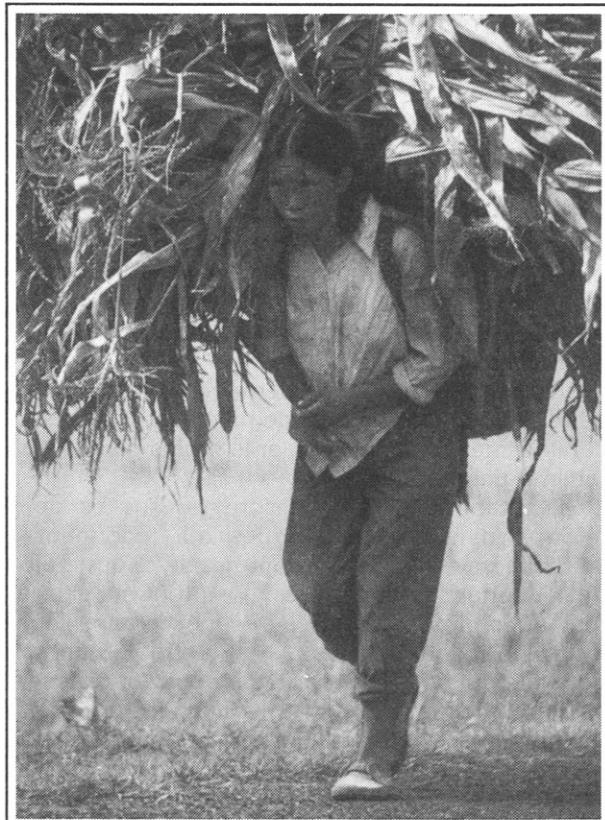
toutes les catégories de la population. En attendant, il faut qu'une nouvelle élite, techno-bureaucratique, d'administrateurs, de chefs d'entreprises socialisées mais aussi privées (à la ville et à la campagne), prenne le relais de la vieille et incompétente bureaucratie formée à l'époque maoïste. Et le parti-Etat doit s'adapter à cette nouvelle donnée en formant des cadres jeunes et qualifiés capables de diriger un pays animé par une nouvelle dynamique sociale. Pas besoin d'insister ni de se cacher longtemps derrière son petit doigt pour poser la question essentielle : la Chine bouleversée de 1988, la Chine qui a renversé terme à terme les « verdicts » de l'époque maoïste réintègre-t-elle le concert des nations ? Rentre-t-elle dans un cadre capitaliste, dont les normes lui seraient fixées et imposées par le monde extérieur ? Le « socialisme » chinois version Deng Xiaoping nie farouchement cette évolution vers le lot commun capitaliste, mais il s'en donne toutes les apparences. Entre la négation et l'apparence, qu'en est-il de cette Chine transformée ?

Les étapes de la réforme

Pour donner la mesure d'un processus très complexe et toujours en cours, restituons les étapes principales de la réforme. De 1976 à 1978, les deux années qui suivent la mort de Mao se caractérisent par une lutte de succession qui voit l'élimination rapide de la « bande des Quatre », donc du courant du « maoïsme officiel » le plus identifié à Mao, et l'affaiblissement du successeur (auto)désigné Hua Kuofeng, ce maoïste de circonstance et d'intérêt bien compris, au profit de l'irrésistible ascension de Deng Xiaoping. Un Deng qui fut probablement du début des années trente jusqu'au Grand Bond en avant un maoïste de conviction avant de s'éloigner et de s'opposer de plus en plus au Grand Timonier. Très vite l'après-maoïsme marque l'entrée de la Chine dans une phase de démaoïsation, de rejet de plus en plus net du maoïsme, même si les apparences maoïstes du régime sont maintenues jusqu'aujourd'hui. Dans la logique de ce rejet de plus en plus systématique, tout ce qui est identifié au maoïsme est remis en question, et avant tout les principes d'égalitarisme (en fait très relatif) et d'autarcie (des unités, des localités, de la Chine). La société traumatisée par la Révolution culturelle est sous tension ; le régime sait qu'il est délégitimisé. Fin 1978, un consensus réformateur s'établit dans les hautes sphères du parti, autour de Deng Xiaoping en vue d'abandonner les thématiques et pratiques maoïstes, sans

retourner pour autant pleinement au modèle soviétique. Mais aussi sans qu'un nouveau modèle soit clairement établi, en dehors de la volonté d'accéder à une « modernisation socialiste » qui laisse percer l'objectif d'une réinsertion de la Chine dans une « normalité » et une norme mondiale.

A cause du faible crédit du régime dans la population, et pour ne pas répéter les épuisantes grandes offensives maoïstes, la réforme est menée dans l'industrie par tâtonnements et essais prudents. La période 1979-1980 est marquée dans les villes par une floraison de réformes expérimentales tentées dans certaines entreprises, dans des lieux pilotes. Ces réformes vont toutes dans le sens d'une réduction du rigide contrôle central sur l'industrie. Les résultats sont loin d'être concluants. Fin 1980, le pouvoir doit constater de nombreux dérapages économiques qui prennent la forme d'une multiplication anarchique des investissements, d'une dangereuse inflation et d'un déséquilibre budgétaire. La crainte des tensions sinon d'explosions sociales est grande (l'exemple polonais est dans bien des têtes). Aussi, durant la période 1981-1982, on assiste à un quasi-blocage de la réforme industrielle, et même à un retour



d'autorité du système de planification de l'économie. Mais une dynamique est en cours, qui ne peut être complètement arrêtée. De fait, à partir du 12^e Congrès du Parti communiste chinois (PCC), en septembre 1982, et surtout à partir de 1983, la réforme est relancée mais avec un effort pour mieux contrôler les investissements.

En octobre 1984, après environ six ans de tergiversations, d'avancées et de reculs, la réforme générale de l'industrie et du système de planification est promulguée à l'échelle nationale. Le problème principal est alors d'établir une vaste réforme des prix : une échelle de prix réels doit remplacer un maquis de prix totalement artificiels (situation caractéristique de tous les pays du « socialisme réel »), qui permettaient aux uns de faire des profits sans effort et à d'autres d'être toujours en déficit, quels que soient les efforts déployés. Tâche difficile, tâche redoutable qui plonge au cœur de la logique même du « socialisme réel ». Pas étonnant alors que cette réforme des prix ne soit toujours pas achevée en 1988. Loin s'en faut. Heureusement pour le principe de la réforme comme changement global, l'essentiel n'est pas là : pas dans les villes.

L'essentiel, au moins les six ou sept premières années de la réforme, c'est la décollectivisation des terres. La substance même de la réforme, ce qui l'empêche de dépérir ou de mourir de 1978 à 1984, c'est avant tout un « détour rural », bien différent du détour rural maoïste d'avant 1949. Il s'agit d'un retour de fait à la privatisation des terres (même si celles-ci restent nationalisées) et à la reconstitution de la famille comme unité de base sociale et économique au village. En deux ou trois années, la roue de l'histoire a tourné en sens inverse : tout le travail de la collectivisation des années cinquante est défait. Moins par une action délibérée des réformateurs que comme la conséquence non voulue mais acceptée d'un projet de remotivation de paysans qui réclament plus d'initiatives, moins d'enrégimentement. Les résultats économiques à la campagne sont spectaculaires : élévation de la production, du niveau de commercialisation et, surtout, du niveau de vie. Les succès résultent pour une part notable de l'augmentation constante des prix des produits agricoles, augmentation qui compte tout autant que la décollectivisation dans la remotivation des campagnards. Autant dire qu'un maoïsme plus lucide, plus attentif aux besoins des populations, aurait pu, peut-être, entreprendre cette redynamisation du monde rural, sans passer par la décollectivisation...

Quoi qu'il en soit, la démaoïsation a pris dès cette époque une tonalité de privatisation, voire de capitalisme rampant, et pour le moins d'anti-égalitarisme acharné.

D'autant plus que ce sont les succès de la réforme dans les campagnes qui redonnent la crédibilité, vers 1982, à un projet de réforme alors bien incertain dans les villes, et surtout qui permettent au régime de réacquiescer une certaine légitimité, un certain tonus. C'est cette dynamique nouvelle qui pousse un pouvoir pourtant divisé sur la marche précise à suivre, à relancer la réforme urbaine (de l'industrie et de la planification), et même à tenter de la généraliser à partir de l'automne 1984. Mais, là, la situation se gâte. Le mouvement rapide de transformation se fait résis-

tible réforme. Il s'agit en effet de s'attaquer aux bases du « socialisme réel » : à la gestion des entreprises, au statut des travailleurs, à la structure irrationnelle des prix, au despotisme de la planification centrale, à l'inertie bureaucratique. En un mot : à la substance même du « socialisme réel ».

De 1984 à 1988, la réforme suit alors un cours incertain. Non point qu'il y ait arrêt de la réforme. Mais c'est plus la logique irréversible des transformations acquises (notamment à la campagne) qui s'impose que la cohérence de la réforme en tant que telle. Dès 1985, on se rend compte que la réforme des prix est inapplicable en bloc, de même que les autres aspects du programme réformiste. Les dirigeants multiplient alors les détours, les solutions intermédiaires et les expérimentations locales. On applique ainsi une politique de double prix : prix planifiés, prix de marché. On introduit des éléments de contractualisation et de mobilité du travail ouvrier visant peu à peu à casser le droit au travail garanti à vie ; avantage qui complique aussi l'obligation de rester dans la même entreprise, etc.

En 1986, face à une situation confuse et mal maîtrisée, le courant le plus réformateur met l'accent sur la « réforme politique ». Il s'agit de s'attaquer à ce verrou essentiel que représente l'appareil bureaucratique peu adapté, sinon opposé à la réforme, appareil souvent corrompu. Cette offensive relayée voire débordée par l'agitation étudiante (fin 1986), qui se présente comme l'avant-garde d'une élite réformiste, s'attire une riposte des opposants à une réforme trop vaste, lesdits « conservateurs » (un groupe puissant mais probablement peu homogène), qui réussissent à défenestrer au début 1987 le secrétaire général du PCC, Hu Yaobang, figure de proue du réformisme officiel. La réforme semble alors bloquée. En fait, aucune alternative ne lui est proposée. Et, dès le printemps 1987, et surtout à partir du 13^e Congrès à l'automne de la même année, la réforme semble de nouveau sur ses rails. Hu Yaobang conserve son siège au bureau politique, mais plus à titre symbolique que réel. Mais cette continuité de la réforme se fait dans un contexte tout aussi persistant d'incertitude qui tient à la promotion, lors du congrès, d'une nouvelle direction au profil un peu flou et qui dépend toujours du pouvoir des « grands ancêtres », comme Deng Xiaoping, en principe en retrait sinon à la retraite. Li Peng devenu premier ministre en 1988 marque bien la montée d'une technocratie certes moderniste mais plus centralisatrice et prudente que le groupe réformateur.

Dix ans de réforme, dix ans de changements, rapides ou lents, irrésistibles ou contenus ; mais aussi dix ans d'incertitude : où va la Chine ?

Autoréforme et modification du système

La réforme se veut une autoréforme du socialisme réel qui préserve la logique du système mais l'adapte à une nouvelle étape, qui devrait se caractériser par l'introduction du principe du marché dans l'économie chinoise, à la ville et à la campagne, par une ouverture sur le marché mondial, dans les deux sens, et par la mise en place d'un

rapport nouveau, plus allégé, entre le parti-Etat et la société. D'un côté, il s'agit de favoriser une nouvelle alliance de pouvoir qui réserve une place croissante à une élite techno-bureaucratique destinée à être de plus en plus influente dans le parti ; élite sociale considérée comme le vecteur d'une rationalisation et d'un assouplissement des règles de fonctionnement économique et social d'un « socialisme » revu et corrigé. De l'autre, il s'agit de prendre acte et de tirer avantage de l'existence d'une société plus active, qui devient aussi un partenaire moins passif, plus exigeant face au pouvoir.

Mais la réforme, même comme autoréforme, c'est un processus qui possède sa logique propre qui va au-delà ou ailleurs que les objectifs choisis. La décollectivisation des terres est ainsi le résultat non voulu mais entériné de la politique de « responsabilisation des paysans ». Avec comme conséquence de mettre presque d'un seul coup hors du processus de « socialisation » la quasi-totalité de la population paysanne, donc de la grande majorité du peuple chinois, et de contribuer à un processus de différenciation sociale rapide qui s'approfondit de jour en jour. Le rejet de l'égalitarisme est un mot d'ordre central, avons-nous vu, presque un porte-étendard de l'antimaosisme. Ce qui implique, par contrecoup, par un effet presque mécanique de renversement symétrique, une valorisation des différenciations sociales, à la ville comme à la campagne. Cela signifie même qu'on l'accepte, qu'on l'avoue ou non, le développement d'un capitalisme agraire. D'abord contenu, hésitant, celui-ci s'étend. D'un côté, les succès agricoles et la rapide progression de la productivité du

travail ont conduit nombre de paysans en surnombre à quitter la terre pour aller vers les villes et à y devenir travailleur, ou à tenter de lancer des entreprises industrielles privées à la campagne (ou dans les villes nouvelles mises en place pour éviter que l'émigration paysanne n'étouffe les grandes villes). De l'autre, dans les campagnes, on voit un début de concentration de terres qui souligne et accentue une polarisation sociale. Il s'agit donc d'une double émergence d'un capitalisme à la fois agraire en tant que tel et industriel à partir de l'agriculture. Le processus est seulement en cours, incertain comme tout ce qui entoure la réforme, mais il est rapide. Selon les endroits, et surtout selon les rapports de forces réels entre parti et paysannerie, on assiste à la montée accélérée d'un capitalisme rural purement privé qui s'étend vers les villes (et pas seulement vers les nouvelles villes « paysannes ») et même qui s'oriente avec un certain succès vers le marché mondial.

Ailleurs, c'est l'Etat qui contrôle et canalise l'industrie rurale privée. Ailleurs encore, cela peut être la stagnation ou la constitution de formes hybrides. Quoi qu'il en soit de l'orientation future de la réforme, les bases d'accumulation d'un capitalisme agraire et agraro-industriel sont présentes dans les campagnes chinoises, dans un climat qui mélange assurance dans la nouvelle force des groupes sociaux paysans et crainte d'un éventuel retour de bâton collectiviste de la part d'un régime qui pourrait se sentir menacé.

Les paysans ont cependant de plus en plus le sentiment de l'irréversibilité du processus, et que, à tout le moins, il n'est plus possible de revenir au collectivisme antérieur. En attendant que les forces



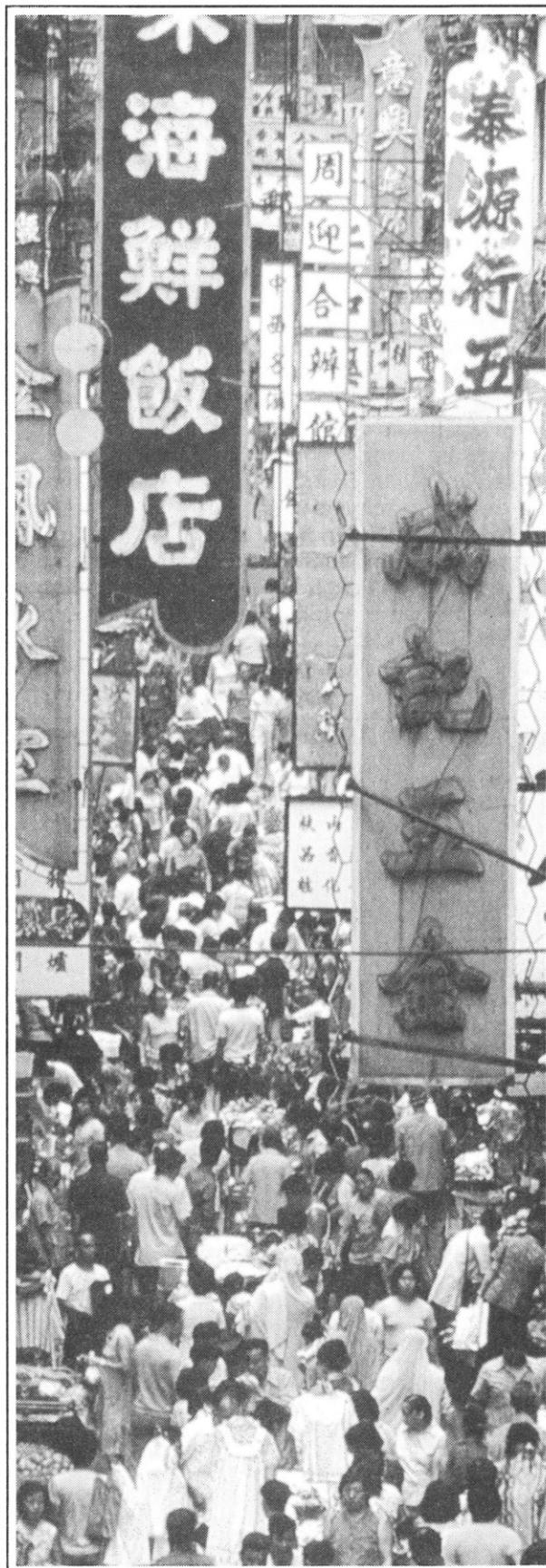
sociales les plus dynamiques du monde paysan s'estiment assez fortes pour imposer leurs propres solutions au pouvoir... Ce qui est loin d'être le cas de la part d'une paysannerie encore fort parcellaire, sans cohérence sociale organisée ; une paysannerie qui est, en outre, par tradition et par expérience, plutôt craintive et soumise à l'égard du pouvoir central. Pour une bonne part toutefois, l'impulsion capitaliste et les ressources et bases sociales du capitalisme — sous une variante ou sous une autre — proviennent pour l'instant de la campagne.

La situation à la ville est plus fluide. C'est là que le régime joue son avenir ; c'est là qu'il s'efforce de bâtir une société qui ne soit pas la complète négation du passé « socialiste réel ». Enjeu considérable et passablement vague. Pas étonnant alors que la réforme vienne se heurter à toutes les difficultés qui surgissent à tout instant dans le processus industriel et urbain moderne, ou semi-moderne. L'inflation à elle seule est un lourd handicap pour la réforme. Elle mine en effet les résultats de l'élévation du niveau de vie, réduisant les acquis et la crédibilité du processus réformateur. L'inflation provoque aussi une grande instabilité économique qui oblige à de constants zigzags, budgétaires notamment ; elle nourrit aussi un lourd mécontentement sociale manipulable, et d'ailleurs manipulé par d'importants courants hostiles à la réforme. De son côté, la transformation de la gestion des entreprises est difficile du fait de la résistance des cadres menacés, du fait aussi de l'opposition sourde mais vive des ouvriers condamnés à une « contractualisation » de leur statut, qui leur ferait perdre le travail garanti à vie, le seul avantage essentiel obtenu par une partie des ouvriers avant 1976. Sans oublier, dans ce panorama très incomplet, le manque de cadres jeunes et compétents, et les interférences nombreuses d'un pouvoir central (et local) qui incite à une plus grande autonomie des entreprises et des directeurs, mais qui intervient sans cesse pour rectifier ceci, modifier cela.

L'autoréforme devient alors une logique de changement mal contrôlée, sans orientation ferme. Et dans ce contexte flou, sinon brumeux, nombre de membres du parti-Etat, et surtout les petits cadres, sont moins en voie d'être préparés, adaptés à de nouvelles tâches, qu'ils n'adaptent à leurs besoins et intérêts immédiats les règles de la réforme, les détournant, corrodant ainsi la réforme, quand ils n'acceptent « tout simplement » d'être corrompus. Bref, ils bloquent souvent les initiatives réformistes ou les récupèrent à leur avantage.

Cette situation, qui éloigne la réforme d'une autoréforme bien ordonnée, donne aux villes chinoises une allure étrange d'affairisme débridé peu compatible avec une volonté de cohérence d'ensemble de la réforme. Affairisme qui fait fond sur un petit capitalisme urbain légal encore tenu car trop dépendant de la bonne volonté des cadres (ou de leur degré de corruption) ; affairisme qui fait plus des « affaires » et des profits immédiats plus ou moins légaux qu'il ne contribue à constituer, pour l'heure, un capitalisme articulé ; pas plus d'ailleurs qu'on ne peut parler d'une véritable initiation par le secteur privé des villes aux règles d'un « socialisme de marché » jusqu'à présent encore à trouver (s'il peut être trouvé !). Le changement peut alors apparaître à la fois comme irréversible et

pourtant sans direction bien établie. On décèle mieux ce qui est rejeté et espéré que ce qui s'établit de neuf. C'est l'égalitarisme qui est honni, plus d'ailleurs par le régime, les nouveaux privilégiés à la ville, de larges secteurs de la paysannerie, que par nombre de citoyens attachés au relatif égalitarisme et à la faible pression productiviste de la période maoïste.



C'est un socialisme de marché contrôlé par les « hauteurs étatiques » qui est l'objectif désiré. Dans les faits, il faut multiplier les détours pour introduire des éléments de ce socialisme de marché. Et ce qu'on obtient par ce processus, ce sont certes des changements, mais aussi une société un peu bâtarde qui combine des figures sociales et économiques diverses qui ne constituent pas une cohésion d'ensemble. La seule cohérence qui n'ose pas dire son nom — certains commencent à le dire tout haut —, faute de protagonistes suffisamment puissants dans la société, c'est un capitalisme qui se cherche (combinant capitalisme privé et capitalisme d'Etat, ouverture vers et protection contre le marché mondial, etc.) ; et qui fait face, tout en tenant à ne pas faire perdre face à un régime de parti-Etat, à un étatisme peu compatible sous sa forme actuelle avec une pleine expansion d'un capitalisme chinois. Au mieux, si l'on peut dire, l'on assiste à des phénomènes d'hybridation, de préparation et d'adaptation très progressive et malaisée à une nouvelle société à dominante capitaliste ; au pire à un processus bâtarde qui corrode la réforme, la parasite et ne conduit à rien de stable.

Dix ans de réforme ; irréversibilité et persistance des incertitudes

L'incertitude aujourd'hui est présente partout sur l'évolution de la réforme, comme sur les rapports de forces au sommet du parti, ou sur les sentiments des divers secteurs de la population. En même temps, tout continue à bouger, comme si la réforme était avant tout un automouvement faisant du changement la seule donnée constante de la Chine actuelle. Ne tentons donc pas de figer ce qui refuse à se fixer et de donner figure claire à ce qui est pour le moins brumeux.

Constatons plutôt que le maoïsme, comme volonté de mobiliser et de secouer inlassablement toutes les sphères de la société, a fini par être identifié à un projet d'immobilisation et de pétrification de la nation ; alors que, en revanche, une décennie de postmaoïsme n'a pas encore épuisé une fringale de changements. Dans ce mouvement incessant, peu sûr de sa destinée et de sa destination, des figures plus stables se font jour qui sont les vrais protagonistes du devenir, autant par leurs éléments de force que de fragilité. La plus paradoxale de ces figures, du moins au regard du discours officiel, concerne l'émergence d'une véritable société moderne, et donc aussi d'une moderne lutte de classes. Le paradoxe est lourd de sens et d'ironie. Le maoïsme, c'était l'exaltation de la nécessaire et continuelle lutte des classes sous le socialisme. La réalité était en fait bien différente. Pour une part, le maoïsme d'avant 1949 et, pour l'essentiel, le maoïsme d'après 1949 manipulent plus les éléments existants de conflits sociaux qu'ils ne s'appuient sur une lutte des classes au sens moderne, encore largement absente. Avant 1949, il existe des tensions sociales susceptibles de nourrir une explosion révolutionnaire, mais il manque les classes fortement charpentées de la modernité et, surtout, il manque une structure

quelconque qui puisse incarner l'autonomie et l'affirmation ouverte d'opposition d'intérêts des classes modernes. A la place, le parti-Etat anime et tient à bout de bras une société difforme et fait d'une paysannerie traditionaliste le levier d'une modernisation étrangère à cette paysannerie. A bien des égards, le PCC n'a pas le choix. Mais, au bout du compte, après 1949, se crée, se consolide et se durcit une structure étatique nationale de domination et de manipulation partielle des groupes sociaux. Vaille que vaille, la modernisation exerce ses effets. Les groupes sociaux apprennent à défendre leurs intérêts. Situation que le « réformisme » postmaoïste accepte, se réservant le rôle de garant de l'intérêt collectif. Ce qu'il admet beaucoup moins, c'est que les « groupes d'intérêts » qu'il repère avec plus ou moins d'exactitude dans le champ social puissent devenir des intérêts de classe articulés, opposés entre eux et opposés au régime. De fait, la pression sociale qui se faisait déjà sentir dans la période maoïste, mais qui s'est manifestée de façon plus affirmée après 1976, prend peu à peu la forme plus différenciée de défense d'intérêts de classe, ou pour le moins de groupes et sous-groupes sociaux.

C'est évident pour le nouveau groupe privilégié de la techno-bureaucratie, et son avant-garde étudiante. Peu à peu, la classe ouvrière, groupe soumis, avantagé ou désavantagé selon les cas, devient l'ouvrier « contractualisé », « libéré » (presque au sens où le capitalisme libère le travailleur de la dépendance féodale) de sa soumission à l'entreprise et à l'Etat. Se constituent alors les conditions d'une émergence d'une auto-activité ouvrière, qui avait certes existé très fragmentairement dans les années vingt ou vers 1947-1948, fragile embryon d'autonomie que le communisme chinois au pouvoir a cassé. Comme il a brisé, au début des années cinquante les ferments d'un capitalisme privé qui fait aujourd'hui plus que se réveiller, même si une cohésion sociale capitaliste lui fait défaut. Les intellectuels chinois aujourd'hui ont pour leur part moins des problèmes d'intellectuels (de libre expression, de créativité) — qui existent pourtant — qu'ils n'ont des problèmes de places sociales, d'espérance de valorisation sociale ou, à l'opposé, des craintes de déqualification.

De l'aveu même du régime, la situation très mouvante de la Chine laisse percevoir la poussée d'une société moderne, plus consciente et plus mobilisée pour la défense de ses intérêts contradictoires. Les bases d'une lutte de classes modernes commencent ainsi à être effectivement présentes sur la scène chinoise. Reste à savoir, dans le cas de la Chine, comme partout ailleurs, comment les classes s'organisent ou ne s'organisent pas, quel degré d'autonomie elles parviennent à conquérir, qui domine qui et comment ?

Le seul groupe qui, pour le moment, garde un semblant de cohérence, c'est le parti-Etat. A l'évidence, pourtant, lui aussi est travaillé par des forces diverses, par des projets variés, voire soumis à un lent processus de désagrégation. Les enfants de hauts cadres qui, en nombre non négligeable semble-t-il, versent dans un affairisme souvent illégal forment une sorte de proto-bourgeoisie issue du parti et destinée peut-être à s'unir aux forces vives d'une bourgeoisie chinoise, ou ils consti

tuent, plus « modestement », un groupe qui parasite un processus capitaliste qui les dépasse.

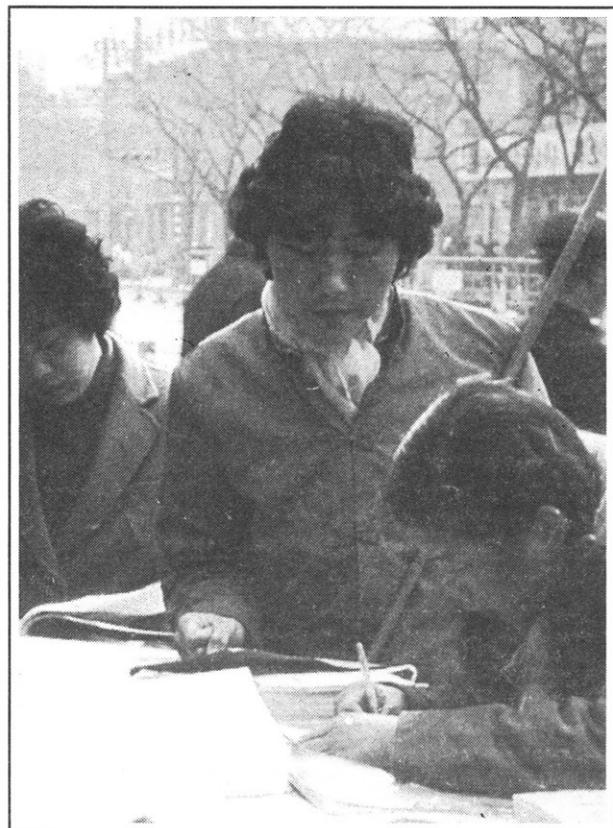
Si le doute existe pour certaines fractions du parti, on peut estimer, en revanche, que la majorité des cadres du parti est encore liée à la logique étatiste, voire centralisatrice du régime : leur pouvoir reste celui d'une bureaucratie d'Etat, même si c'est de plus en plus dans le sens péjoratif du terme.

Pour l'heure, le parti-Etat a montré une capacité assez remarquable de survivre à la crise de la fin du maoïsme. Mieux, le rigide Parti communiste chinois des années soixante-dix s'est modifié. Il a appris à mettre en œuvre une gestion plus souple et même plus sophistiquée de la société de manière à gérer le tout sans tout gérer, à reconnaître la légitimité d'intérêts sociaux différents et à trouver les manières de manipuler plus subtilement le social que dans le passé, bref à s'assurer une certaine pérennité et un certain contrôle, sinon sur la réforme, du moins sur le mouvement d'évolution de la société. Mais, soumis aux aléas de ce mouvement, sa trajectoire elle-même est aléatoire.

La force essentielle du parti-Etat réside, une fois de plus, dans l'absence d'alternative sociale cohérente qui pourrait venir d'une société qui apprend encore — qui commence à apprendre — les modalités de fonctionnement d'une société moderne. Il y a, en quelque sorte, un concours de vitesse pour savoir qui apprendra le mieux et le plus vite. La société s'éduque rapidement mais le parti-Etat a encore une bonne longueur d'avance...

Les tendances actuelles

Rien de certain ne peut être affirmé sur une situation chinoise encore bien indécise, sauf à constater l'impossible retour au maoïsme. On peut



au moins, en ce printemps 1989, évaluer les tendances, revoir les hypothèses. La réforme chinoise se fait dans le contexte, en continuité ou en parallélisme avec un large processus de réformes du « socialisme réel ». Peut-on exclure que ce vaste mouvement, qui part d'un constat commun de l'épuisement du modèle soviétique, aboutisse tout simplement — si l'on peut dire — à une nouvelle étape du « socialisme réel », à l'intérieur même de la logique étatiste, bien entendu alléguée, et d'une domination plus fine de la société par le parti-Etat ? Peut-on, autrement dit, prendre au sérieux le projet d'autoréforme du socialisme réel ?

Dans le cas chinois, le parti-Etat, l'étatisme et les fondations soviétiques (la centralisation économique...) se sont révélés plus solides que prévu ; mais ils ont plus manifesté leur force pour freiner, voire enrayer, la réforme que pour préparer la nation à entrer dans une nouvelle étape. Le « socialisme réel » chinois — comme les autres régimes des pays de l'Est — a montré une capacité évolutive, une aptitude à changer vite, ne fût-ce que pour survivre. Mais le projet d'une autoréforme, comme recherche d'une nouvelle cohérence du « socialisme réel », comme modernisation originale, crédible, viable, cherche toujours sa voie.

La réforme chinoise se fait largement par des coups de force visant à affaiblir les défenses d'un appareil souvent peu enthousiaste et très conservateur dans ses réactions. Pour affronter et plus souvent contourner ces résistances, mais aussi pour répondre aux pressions de la société, la réforme a eu tendance à aller au-delà ou à côté de la réforme, ou à tourner autour d'elle (dualité des prix...). Ce qui tend à faire penser qu'une autoréforme articulée était pour le moins improbable ; et que, de toute façon, d'avancée en recul, de bifurcation en bifurcation, on s'éloigne, dans le cas chinois, d'une mise en pratique d'une nouvelle étape du « socialisme réel ».

Les succès de la réforme chinoise comme ses déboires ou ses difficultés rendent moins crédible que jamais l'existence d'une issue propre au « socialisme réel ». Le discours officiel laisse d'ailleurs peu d'illusion à cet égard. Depuis le XIII^e Congrès de 1987, le discours officiel parle en effet de l'étape du socialisme primaire pour caractériser la phase actuelle et celle des décennies à venir. Si l'on écarte les justifications apparemment orthodoxes, de légitimation du parcours accompli, la nouvelle théorisation est simplement la reconnaissance de l'immense retard de la Chine. On y exprime à peu près explicitement le regret que la Chine ne soit pas passée par une étape capitaliste articulée. Il s'agit alors, dit-on, en quelque sorte de créer les bases manquantes, qui ne sont rien d'autre que les fondements de la civilisation, de l'unique chemin de la modernité et les préconditions d'une civilisation socialiste supérieure. Cette vision n'est pas sans rappeler, d'ailleurs peut-être consciemment, les derniers textes de Lénine sur la NEP avec leur accent sur la nécessité du « commerce civilisé ». A cette différence près, caractéristique d'une tout autre période, que pour les dirigeants chinois aujourd'hui il s'agit pour l'essentiel de réintégrer une norme mondiale de logique du marché, et d'ailleurs de reprendre place pleinement dans le marché mondial. Les proclamations socialistes ont dans ce contexte une valeur limitée ; tout au plus



marquent-elles l'importance de l'Etat et de son rôle d'animateur de la société et de l'économie (le « socialisme réel » comme étatismisme fortement centralisateur). Pour le reste, l'aspiration des réformateurs et d'une grande partie de la population, c'est d'être moderne comme les grands pays développés du monde, sans rechercher une vaine spécificité socialiste, ce qui est perçu comme la spécialité d'un maoïsme présenté de nos jours, non sans quelque raison, comme antimoderne. Le débat porte alors sur l'ampleur de l'imitation, sur la présence ou non de la démocratie et du multipartisme, sur le degré de la présence de l'Etat, sur la valeur de la continuité chinoise à préserver. Un débat qui n'est pas, on l'imagine aisément, seulement une confrontation d'idées, mais où se joue l'expression des intérêts sociaux rigides ou en évolution. Les cadres locaux qui espèrent obtenir nombre d'avantages de la décentralisation réagissent différemment des bureaucraties centrales, qui elles-mêmes ont des comportements très différents de ces groupes ou individus qui agissent déjà comme des capitalistes ou plus exactement des affairistes de haut vol (et souvent de fiefés voleurs), etc. Ce que l'on apprend maintenant, ce

sont les normes mondiales, les règles incontournables de la modernité, de la vraie modernité : celle où il y a des lois économiques universelles et contraignantes qui ne peuvent jamais être remplacées par un volontarisme de type maoïste, ou autre.

Il suffit de prendre le terme de modernisation pour ce qu'il signifie réellement, à savoir le capitalisme (au moins comme précondition inévitable), pour avoir une idée plus exacte de ce qui travaille les esprits et la vie sociale en Chine. A lire nombre de projets — qui sont loin d'être tous mis en pratique — concoctés par de jeunes experts souvent formés dans les universités occidentales et qui ont sinon le pouvoir du moins l'oreille des réformateurs au pouvoir, la Chine se prépare à importer et à intérioriser des pans entiers du modèle occidental (ou occidental-japonais...), selon un rythme propre et en tenant compte de l'« adaptabilité » du pays.

Dans ce contexte, la Chine serait en transition non plus vers le communisme — phantasme considéré comme dangereux et abandonné de tous — mais vers une variante chinoise de capita-

lisme occidental. Le monde industriel chinois vivrait selon le mouvement et les règles de toute vie industrielle.

L'ouvrier serait « contractualisé » et cesserait d'être un ouvrier d'Etat soumis et protégé par son entreprise. La domination du marché serait contrebalancée par une présence étatique peut-être plus présente qu'en Occident, mais peut-être du même ordre que l'Etat fort qui se manifeste dans nombre de pays du tiers-monde, où l'Etat pilote parfois rudement un développement économique difficile. Bien sûr, entre ces aspirations de technocrates audacieux dégagés de tout passé idéologique « socialiste » et leur mise en pratique à l'échelle d'un pays pauvre de plus d'un milliard d'habitants et d'un parti de plus de quarante millions de membres, il y a une sacrée distance qui ne peut être franchie par le volontarisme (cela rappelle trop



le maoïsme...) ou l'habileté d'une direction d'ailleurs peu homogène. La complexité chinoise, son immensité de territoire, de population, le poids d'un lourd passé historique chargé de graves menaces, les acquis et inerties de près de quatre décennies de « socialisme réel », tout cela ne permet pas aisément, et rend peut-être impossible pour la période à venir, le rêve d'être moderne, fort et prospère comme l'Occident. Les jeunes technocrates, qui se voient peut-être dans un rôle équivalent à celui de la jeune élite japonaise qui a fait entrer de force, vers 1870, le Japon du Meiji dans la modernité, ne peuvent apprendre à leurs dépens ou à ceux de la Chine (s'ils sont pleinement écoutés) tout ce qui distingue le contexte particulier de la modernisation au XIX^e siècle (réussie en dehors de l'Occident seulement par le Japon) de la situation très différente que subissent les sociétés au

XX^e siècle : un développement non autarcique mais protégé est à peu près inconcevable.

Mais, en même temps, l'Occident lointain est relayé par de nouveaux modèles de modernisation, plus proches de la Chine, à la fois géographiquement et du point de vue des valeurs : la modernisation asiatique, qui n'est plus seulement celle trop spécifique du Japon. L'Asie présente maintenant une voie de modernité relativement réussie (les « quatre dragons » : Corée du Sud, Hong Kong, Singapour, Taïwan) sur la base du même héritage culturel que la Chine. Il s'agit, sans conteste, d'une modernisation capitaliste, et plutôt rude, où l'Etat joue un rôle important et où les traditions de la sinité, du confucianisme se sont adaptées et ont, à leur façon, adapté la nation à un capitalisme terriblement compétitif au niveau mondial.

Le discours le plus officiel au début 1988 allait dans cette direction. Le nouveau secrétaire général Zhao Ziyang, une des figures de proue du réformisme, incitait alors les zones côtières de la Chine à devenir le fer de lance d'une entrée en force du pays sur le marché mondial dans le domaine des produits industriels peu sophistiqués, reprenant ainsi la place laissée vacante par les « quatre dragons » asiatiques, qui eux s'efforcent de concurrencer les autres nations avec des produits industriels de plus en plus élaborés. Les zones côtières deviendraient en somme le cinquième dragon. Qu'en serait-il alors, en cas de succès, de l'unité chinoise, dans un contexte où les parties avancées accentueraient encore leur avantage ? C'est la question qui revient sans cesse et qui explique pourquoi l'ouverture plus large sur le monde — qui signifie aussi, et peut-être avant tout, pénétration croissante du monde extérieur en Chine — se heurte à de fortes résistances dans le parti. Des parties importantes de la haute direction, entraînées, semble-t-il, par le premier ministre Li Peng, ont imposé en 1988-1989, un freinage du processus de réforme et même une cure d'austérité économique. Cette politique d'austérité et de repli trouve sa justification dans les nombreux dérapages économiques, et avant tout dans la grave inflation (on parle de 40 à 50 % d'augmentation des prix à la consommation en 1988), qui a amené des poussées de panique et d'achat effréné dans les villes. L'heure est alors à une certaine recentralisation, au retour de l'étatisme, à une volonté de reprendre une certaine maîtrise du processus par un appareil central en perte d'autorité.

La logique de la réforme conduit à une Chine à plusieurs vitesses : différences entre régions développées et pauvres ; entre pauvres et riches à la ville et à la campagne. Cette Chine ne risque-t-elle pas, paradoxalement, de répondre au vœu le plus cher de Mao : que le déséquilibre soit un état permanent, l'équilibre un état exceptionnel. L'ampleur des problèmes pousse dans ce sens. Il serait pour le moins ironique que les héritiers antimaoïstes de Mao accentuent le déséquilibre chinois par une volonté de changement débridé. Pourtant le risque est réel. Entre un étatisme encore puissant, relayé par un parti-Etat difficilement déracinable, et l'automouvement d'une société poussée vers un capitalisme aux normes mondiales évolutives, capitalisme international malaisé à rattraper, une situation d'équilibre précaire ou de déséquilibre pourrait s'installer dans une situation de bâtardise

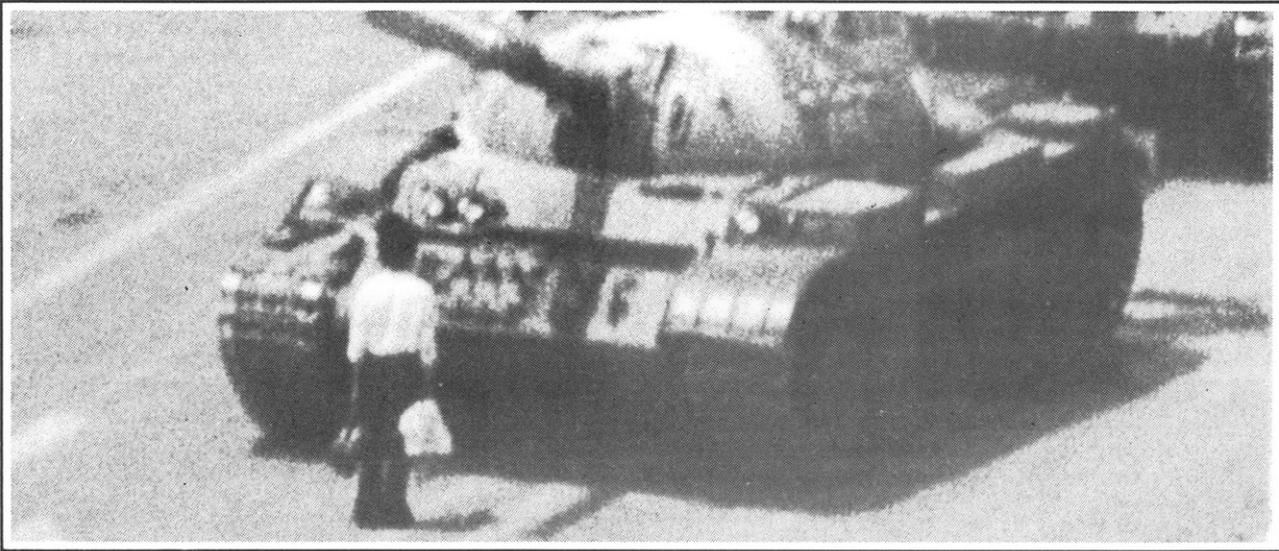
qui combinerait travers de l'ancien « socialisme réel » et du nouveau capitalisme « socialiste » ou d'Etat (qu'importe le nom de baptême !).

N'allons pas plus loin dans la spéculation. Constatons seulement, sans hargne mais sans complaisance, que dans toute cette histoire le socialisme authentique, émancipateur, n'a pas grand place, ni dans le « socialisme réel » chinois version soviétique mal corrigée par Mao, et moins encore dans le processus de réforme vers le « socialisme de marché ». En ajoutant une nuance, un constat. Le maoïsme a en effet porté, surtout avant 1949, certaines des valeurs socialistes, notamment d'égalitarisme, mais dans un processus de despotisme, « féodal » à bien des égards (surtout après 1949), étranger à une quelconque conception d'émancipation sociale ; alors que le nouveau cours mis en œuvre par une réforme qui n'a rien de socialiste, et à peine la prétention de l'être, crée lui, peut-être, les préconditions matérielles et sociales d'une modernité qui a fait si cruellement défaut à la Chine d'hier, et dont l'absence rendait en tout état de cause illusoire l'espoir en l'avènement d'un socialisme chinois authentique. Ce constat final

est, on l'a reconnu aisément, une simple réaffirmation, la vérification par la négation, de la conviction de base du marxisme — de Marx lui-même — que le socialisme ne peut exister que sur les fondements d'une société développée. Les succès du développement de diverses sociétés du tiers monde, qui conduisent plutôt à renforcer la puissance capitaliste mondiale et qui contribuent aussi à approfondir la capacité d'aliénation de ce système, comme les succès que l'on peut souhaiter pour le développement économique chinois — il élève tendanciellement le niveau de vie et culturel des populations —, tout cela favoriserait alors, mais pour plus tard, bien plus tard, une possible réactivation des grands projets d'émancipation sociale que le maoïsme a portés à une certaine époque, mais dans une direction non socialiste.

* Le présent article de Roland Lew a été écrit au printemps 1989, avant les événements que viennent de connaître Pékin et la Chine. Analysant dix années de réforme, il permet de mieux en comprendre les ressorts. Pour l'actualisation de l'analyse, voir Roland Lew : « Société contre pouvoir, la Chine en transe » in *le Monde diplomatique*, n° 423, juin 1989.





DECLARATION DE L'ASSOCIATION AUTONOME DES OUVRIERS DE LA VILLE DE PEKIN

Cet après-midi le secrétariat permanent de l'Association autonome des ouvriers de la ville de Pékin convoque une réunion urgente. Dans la situation actuelle, la mission que nous allons remplir appelle à une réunion particulièrement urgente. Les membres du secrétariat, dans la situation présente, ont peaufiné la direction des équipes. Ils ont créé des cellules, un secrétariat général, un secrétariat à la propagande, un à l'intendance et un chargé des contacts.

Premièrement, l'Association est une organisation spontanée des ouvriers de la capitale, correspondant à la situation d'aujourd'hui. Son but est, sur les rails de la démocratie et du système légal, d'aller diriger correctement ce mouvement patriotique et démocratique. Il accueille tout ouvrier de la capitale et chaque syndicat des *danwei* des usines et des mines pour adhérer activement à notre organisation syndicale.

Deuxièmement, suivant la situation actuelle, l'assemblée générale décide spécifiquement que :

1. La tâche à l'ordre du jour des équipes d'inspecteurs ouvriers est d'agir en coordination avec les associations autonomes d'union des étudiants, d'assurer la protection et la vie des camarades étudiants et la stabilité de l'ordre social dans la ville de Pékin.

2. En même temps qu'il maintiennent la tranquillité politique et sociale, ils garantissent l'acheminement et le transport des produits nécessaires à la vie courante de Pékin, légumes et céréales, ainsi que les objets manufacturés courants.

Le 21 mai 1989

L'assemblée plénière du comité permanent de l'Association autonome des ouvriers de la ville de Pékin
October review

DECLARATION DES OUVRIERS

La classe ouvrière est la classe la plus avancée, dans le mouvement démocratique nous devons incarner la force de choc.

La République populaire de Chine est sous la direction de la classe ouvrière, nous avons le droit de chasser tous les tyrans.

Dans la production, les ouvriers ont parfaitement compris l'intérêt du savoir et des techniques. C'est pourquoi nous refusons absolument que les étudiants et le peuple élevés subissent des outrages.

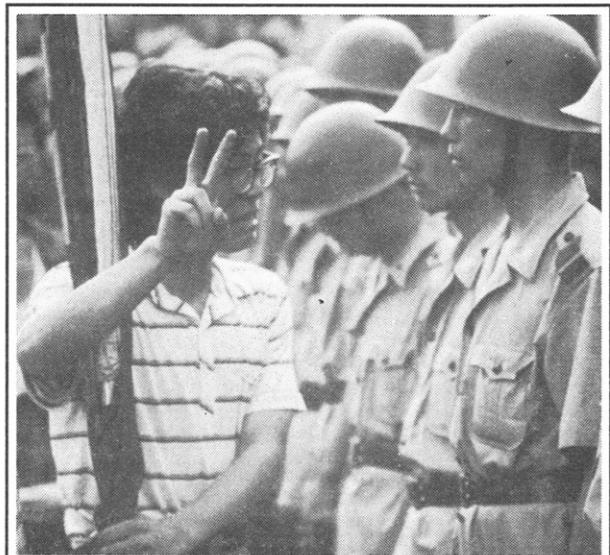
Détruire la tyrannie et la dictature, promouvoir la démocratisation de l'Etat sont un devoir auquel nous ne pouvons nous dérober.

Notre force prend sa source dans notre unité, notre succès dans notre inébranlable conviction.

Dans le mouvement démocratique « *nous n'avons que nos chaînes à perdre et tout un monde à gagner* ».

21 mai 1989

Comité provisoire de l'Union autonome des ouvriers de la capitale
October review



PROJET DE PROGRAMME DE L'UNION AUTONOME DES OUVRIERS DE LA CAPITALE

Depuis la mi-avril, dans le mouvement démocratique patriotique du peuple de toutes les nationalités mené par les étudiants, de très nombreux ouvriers chinois manifestent une vive volonté de participation politique, tandis qu'ils reconnaissent ne pas disposer jusqu'à maintenant d'une organisation représentant authentiquement la masse des ouvriers pour exprimer leurs avis. Pour cette raison, nous estimons qu'il est nécessaire de fonder une organisation autonome pour parler au nom des ouvriers et s'occuper de leurs affaires. A cette fin, nous préparons l'organisation de l'Union autonome des ouvriers de la capitale et proposons son projet de programme.

1. Cette organisation doit être une organisation autonome complètement indépendante, dont la formation résulte d'un processus démocratique avec la participation volontaire des ouvriers ; elle ne doit pas subir le contrôle d'autres organisations et doit avoir des rapports d'égal à égal avec les autres associations de masse.

2. L'objet fondamental de cette organisation doit

être de présenter l'avis résultant de la volonté du plus grand nombre de la classe ouvrière, en politique et en économie, et non d'être simplement une organisation de bien-être.

3. Cette organisation doit avoir un rôle de surveillance du Parti communiste.

4. Dans les entreprises et affaires de propriété du peuple tout entier et de propriété collective, cette organisation doit avoir le droit de recourir à tous les moyens légaux et appropriés pour surveiller les représentants légaux et garantir que les ouvriers soient les authentiques maîtres des entreprises. Dans les autres entreprises et affaires, elle doit garantir leurs intérêts par la négociation avec les directeurs d'entreprises ou par d'autres moyens légaux.

5. Dans le domaine constitutionnel et légal, cette organisation doit garantir tous les droits légaux à ses membres.

Le 21 mai 1989

Comité provisoire de l'Union autonome
des ouvriers de la capitale

October review



ACTUEL MARX

Revue internationale consacrée au marxisme
publiée aux Presses universitaires de France (PUF)
avec le concours du Centre national de recherche scientifique (CNRS)
et de l'université de Paris X

Deux numéros de 208 pages par an. Interdisciplinaire et critique. Discute les analyses théoriques fondamentales et les problématiques nouvelles. Analyse la littérature marxiste mondiale. Philosophie, économie, histoire, sciences sociales, littérature. Dans chaque numéro, trente ouvrages recensés.

1988 n° 3 Le socialisme et l'Occident
n° 4 Marxisme italien
1989 n° 5 Libéralisme, État de droit
n° 6 L'URSS de Gorbatchev

Rédaction : Balibar, Bidet, Barrère, Bertrand, Cotten, De-launay, Fogel, Hincker, Labica, Lecercle, Löwy, Quiniou, Texier, Tosel.

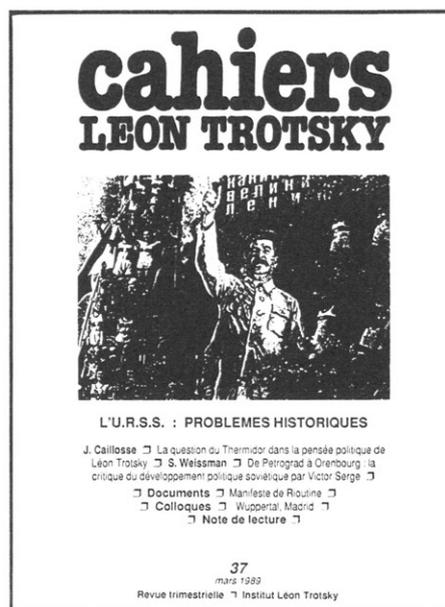
Abonnement : 160 F, adresser à PUF, 14, avenue du Bois-de-l'épine, boîte postale 90, 91003 Evry CEDEX, tél. : (1) 60 77 82 05.



CAHIERS LEON TROTSKY

Revue trimestrielle
publié par l'Institut Léon Trotsky

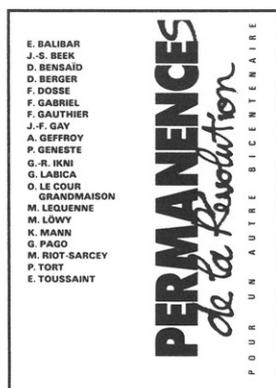
Le n° 37 (mars 1989) est paru.
L'URSS : problèmes historiques.



Sur la plage ensoleillée... Vos livres de l'été aux éditions La Brèche

Où va l'URSS de Gorbatchev ? Ernest Mandel, 400 pages, 130 F.

Le dernier ouvrage d'Ernest Mandel. Un livre-clé pour comprendre l'importance extraordinaire des bouleversements qui se produisent en URSS aujourd'hui et que redéfinissent d'ores et déjà les grands équilibres à l'échelle planétaire.

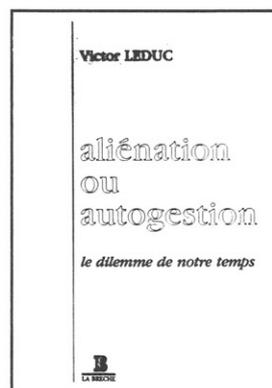


Permanence de la Révolution. Pour un autre Bicentenaire, 312 pages, 108 F.

Vingt contributions et vingt pavés dans la mare du consensus honteux qui se tisse autour du Bicentenaire. Par E. Balibar, D. Bensaïd, J.-S. Beek, D. Berger, F. Dosse, F. Gabriel, F. Gauthier, J.-F. Gay, A. Geffroy, P. Geneste, G.-R. Ikni, G. Labica, O. Le Cour Grandmaison, M. Lequenne, M. Löwy, K. Mann, G. Pago, M. Riot-Sarcey, P. Tort, E. Toussaint.

Aliénation ou autogestion, le dilemme de notre temps, Victor Leduc, 224 pages, 105 F.

Dirigeant du PCF puis du PSU, aujourd'hui membre des Rénovateurs communistes, fondateur de *Raison présente* et auteur de nombreux livres, Victor Leduc propose, dans cet ouvrage, un recueil d'articles des vingt dernières années sur une question qui a déchiré la conscience ouvrière tout au long du siècle.



Quand l'Amérique s'embrasera, Orlando Nuñez et Roger Burbach, préface de Michaël Löwy. 160 pages, 70 F.

Pour le dixième anniversaire de la révolution nicaraguayenne, cette contribution à la réflexion marxiste contemporaine traite non seulement de la révolution en Amérique latine et au Nicaragua, mais aussi du socialisme à notre époque.

Tous ces titres et bien d'autres encore sont disponibles
à la librairie LA BRECHE,
9, rue de Tunis, 75011 Paris, tél. (1) 43 67 63 57



Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Rédaction et administration : 2, rue Richard Lenoir. 93100 Montreuil-sous-Bois
Tél : 48.59.00.80
Directeur de la publication : Christian Lamotte. Imprimerie Rotographique.
ISSN : 0759-0989 N° : 56 551
